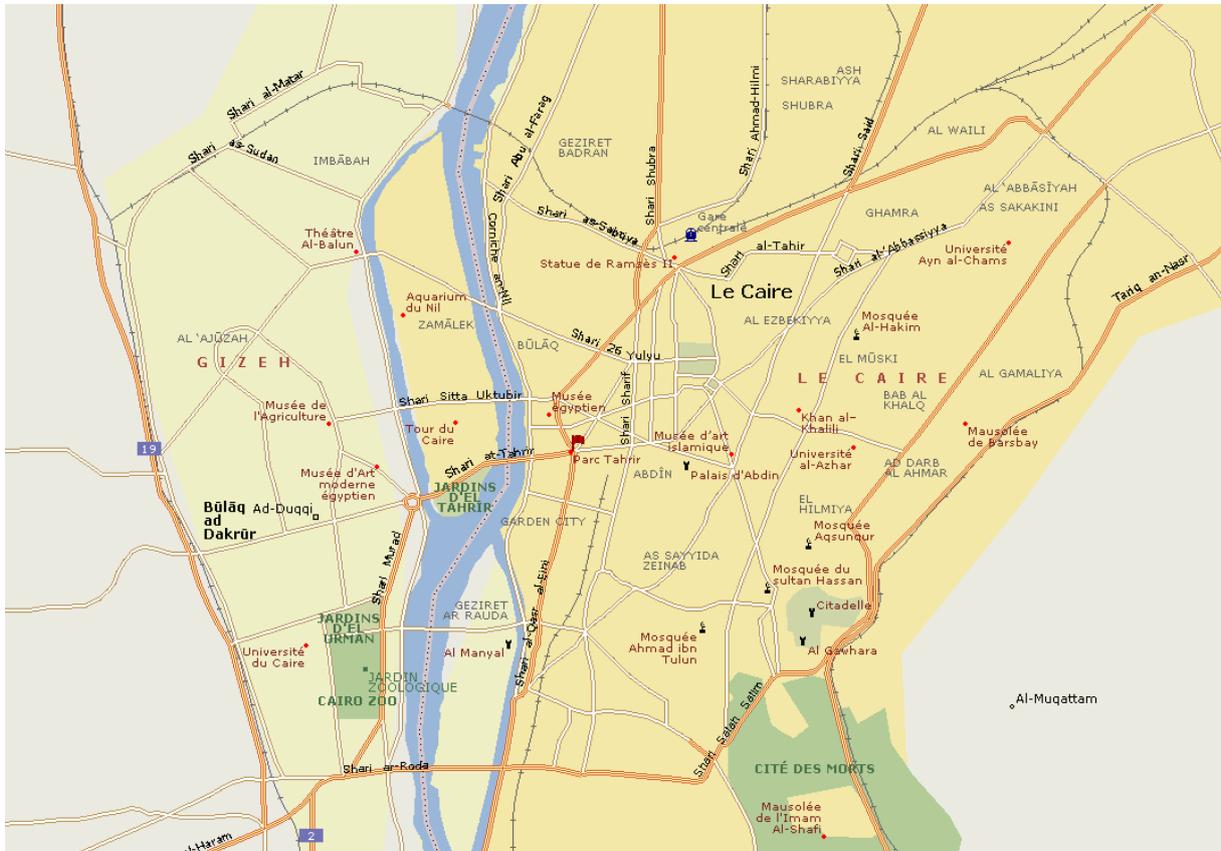


11 EGY 9 - 11-11-19 Le Caire

Laboratoiredesfrondeurs.org



http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/10/17/egypte-generation-ultras_1589030_3212.html

Egypte : génération ultras

En janvier et février, ces supporters de foot avaient quitté les stades pour être en première ligne place Tahrir lors de la révolution. En octobre 2010, ils défiaient toujours la police égyptienne et refusaient toute récupération.

Par Claire Talon

LE MONDE Le 17.10.2011 à 13h41 • Mis à jour le 02.02.2012 à 11h03

Des supporters du club d'Al Ahly protestent devant le ministère de l'intérieur après des heurts avec la police lors d'un match, le 9 septembre 2011.

Entre deux gorgées de bière, Mohammed Gamal passe une main dans sa crinière gominée sous les regards amusés des clientes du bistrot. "Je me présenterais bien aux législatives en indépendant... Mon seul problème, c'est les femmes : elles m'adorent et ça se sait. En Egypte, ça craint", lance-t-il, dans un éclat de rire tonitruant. Avec un art consommé de la dérision, il agite ses bras musclés en signe d'impuissance, fidèle à sa réputation de blagueur. Mais pour ses admirateurs, il a bel et bien les moyens de ses ambitions, y compris pour les législatives, dont le premier tour aura lieu le 28 novembre.

Pourtant, Mohammed Gamal n'est ni une star, ni un homme politique, ni un idéologue, ni même un révolutionnaire. C'est un héros d'un genre particulier : il se présente comme un "ultra", ce courant de supporters de football qui s'est développé en Europe et en Amérique latine depuis les années 1970 avant d'aborder les rivages nord-africains au début des années 2000. Entretenant une dévotion exacerbée pour leur club favori, les ultras se distinguent par leur critique du "football télévisé et marchandisé" et par leur hostilité vis-à-vis de la police, leurs démonstrations d'enthousiasme s'accommodant mal des restrictions imposées par les forces de l'ordre. Mais en Egypte, leur culture critique et rebelle a pris un sens particulier dans le contexte social et politique de la fin de règne d'Hosni Moubarak.

Les premiers groupes ultras y sont apparus en 2005. Mohammed Gamal a été le fondateur, en 2007, de l'un des plus célèbres d'entre eux : les White Knights, supporters du Zamalek SC. Face à des structures sportives patriarcales et autoritaires, acoquinées avec les "patrons" du Parti national démocratique (PND) d'Hosni Moubarak, les ultras égyptiens revendiquent leur indépendance en critiquant le management des clubs et des fan-clubs. Ils deviennent vite la bête noire des médias sportifs, qui les décrivent comme des voyous communistes, des athées, des drogués et, à l'occasion, comme des "déviantsexuels".

Ce mouvement, qui se développe d'abord sur Internet, prend rapidement une ampleur inédite qui inquiète les services du raïs. Dans un régime où les organisations sont interdites, les ultras se révèlent en effet capables de rassembler, autour d'un noyau dur de "parrains", des milliers de membres d'une vingtaine d'années qui se réunissent régulièrement, disposent de forums Internet et d'un budget autonome (financé par les fans) qui leur permet de monter de coûteuses chorégraphies à base de supports visuels. Pour se protéger, ils refusent le contact avec les médias, utilisent des noms d'emprunt (Mohammed Gamal est connu sous le sobriquet de Jimmy Hood), développent une culture du secret et des structures légères et relativement démocratiques, fondées sur des cercles de décision. Ils sont alors, après les Frères musulmans, les groupes les mieux organisés pour échapper à la tutelle du PND.

Surtout, les ultras n'hésitent pas à se rebeller violemment contre les humiliations et la brutalité de la police. Dès 2007, ils entrent en confrontation ouverte avec le ministère de l'intérieur. Les affrontements se multiplient dans les stades, mais surtout dans les rues à l'occasion de véritables batailles rangées. "Les ultras ont été le premier groupe en Egypte à réagir à la violence et à l'oppression du ministère de l'intérieur par la violence", commente Ashraf El-Sherif, politologue et maître de conférences à l'Université américaine du Caire.

La police commence à arrêter les leaders chez eux avant les matches et les fait comparaître devant des tribunaux militaires, poussant certains membres vers le hooliganisme. "J'ai été arrêté seize fois depuis 2005, parfois jusqu'à treize jours, affirme Mohammed Gamal, hilare, alors qu'il dit avoir eu le tympan éclaté et la mâchoire brisée. Mais la première fois, c'était même pas dans un stade, j'étais en vacances avec des amis à Dahab sur la mer Rouge, en 2001. J'avais à peine 20 ans. Ils m'ont arrêté avec vingt-cinq types qui n'avaient rien fait. Les flics, c'est ma passion, je les hais à en mourir."

Au cours de ces affrontements, les ultras développent des techniques de combat de rue dont l'efficacité éclatera au grand jour sur la place Tahrir lors de la révolution. Les Egyptiens découvriront alors qu'ils sont les seuls à savoir mener des batailles rangées contre les forces de l'ordre. Au soir du 25 janvier, premier jour de la contestation, ils sont sur la place sans qu'aucune consigne officielle ait été donnée aux groupes par les "parrains".

On les retrouve ensuite en première ligne sur tous les fronts : habitués aux gaz lacrymogènes, aux balles en caoutchouc et à franchir les murs du stade, ils savent renvoyer une grenade, sauter sur un camion de police, escalader les lampadaires et jouent un rôle logistique décisif dans les victoires remportées par les révolutionnaires. Créatifs, ils donnent aussi à la révolution ses slogans et ses rythmes emblématiques, typiques du répertoire des supporters. "A Tahrir, on s'est souvent cru au stade, surtout quand Moubarak a annoncé sa démission", se souvient avec émotion Ashraf El-Sherif.

Cet héroïsme leur a valu une reconnaissance certaine parmi les activistes et l'admiration d'une grande partie de la jeunesse égyptienne. Mélange de fraternité romantique et d'individualisme forcené, leur style de vie provocant et déjanté impressionne une génération aux prises avec des carcans sociaux et religieux pesants. Leurs mots d'ordre et leurs emblèmes sont devenus les symboles d'une jeunesse qui a soif de rébellion. L'acronyme ACAB pour "All Cops Are Bastards" ("Tous les flics sont des bâtards") parsème aujourd'hui les rues du Caire aux côtés de tags désormais célèbres - comme celui de l'homme masqué qui fait un doigt d'honneur ou qui casse une télévision. Leur art de l'insulte fait les délices des activistes, et leurs chansons sont désormais une part incontournable d'une culture underground en plein essor fondée sur l'expression de soi, l'individualisme et le plaisir.

Mais les ultras provoquent aussi l'intérêt des partis politiques. A cause de leur nombre d'abord. Les Ahlawy, les White Knights et les Blue Dragons (les trois groupes actuels les plus importants) réunissent aujourd'hui près de 20 000 membres actifs et sont susceptibles de mobiliser plus de 50 000 personnes. "Les ultras White Knights peuvent à eux seuls faire descendre 25 000 personnes prêtes à combattre dans la rue en quelques minutes", assure Mohammed Gamal.

Pourtant, les ultras résistent aux appels du pied des partis et refusent de se positionner sur l'échiquier politique, cultivant un anarchisme farouche qui les fait se gausser des révolutionnaires eux-mêmes : "Sur la place Tahrir, tous les activistes nous ont poussés à mettre les Frères musulmans dehors, mais nous, on ne rentre pas dans ce jeu-là, déclare un jeune initié croisé place Tahrir. Les politiques nous appellent en permanence pour les manifestations. Mais on n'est pas les marionnettes des gens contre le système. De toute façon, on a fait cette révolution contre la police, c'est tout, pas pour les gens. Personne ne nous défendait avant, tout le monde nous prenait pour des racailles. Nos fans de la troisième heure, qu'ils aillent se faire voir."

De fait, les ultras refusent jusqu'à présent d'imposer à leurs groupes des mots d'ordre politiques, soucieux de préserver leur grande diversité sociale qui les fait rassembler riches et pauvres, laïcs et islamistes, gauchistes, salafistes, libéraux et Frères musulmans, toutes différences dissoutes dans l'amour d'une même équipe. Cette retenue en déçoit certains : "L'angoisse provoquée par les ultras reflète un conflit de fond au sein de la société égyptienne entre deux rythmes de vie, l'un mou au point de ne pas se rendre compte de sa sclérose et l'autre enthousiaste, tumultueux et anarchique au point de ne pas aller jusqu'au bout de ses capacités révolutionnaires", regrette Ashraf El-Sherif.

Pourtant, les ultras sont devenus depuis la révolution les critiques les plus virulents du ministère de l'intérieur et du Conseil militaire. Ils entretiennent à tout prix la révolte contre la police, refusant de faire la paix et participant en masse aux manifestations contre le Conseil supérieur des forces armées. Tous les matches sont désormais des occasions privilégiées de

ridiculiser les policiers en leur rappelant leur défaite du 28 janvier - dépassée, la police avait été remplacée dans les rues par l'armée, - par des chants déjà cultes : "Corbeau stupide/T'étais nul en classe/T'as eu 10 sur 20 en payant un pot-de-vin/Mais t'as quand même pu t'offrir les meilleures facs/Pourquoi tu niches dans ma vie ?/Juste pour me la pourrir/On n'oublie pas Tahrir, fils de pute."

Pour Amr Abderrahmane, membre de l'Alliance populaire socialiste, ce positionnement à part est l'aspect le plus "inspirant" des ultras : "Cette génération née sous Moubarak et avec Internet a été capable de créer une nouvelle identité anti-classe moyenne et de provoquer la moralité ambiante. Ils sont une face de la révolution que tout le monde voudrait oublier : celle de la rage, de la colère. Pas la face propre à fleurs du jeune poli : la face anti-sociale, anti-famille, anti-institution, anti-morale. Ils utilisent le stade pour promouvoir cette nouvelle identité."

Athlétiques, théâtraux, rapides, à demi dénudés, les ultras continuent à crier leur haine de la police et des militaires dans les manifestations en enchaînant leurs chorégraphies fétiches sous l'oeil réprobateur des salafistes et des mères de famille. "Il n'y a pas de virginité de la place Tahrir, commente Mohammed Gamal, laconique. Je me mets à poil si je veux."

http://internacional.elpais.com/internacional/2011/11/17/actualidad/1321559800_072137.html

Una treintena de heridos en una manifestación de coptos en Egipto

Un grupo de personas ataca una marcha que conmemoraba la muerte de 26 cristianos el pasado octubre en El Cairo

- Una veintena de muertos en una protesta cristiana en El Cairo
- Dimite el viceprimer ministro egipcio por el acoso a los coptos

N. T. El Cairo 17 NOV 2011 - 21:14



Un cristiano copto se manifiesta en El Cairo tras los disturbios. / MOHAMED ABD EL GHANY (REUTERS)

Al menos 29 personas han resultado heridas esta tarde en El Cairo durante una marcha de coptos que conmemoraba la muerte de 26 cristianos el pasado 9 de octubre. La procesión, en la que participaban cientos de miembros de esta confesión, comenzó en el barrio de Shubra y ha sido atacada con piedras y cócteles molotov por un grupo de asaltantes sin identificar. Las

fuerzas de seguridad han dispersado a los asistentes con gases lacrimógenos. Es habitual en la cultura egipcia que se celebre un recordatorio a los 40 días del fallecimiento de una persona.

Los cristianos querían celebrar un acto frente al Maspero, donde se encuentra el edificio de la televisión pública, y donde fallecieron 26 coptos que se manifestaban por la quema de una iglesia y para pedir protección e igualdad con los musulmanes. Aquella protesta fue reprimida por la policía militar, aunque ya había sido atacada en varias ocasiones por atacantes que dispararon, lanzaron piedras y bombas incendiarias a los asistentes. La mayoría de los fallecidos perdieron la vida por disparos o aplastamiento. Los militares trataron de evitar que las cámaras de televisión filmaran a los tanques atropellando a los manifestantes, pero los vídeos grabados con teléfonos móviles llegaron igualmente a la Red.

Los cristianos coptos son una minoría de apenas el 10% en Egipto y se encuentran discriminados en casi todos los ámbitos sociales. No se les permite construir templos y suelen tener dificultades para obtener puestos importantes. El caso del Maspero tuvo un efecto devastador en los egipcios, que interpretaron la mano dura del Ejército como una advertencia a todos los que tratasen de llevar sus protestas a la calle. Además, el papel de la televisión pública, que ofreció imágenes sesgadas e instó a los buenos musulmanes a salir a la calle a defender a los militares, sirvió para encender los ánimos.

Los cristianos coptos son apenas el 10% de la población egipcia y se hallan discriminados en todos los ámbitos

Más de un mes después, los sucesos del Maspero siguen generando polémica y protestas. Hace dos días Human Rights Watch reclamaba la liberación de Alaa Abdel Fatah, uno de los blogueros más prestigiosos de Egipto, que permanece bajo arresto después de que se le intentara relacionar con los disturbios y se negara a declarar ante un tribunal militar. “En lugar de identificar a los miembros de las Fuerzas Armadas que conducían los vehículos militares que aplastaron a trece manifestantes coptos, el fiscal militar persigue a los activistas que organizaron la marcha”, señalaba Sarah Leah Whitson, responsable de HRW para Oriente Medio y el norte de África.

“La detención de Abdel Fatah es un esfuerzo evidente de centrarse en uno de los mayores críticos de los militares. Estos actos de la fiscalía no hacen sino arraigar aún más la impunidad de los militares al no fomentar la confianza pública de que habrá una investigación transparente de los responsables de la muerte”. “Estos cargos presentados sin pruebas en contra de uno de los activistas más reconocidos del país son un reflejo del deseo de los militares de silenciar a sus críticos”, concluía Leah.



Un hombre arroja un bote de gas lacrimógeno a la policía. / STR (AFP)

Los fiscales militares han convocado al menos a siete personas (cinco activistas y dos sacerdotes) para ser interrogados sobre las acusaciones de haber incitado a la manifestación y de atacar a los militares.

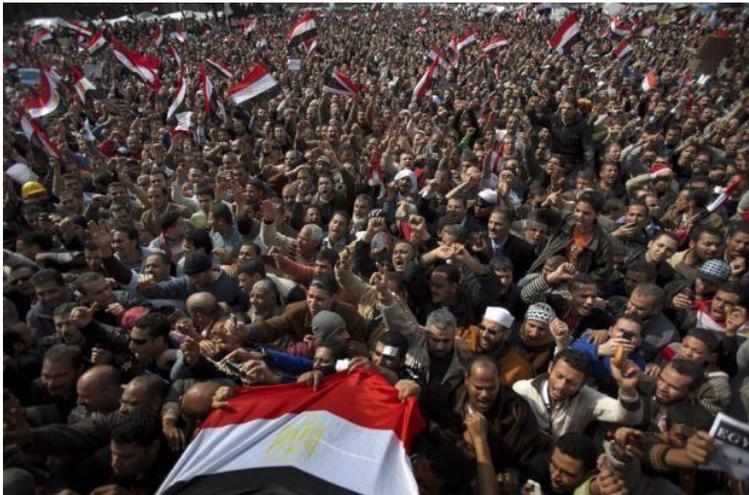
Egipto empezará a celebrar las primeras elecciones democráticas tras la caída de Mubarak el próximo 28 de noviembre. Desde la caída del *rais*, 12.400 civiles han sido juzgados en tribunales militares.

<http://www.elcivico.com/notas/2011/11/18/egipcios-vuelven-protestar-plaza-tahrir-gobierno-civil-76266.asp>

Egipcios vuelven a protestar en la plaza Tahrir, por un gobierno civil

El pueblo protesta en contra de presuntos intentos de los militares, que gobiernan el país, para aumentar su poder

Viernes 18 de Noviembre de 2011 | 10:57 hs



Manifestaciones en Egipto

Egipto.- Miles de manifestantes volvieron a reunirse hoy en la **plaza Tahrir**, para protestar contra la junta militar.

Hasta el momento, no se registraron disturbios entre los manifestantes aunque hay una fuerte presencia policial en la zona.

El manifestación de este viernes, liderada por varios grupos políticos, entre ellos la Hermandad Musulmana, es contra el proyecto de Constitución presentado por la junta militar, lo que daría más poderes a los militares.

El plan incluye 23 puntos que necesariamente deben ser respetados por la nueva Constitución. Los más controvertidos son las que describen el papel de las Fuerzas Armadas. El artículo 9 del documento, por ejemplo, reserva a los militares como la máxima autoridad en el país y la competencia exclusiva para supervisar "todo lo relacionado con las fuerzas armadas" y "la

legitimidad constitucional de Egipto."

La Hermandad Musulmana, dijo que el documento refuerza la "dictadura" y se comprometió a incrementar las manifestaciones si el papel no es archivado. Los egipcios también exigen un calendario para las elecciones y la promoción de la reconstrucción de un nuevo gobierno.

<http://www.lefigaro.fr/international/2011/11/18/01003-20111118ARTFIG00534-une-manifestation-tres-suivie-au-caire-contre-les-militaires.php>

Une manifestation très suivie au Caire contre les militaires

Mots clés : Manifestation, EGYPTTE, LE CAIRE, ALEXANDRIE, Hosni Moubarak

Par lefigaro.fr Mis à jour le 18/11/2011 à 15:43 | publié le 18/11/2011 à 15:33 Réactions (128)



La mobilisation a été très forte, rappelant les mouvements de soulèvement du mois de février. Crédits photo : Amr Nabil/AP

Plus de 50.000 Egyptiens se sont réunis vendredi sur la place Tahrir, au Caire, pour exiger que les militaires transfèrent rapidement le pouvoir.

«Protéger la démocratie et le transfert du pouvoir». Tel était le thème de la manifestation organisée vendredi par une quarantaine d'associations et partis politiques. A quelques jours des élections législatives du 28 novembre, l'appel a été entendu par les Egyptiens. Ils étaient au moins 50.000, peut-être plus, venus de tout le pays, à manifester sur la place Tahrir, au Caire.



La place Tahrir, où ont afflué plus de 50.000 manifestants Crédits photo : Khalil Hamra/AP

Le rassemblement, démarré jeudi soir, tend à rappeler le soulèvement massif qui avait mené au renversement du président Hosni Moubarak. Issus de mouvements différents, notamment islamistes, les manifestants ont fait front commun pour s'opposer à un texte présenté au début du mois par le Conseil suprême des forces armées (CSFA), accordant à l'armée l'autorité exclusive de la gestion de ses affaires et de son budget.

L'armée toujours présente

Cette possibilité de voir l'armée s'ériger en possible contre-pouvoir ne convient pas aux Egyptiens. «Il n'y a aucune alternative au retour aux exigences de la révolution, qu'il nous faut remettre sur le bon chemin en parlant d'une même voix», a déclaré le libéral Mohamed Anis, co-fondateur du Parti de la Justice. Dès mercredi, les Frères Musulmans avaient été les premiers à appeler au rassemblement. Cette manifestation sonne alors comme une véritable démonstration de force des islamistes. «Qu'on le veuille ou non, l'Egypte est un pays islamique», a déclaré l'imam Chahine.

Alors que l'armée a promis de rendre le pouvoir aux civils après la mise en place du Parlement, l'adoption d'une nouvelle Constitution et l'élection d'un nouveau président, les Egyptiens semblent craindre que cette promesse ne constitue qu'une déclaration de façade. Dans le port d'Alexandrie, des milliers de manifestants ont également manifesté et prévoient de se diriger vers une base militaire pour montrer leur opposition à l'armée.

<http://www.lefigaro.fr/international/2011/11/18/01003-20111118ARTFIG00676-de-retour-place-tahrir-les-egyptiens-defient-l-armee.php>

De retour place Tahrir, les Égyptiens défient l'armée

Mots clés : Armée, Manifestation, EGYPTE, Place Tahrir

Par Tangi Salaün Publié le 18/11/2011 à 21:46 Réactions (29)



Une foule immense s'est massée hier sur la place Tahrir, au centre du Caire. Crédits photo : Khalil Hamra/AP

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté vendredi.

«Ed wahda», «une seule main». Repris par des centaines de milliers de voix, le grand slogan de la révolution égyptienne a de nouveau résonné, vendredi, au-dessus de la place Tahrir. Mais s'il était précédé, à l'époque du soulèvement contre Hosni Moubarak, des inséparables «l'armée et le peuple», c'est désormais la junte militaire au pouvoir qui fait l'unanimité contre elle. «Le peuple veut la chute du régime !», ont crié les manifestants en réclamant le départ du Conseil suprême des forces armées (CSFA). Cible de leurs récriminations, le chef de ce concile occulte, le mouchir (maréchal) Mohammed Tantawi, ancien ministre de la Défense de Moubarak, est accusé d'avoir trahi la révolution en refusant l'adoption de réformes démocratiques et en retardant la restitution du pouvoir aux civils.

Toute l'opposition, des salafistes à l'ultragauche en passant par les Frères musulmans et les libéraux, a donc oublié au moins le temps d'une journée les joutes préélectorales pour se rassembler autour d'une demande commune : l'organisation d'une élection présidentielle dès avril 2012, après la formation du nouveau Parlement. Un processus déjà interminable en lui-même, puisque les législatives débiteront le 28 novembre et s'achèveront le 14 janvier. Elles seront suivies de sénatoriales tout aussi longues.

L'issue de ces scrutins est incertaine, même si les islamistes font figure de favoris au côté des felouls, les membres de l'ancien parti d'Hosni Moubarak qui ont finalement été autorisés à participer au vote. Mais plus encore que le résultat, c'est la suite des opérations qui inquiète les opposants : alors que le CSFA avait promis en février de rendre le pouvoir aux civils «dans un délai de six mois», il n'envisage en effet plus de le faire avant que l'Égypte se soit dotée d'un nouveau président, soit pas avant début 2013.

«Il faut que l'élection présidentielle ait lieu avant la rédaction de la Constitution, sinon l'armée va la façonner selon ses intérêts et asseoir son pouvoir», estime Nour, un étudiant en ingénierie de 23 ans, proche du courant libéral. La Constitution doit être rédigée par une Assemblée constituante désignée par le Parlement, mais les militaires voudraient limiter sa marge de manœuvre en imposant aux forces politiques une série de «principes supraconstitutionnels» contraignants. Inquiets d'un possible raz de marée électoral islamiste, les libéraux ont d'abord vu cette initiative d'un bon œil, sorte de garde-fou contre l'instauration d'un État théocratique. Mais le CSFA en a surtout fait un outil pour verrouiller le système à son profit.

«Défendre notre liberté»

«Les généraux veulent désigner eux-mêmes 80 % des membres de la Constituante, ils veulent que le budget de l'armée reste secret, que son indépendance du pouvoir et de la justice civile soit inscrite dans la Constitution et qu'elle en soit la “protectrice”, ce qui lui fournirait un prétexte pour se mêler à tout instant des affaires politiques. Tout cela est inacceptable», explique Khaled el-Saïd, candidat de la Coalition de la jeunesse révolutionnaire aux législatives.

Même les Frères musulmans, qui ont longtemps ménagé l'armée, haussent le ton. Ils envisagent de tenir un sit-in jusqu'à ce que le CSFA capitule. «La transition sous le contrôle de l'armée était un passage obligé, mais maintenant qu'elle n'est plus pressée de quitter le pouvoir, Dieu seul sait si elle va vraiment le faire», s'inquiète Amr Darag, un candidat

islamiste. Hier, les manifestants ont apporté leur réponse : «La révolution revient dans la rue, nous retournons sur Tahrir pour défendre notre liberté.»

<http://www.eldigitaldemadrid.es/ep/general/INTERNACIONAL/20111119191501>

Egipto.- **Al menos 213 heridos en los disturbios de El Cairo**, la mayoría por gases lacrimógenos, según Sanidad

El Ministerio de Sanidad ha informado de que hay al menos 213 heridos debido a los disturbios entre manifestantes y fuerzas de seguridad en El Cairo, según ha informado el diario estatal 'Al Ahram' en su edición digital. Los disturbios se han registrado durante prácticamente todo el día y continúan aún ahora que ya ha caído la noche.

MADRID, 19 (EUROPA PRESS) El Ministerio de Sanidad ha informado de que hay al menos 213 heridos debido a los disturbios entre manifestantes y fuerzas de seguridad en El Cairo, según ha informado el diario estatal 'Al Ahram' en su edición digital. Los disturbios se han registrado durante prácticamente todo el día y continúan aún ahora que ya ha caído la noche. Un portavoz del Ministerio, Mohamed el Sherbini, ha indicado que la mayoría de las personas atendidas en los hospitales de la zona están afectados por la inhalación de los gases lacrimógenos empleados por la Policía. Los manifestantes habían acampado en la plaza Tahrir ayer tras la masiva concentración para exigir una transición inmediata a un gobierno civil, pero fueron desalojados violentamente por efectivos policiales en la mañana del sábado. Tras conocerse la noticia, miles de manifestantes se han congregado en la plaza y tras horas de enfrentamientos han forzado una retirada policial. Sin embargo, los disturbios se han extendido a otras zonas del centro de El Cairo, como el puente Qasr el Aini, sobre el Nilo, donde intentaban cruzar miles de manifestantes para sumarse a la protesta. La Policía ha empleado gases lacrimógenos contra los concentrados, según recoge la web independiente Shorouk News. En otras ciudades como Alejandría, en el delta del Nilo, también se han producido concentraciones en apoyo a los manifestantes de la plaza Tahrir.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20111119.OBS4891/egypte-les-violences-s-intensifient-place-tahrir.html>

EGYPTE. Les violences s'intensifient place Tahrir

Publié le 19-11-11 à 14:02 Modifié à 16:36 par Le Nouvel Observateur avec AFP 5 réactions

Après la dispersion d'un sit-in samedi matin, la police anti-émeutes a chargé dans l'après-midi, faisant usage de gaz lacrymogène et de balles en caoutchouc.



Les Egyptiens se réunissent à nouveau place Tahrir dans le centre du Caire (photo d'archive) Reuters

De violents affrontements avaient lieu samedi 19 novembre place Tahrir au Caire entre la police et des manifestants, après la dispersion par les forces de l'ordre d'un sit-in mené par des blessés de la révolte du début d'année.

Entamés dans la matinée, les affrontements se sont intensifiés dans l'après-midi avec des charges de la police anti-émeutes, qui a fait usage de gaz lacrymogènes et tiré des balles en caoutchouc, tandis que des centaines de manifestants répliquaient en lançant des projectiles.

Un camion de la police, dont les manifestants avaient pris possession, étaient en flammes sur la place emblématique de la révolte populaire qui a renversé le président Hosni Moubarak le 11 février, a également rapporté le journaliste.

La police se déplaçait régulièrement, chargeant depuis les rues bordant la place Tahrir, alors que les manifestants scandaient des slogans réclamant la chute du maréchal Hussein Tantaoui, qui dirige le Conseil suprême des forces armées (CSFA), dépositaire du pouvoir depuis la chute de Hosni Moubarak.

Au départ, un simple sit-in

Dans la matinée, la police avait pénétré sur la place Tahrir pour disperser un sit-in mené par des blessés ainsi que des proches des tués lors de la révolte de janvier/février, selon l'agence officielle égyptienne Mena.

Peu après, des affrontements avaient débuté entre la police anti-émeute et environ 200 manifestants, ces derniers jetant des projectiles en direction des policiers, qui répliquaient alors à coups de matraque.

En début d'après-midi, un responsable de la sécurité avait indiqué que des dizaines de personnes avaient été légèrement blessées, notamment des policiers, et plusieurs manifestants arrêtés.

Moubarak en cours de jugement

Le sit-in, qui durait depuis plusieurs jours, réclamait que soient rapidement jugés les policiers et les dirigeants responsables des violences qui ont fait, selon des sources officielles, environ 850 morts et des milliers de blessés pendant les 18 jours de révolte.

Hosni Moubarak, son ministre de l'Intérieur et des responsables de la sécurité sont actuellement jugés pour avoir ordonné aux forces de l'ordre d'ouvrir le feu sur les protestataires.

Vendredi, les participants au sit-in avaient été rejoints par quelques-uns des dizaines de milliers de manifestants, en majorité islamistes, exigeant que l'armée transfère rapidement le pouvoir à un gouvernement civil.

Les premières élections législatives depuis la chute de Hosni Moubarak doivent débiter le 28 novembre et s'étaler sur près de quatre mois.

Le Nouvel Observateur - AFP

<http://www.cope.es/mundo/19-11-11--al-menos-213-heridos-en-los-enfrentamientos-entre-la-policia-y-los-manifestantes-en-el-cairo-266960-1>

EN EL CAIRO, ALEJANDRÍA Y SUEZ

Tres muertos y 750 heridos en los altercados entre la Policía y los manifestantes en Egipto

MUNDO. Tres personas han muerto y alrededor de 750 han resultado heridas este sábado tras los enfrentamientos protagonizados entre los manifestantes y la Policía en El Cairo, en Alejandría y en Suez, a ocho días de la celebración de las elecciones.

Redacción Mundo - 19-11-11
PARA COMPARTIR

Un portavoz del Ministerio de Sanidad ha precisado, en declaraciones a la agencia de noticias oficial, MENA, que **en la reyerta ha muerto Ahmed Mahmud, un joven de 23 años que murió en un hospital tras recibir una herida de bala.**

La segunda víctima mortal es Baha al Sonusy, de 26 años, que ha fallecido a causa de un disparo recibido en la cabeza en el transcurso de los disturbios entre manifestantes y policías en la ciudad de Alejandría, en el norte del país, según ha declarado al diario egipcio 'Al Masry al Youm' el líder del Partido Al Masry, Sameh al Barqy.

Un periodista de la cadena panárabe Al Yazira Adam Makary ha informado a través de su perfil en la red social Twitter de una tercera persona fallecida también en Alejandría, citando informaciones de MENA. Reuters también ha recogido este fallecimiento.

Emulando los 18 días de protestas que concluyeron en la caída del ex presidente egipcio Hosni Mubarak, las **miles de personas congregadas en la plaza Tahrir han vuelto a clamar el cántico 'El pueblo quiere derrocar al régimen'**. Unas 5.000 personas se han golpeado en la plaza Tahrir durante la tarde de este sábado.

CAPÍTULOS DE VIOLENCIA

Los asistentes a la protesta se han abalanzado sobre los agentes policiales y les han lanzado fragmentos de pavimento. La Policía ha respondido disparando pelotas de goma y gas lacrimógeno.

La Policía "recurrió a 20 camiones para dispersar de manera forzosa a una decena de manifestantes pacíficos esta mañana", ha reprochado Salah Said, uno de los asistentes a la protesta. "Ahora, miles de egipcios están protestando en Tahrir. No necesitamos al corrupto Ministerio del Interior o al Consejo Supremo de las Fuerzas Armadas --el órgano que gobierna el país 'de facto'--", ha añadido.

Un oficial de la seguridad ha reconocido este sábado que la Policía ha hecho uso de métodos que no están amparados en la ley para lidiar con los individuos "*problemáticos*", a lo que los manifestantes han alegado que los policías han irrumpido de forma violenta para dispersar una sentada pacífica.

Testigos presenciales han relatado que varios edificios y hasta tres coches han sido incendiados. Según ha aseverado Reuters, la mayoría de los manifestantes que permanecían durante la tarde del sábado en Tahrir no eran islamistas, los cuales han tratado de retomar el control de la plaza, sin éxito.

"Te digo que no abandones la plaza. Esta plaza nos llevará hacia el camino de ahora en adelante", ha sostenido el candidato presidencial de un partido islamista, Hazem Salah Abu Ismail. "Mañana, Egipto entero os seguirá", ha apostillado, ante la multitud que le escuchaba.

En cambio, **el primer ministro de Egipto, Essam Sharam, ha hecho un llamamiento a través de la televisión estatal a los manifestantes para que abandonen la plaza.** La cadena nacional ha informado de que 40 de los heridos registrados han sido policías y del arresto de 18 individuos "problemáticos".

Un centenar de manifestantes acamparon en la noche del viernes tras una concentración masiva de protesta que reunió a unas 50.000 personas, pero el sábado por la mañana la Policía desalojó el campamento y retiró las tiendas de campaña.

Sin embargo, esta acción provocó que miles de personas salieran a la calle miles de personas a manifestarse con la intención de retomar la emblemática plaza Tahrir, lo que finalmente consiguieron a media tarde tras horas de enfrentamientos con efectivos de las Fuerzas de la Seguridad Central, que emplearon pelotas de goma y gases lacrimógenos.

ALEJANDRÍA Y SUEZ

Como consecuencia, las manifestaciones se han extendido a otras ciudades de la geografía nacional. Alrededor de 800 personas han protestado frente al directorio de seguridad egipcio en **Aleandría**, la segunda ciudad más grande del país. Los asistentes han gritado eslóganes como 'Los oficiales del Ministerio del Interior son unos ladrones'.

Un testigo ha asegurado que pudo oír varios disparos en la zona, aunque no está claro si eran de fuego real o no. Esta misma fuente ha visto cómo una persona cubierta de sangre ha sido trasladada a un hospital en una motocicleta.

Asimismo, unas 1.000 personas se han manifestado en las proximidades de la comisaría de Policía en la ciudad de **Suez**, en el este de Egipto. Las personas que han acudido a la concentración han lanzado piedras contra el edificio y han tratado de irrumpir en él. Como respuesta, la Policía ha lanzado gas lacrimógeno y ha efectuado varios disparos al aire.

No obstante, los manifestantes han prendido fuego a los carteles electorales de los **antiguos miembros del partido de Mubarak** que van a concurrir a las elecciones del 28 de noviembre.

En ellas, algunos sondeos indican que los islamistas **podrían recabar un 40 por ciento de los escaños del nuevo Parlamento**, la mayoría de los cuales irían a parar al partido de los Hermanos Musulmanes.

Sin embargo, entre los asistentes a la protesta, no ha existido un consenso en el objeto de las denuncias, ya que tanto islamistas como el actual Gobierno han sido el foco de los reproches.

Por su parte, **el movimiento Juventud del 6 de Abril ha exigido la dimisión del primer ministro Sharam** por ordenar el uso de la fuerza contra protestas pacíficas.

Las elecciones de noviembre se están viendo ensombrecidas por una gran batalla política entre los distintos partidos y el Gobierno sobre las normas que deben primar en el borrador de la nueva Constitución egipcia y que podría eximir al Ejército de control civil alguno.

Aunque el Ejército egipcio recabó gran parte del apoyo de la población por mantener el orden y comprometerse a manejar la transición hacia un Gobierno democrático, los juicios militares contra civiles y las sospechas de que pretenden aumentar sus poderes han acrecentado su impopularidad y el rechazo por parte de amplios sectores políticos y sociales.

http://www.lepoint.fr/fil-info-reuters/heurts-entre-policiers-et-manifestants-place-tahrir-au-caire-19-11-2011-1398096_240.php

Reuters

Heurts entre policiers et manifestants place Tahrir au Caire

Reuters- Publié le 19/11/2011 à 20:44

LE CAIRE (Reuters) - Des affrontements ont éclaté samedi place Tahrir au Caire entre des policiers anti-émeutes et des manifestants, après dispersion d'un sit-in par les forces de l'ordre.

Une centaine de manifestants avaient passé la nuit sur cette place, lieu phare de la contestation du régime d'Hosni Moubarak l'hiver dernier, après la grande manifestation de vendredi, qui avait réuni dans les 50.000 personnes, essentiellement des islamistes.

Après le déblayage des tentes par les policiers, des centaines de manifestants sont revenus sur la place et c'est alors que des heurts ont éclaté.

Un porte-parole du ministère de la Santé cité par l'agence de presse Mena a fait état de 507 blessés. La télévision publique signale quant à elle l'arrestation et l'inculpation de "18 fauteurs de troubles"

Le parti Liberté et justice de la mouvance des Frères musulmans a dénoncé la dispersion du sit-in par les forces de l'ordre. "L'intervention (contre le sit-in) a dégénéré en blessures, certaines graves, selon les médias", a déclaré le parti. "Cela rappelle les pratiques du ministère de l'Intérieur de l'ancien régime", a-t-il ajouté dans un communiqué.

Le rassemblement de vendredi, à l'appel des islamistes et des libéraux, visait à faire pression sur le Conseil suprême des forces armées (CSFA), à la tête du pays depuis la chute d'Hosni Moubarak en février, pour un transfert rapide du pouvoir. La première phase des élections législatives, premier scrutin de l'après-Moubarak, doit débiter le 28 novembre.

La quarantaine d'associations à l'origine de la manifestation dénoncent en outre plusieurs articles du projet de réforme constitutionnelle qui accorde à l'armée l'autorité exclusive sur son fonctionnement interne et son budget.

Selon une dépêche de l'agence Mena diffusée samedi soir, le vice-Premier ministre Ali al Silmi a modifié deux articles contestés du projet. L'alinéa de l'article 9 qui faisait de l'armée la garante de la légitimité constitutionnelle a ainsi été retiré.

Celui selon lequel les forces gouvernementales devaient être seules responsables de leurs affaires internes, de leur budget et de leur législation a en outre été modifié, tout comme l'article 10, qui annonçait la création d'un Conseil national de défense présidé" par le chef de l'Etat.

Shaimaa Fayed; Henri-Pierre André, Eric Faye et Jean-Philippe Lefief pour le service français

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20111120.FAP8137/deuxieme-jour-d-affrontements-sur-la-place-tahrir-du-caire.html>

Deuxième jour d'affrontements sur la place Tahrir du Caire

Publié le 20-11-11 à 10:40 Modifié à 14:40

LE CAIRE (AP) — Pour la seconde journée consécutive, des heurts ont éclaté dimanche sur la place Tahrir du Caire entre les forces anti-émeutes égyptiennes et des manifestants réclamant que l'armée cède rapidement le pouvoir à un gouvernement élu.

La police a utilisé des gaz lacrymogènes contre les milliers de manifestants rassemblés sur et autour de la place Tahrir du Caire, berceau de la contestation populaire qui a poussé le président Hosni Moubarak à la démission en février. Les protestataires jetaient des pierres sur les forces de l'ordre.

Ces accrochages interviennent au lendemain d'une journée de violences au Caire et ailleurs dans le pays, qui ont fait au moins deux morts et plusieurs centaines de blessés. Il s'agit des pires affrontements entre manifestants et forces de l'ordre depuis des mois.

Cette violence attise les tensions à un peu plus d'une semaine du début des premières élections parlementaires de l'ère post-Moubarak, qui se dérouleront par étapes à partir du 28 novembre. Elle intervient en pleine polémique sur les projets présentés par le gouvernement provisoire

soutenu par l'armée, qui octroieraient un rôle politique prépondérant à l'armée dans la prochaine Constitution et la protégeraient de tout contrôle civil.

"Nous n'avons qu'une seule revendication: le maréchal doit démissionner et être remplacé par un conseil civil", expliquait un manifestant Ahmed Hani, demandant la démission du maréchal Hussein Tantaoui, chef du Conseil suprême des forces armées au pouvoir depuis la démission d'Hosni Moubarak, dont il fut longtemps le ministre de la Défense. AP

sb/v097

<http://www.lefigaro.fr/international/2011/11/20/01003-20111120ARTFIG00205-une-deuxieme-revolution-menace-l-egypte.php>

Une «deuxième révolution» menace l'Égypte

Mots clés : Révoltes arabes, LE CAIRE, ÉGYPTTE, place Tahrir, CSFA

Par Tangi Salaün Publié le 20/11/2011 à 23:00 Réactions (114)



Affrontements entre manifestants et police anti-émeute, dimanche, place Tahrir au Caire.
Crédits photo : KHALED DESOUKI/AFP

Des heurts violents se sont poursuivis dans la nuit sur la place Tahrir au Caire.

Au Caire

Onze personnes ont péri dimanche sur la place Tahrir, dont au moins quatre par balles réelles. Les autres ont été asphyxiées par les gaz lacrymogènes tirés par la police sur les manifestants. Cela porte à treize le bilan, dimanche soir, des morts en Égypte depuis deux jours. Ces tensions interviennent à une semaine du premier scrutin législatif depuis le départ de Hosni Moubarak.

Depuis samedi, les habitants du centre de la capitale égyptienne sont enveloppés d'un nuage blanc. Blanc comme un linceul accroché aux murs des immeubles. Blanc comme les fumées des bombes lacrymogènes tirées par la police antiémeute sur les milliers de manifestants exigeant du Conseil suprême des forces armées (CSFA) qu'il transfère immédiatement le pouvoir aux civils.

Les gaz irritants s'insinuent partout. Ils font pleurer, tousser, provoquent vomissements et brûlures que les vétérans du soulèvement contre Hosni Moubarak disent n'avoir jamais ressentis auparavant. «Ces porcs (sic) n'ont pas changé de méthodes, mais nous allons triompher comme nous avons triomphé en février», promet un manifestant. La police et l'armée ont tenté dimanche en fin d'après-midi de reprendre le contrôle de la place Tahrir, épice de la contestation, mais les affrontements extrêmement violents se sont poursuivis cette nuit.

«No Military Trials»

Les émeutes ont éclaté samedi lorsque la police avait tenté une première fois de déloger par la force une poignée de protestataires, restés sur Tahrir après la grande manifestation organisée vendredi pour appeler à une accélération du calendrier de transition. Dès les premières violences, la contestation a gagné Alexandrie, Suez et d'autres villes du pays, signe de l'impatience et de la colère croissante des jeunes envers l'armée. «Tant que le CSFA sera au pouvoir, la révolution n'aura pas abouti», affirme Essam 23 ans, le bras ceint d'un autocollant «No Military Trials», un collectif qui réclame la fin des procès de civils devant les tribunaux militaires.

«Le CSFA est la source de tous nos problèmes», enrage Essam. «C'est lui qui retarde l'adoption de réformes, lui qui protège les corrompus dans la police, la justice ou les médias, lui qui permet aux “felouls” (les «résidus» de l'ex-Parti national démocrate de Hosni Moubarak, NDLR) de se présenter aux élections parce qu'il veut s'appuyer sur eux pour diriger», ajoute-t-il.

Un cabinet de «salut national»

La plupart des mouvements «révolutionnaires» ont promis dimanche de poursuivre leur sit-in jusqu'à la démission du gouvernement transitoire d'Essam Charaf, jugé inefficace et impuissant face à l'armée, et la formation d'un cabinet de «salut national» civil doté de réels pouvoirs. Samedi soir, la rumeur a couru que le Prix Nobel de la paix Mohamed ElBaradei pourrait en prendre la direction, mais ce dernier l'a rapidement démentie.

Le général Mohsen al-Fangari, porte-parole du CSFA, a assuré à la télévision d'État que les élections auraient lieu comme prévu à partir du 28 novembre. Les citoyens «raisonnables» pourront «choisir librement leurs représentants», a assuré le militaire.

Les Frères musulmans, qui ont participé à la manifestation de vendredi, mais font figure de favoris du scrutin, ont appelé au calme, dimanche, tout en critiquant la répression policière. Le général al-Fangari, lui, a imputé la responsabilité des violences à des «agitateurs». «On ne sait même pas s'ils sont égyptiens», a-t-il ajouté, brandissant une nouvelle fois la thèse d'un complot étranger. Cette version rend fous les révolutionnaires, mais fait plutôt recette dans la population, accablée par les tensions politiques et les difficultés économiques. Une population, dont la réaction pourrait déterminer une «deuxième révolution» égyptienne que certains activistes appellent de leurs vœux.

Actualité >

Tunisie, Egypte, Libye : le monde arabe se révolte

Egypte : quinze morts en deux jours, l'UE hausse le ton

Publié le 20.11.2011, 16h44 | Mise à jour : 21.11.2011, 10h01



Durant l'après-midi, la police anti-émeutes a tiré régulièrement des gaz lacrymogènes pour contenir la foule près du ministère de l'Intérieur, à proximité de la place, reproduisant des scènes rappelant, avec une moindre ampleur, la révolte anti-régime du début de l'année. | AFP / KHALED DESOUKI

La place Tahrir, au Caire (Egypte), prend de tristes airs de déjà vu. Quinze personnes ont péri lors de violents affrontements avec la police, à une semaine du premier scrutin législatif depuis le départ d'Hosni Moubarak. Des heurts se sont produits toute la journée et durant la nuit aux abords de cette place, après la mort de deux manifestants, au Caire et à Alexandrie. De nombreux civils manifestent contre les militaires qui détiennent toujours le pouvoir neuf mois après la chute du régime.

Ils réclament également des sanctions rapides à l'encontre des responsables de la terrible répression du printemps dernier.

Retour au calme sur la place Tahrir. Tôt lundi matin, l'imam de la mosquée Omar Makram sur Tahrir, cheikh Mazhar Chahine, a assuré à la télévision publique être parvenu à un accord avec les forces de l'ordre, affirmant que le calme était revenu sur la place. Durant la nuit, des contestataires ont lancé des pierres et des cocktails Molotov en direction des policiers, dont certains, positionnés sur le toit d'un immeuble à proximité du ministère de l'Intérieur, proche de la place Tahrir, répliquaient avec des tirs de fusils et de balles de caoutchouc.

Au moins onze morts. En fin de soirée dimanche, le bilan était d'au moins treize morts, dont trois par asphyxie après les tirs répétés de gaz lacrymogènes par la police. Dans la nuit, des milliers d'Egyptiens occupaient la place Tahrir après avoir repoussé la police, tandis que de violents affrontements se poursuivaient dans les rues adjacentes au site, épice de la révolte qui a provoqué le départ du président Moubarak en février. Samedi, les affrontements avaient déjà fait deux morts et plus de 700 blessés.

Gaz lacrymogènes, balles en caoutchouc et plombs de chasse. Durant l'après-midi, dimanche, la police anti-émeutes a tiré régulièrement des gaz lacrymogènes pour contenir la foule près du ministère de l'Intérieur, à proximité de la place. Dans des hôpitaux improvisés dans les mosquées aux abords de la place Tahrir, des manifestants ont été soignés pour des

intoxications au gaz lacrymogènes et d'autres après avoir été touchés par des balles en caoutchouc ou des plombs de chasse. Sur la place, des groupes scandaient des slogans hostiles au pouvoir militaire. Ils réclament le départ du maréchal Hussein Tantaoui qui, placé à la tête du Conseil suprême des forces armées (CSFA), dirige le pays depuis la chute de Moubarak. Des manifestants ont également défilé à Suez et à Ismaïlia, sur le canal de Suez, selon une source de sécurité.

Les élections menacées dans huit jours. Dans la nuit de samedi à dimanche, des affrontements ont fait deux morts, l'un au Caire et l'autre à Alexandrie. Quelque 750 personnes ont été blessées dans la capitale, selon le ministère de la Santé. Ces troubles ont relancé les craintes que soient perturbées les législatives qui doivent débiter le 28 novembre et s'étaler sur plusieurs mois. Plusieurs personnalités politiques et intellectuelles ont réclamé un délai supplémentaire pour ces élections, dans le cadre d'une révision du calendrier politique du pays. Leur texte propose d'avoir d'abord une assemblée constituante, puis une élection présidentielle et enfin des législatives. Les militaires ont décidé d'organiser la présidentielle - à une date non encore décidée - à la fin de ce processus politique, et de ne rendre le pouvoir aux civils qu'une fois élu un nouveau chef de l'Etat.

Rappel à l'ordre de l'UE. L'UE a appelé les autorités égyptiennes à respecter les droits de l'homme, dimanche, dans la soirée. Le gouvernement de transition du Premier ministre Essam Charaf a tenu une réunion de crise dans l'après-midi sur les moyens de contenir la crise, après s'être entretenu dans la matinée avec des membres du conseil militaire qui tient les rênes du pays.

LeParisien.fr avec l'AFP

<http://www.abc.es/agencias/noticia.asp?noticia=1007791>

Las protestas contra la Junta Militar se extienden a otras ciudades de Egipto

20-11-2011 / 22:00 h

El Cairo, 20 nov (EFE).- Las protestas en la plaza de Tharir, en El Cairo, contra la Junta Militar egipcia se extendieron hoy a otras zonas del país y en la ciudad costera de Alejandría derivaron en disturbios y enfrentamientos de manifestantes con las fuerzas de seguridad.

La represión y los enfrentamientos en la plaza de Tahrir, que han causado hoy al menos tres muertos y casi 200 heridos, han encendido protestas de apoyo en otros puntos de Egipto.

En Alejandría, la segunda ciudad del país, los manifestante portaron banderas egipcias y pancartas en las que protestaron contra lo ocurrido en Tahrir y pidieron la entrega del poder a una autoridad civil, según la agencia oficial de noticias Mena.

Las protestas en Alejandría empezaron después del funeral del joven fallecido ayer en esta ciudad mediterránea, que pertenecía al partido islamista moderado Corriente Egipcia, formado por juventudes de los Hermanos Musulmanes y revolucionarios.

Además, se produjeron enfrentamientos entre manifestantes y fuerzas del orden cerca de la sede de la Policía, que fue atacada por los primeros con piedras.

Los agentes respondieron lanzando gases lacrimógenos para dispersar a los manifestantes.

Según testigos citados por la edición digital del diario Al Ahram, los miembros de los cuerpos de seguridad abrieron fuego contra los manifestantes desde la sede policial.

También se convocaron protestas en apoyo a la manifestación de Tahrir y para pedir la marcha inmediata de la Junta Militar en Qena, en el sur de Egipto, y en Al Araish, en la península del Sinaí.

En Al Arish, los manifestantes condenaron la intervención de la policía en la plaza y amenazaron con proseguir con las protestas hasta la salida del poder de los dirigentes castrenses.

El desafío a la Junta Militar egipcia es cada vez más fuerte en Egipto, con unos disturbios que se producen a ocho días de las elecciones parlamentarias previstas para el próximo 28 de noviembre. EFE

<http://www.nordeclair.fr/France-Monde/France/2011/11/21/les-affrontements-s-intensifient-onze-mo.shtml>

ÉGYPTE

Les affrontements s'intensifient, onze morts place Tahrir

Publié le lundi 21 novembre 2011 à 06h00



Vue générale de la place Tahrir, alors que les policiers anti-émeutes tentent de repousser les manifestants.

Les violences entre la police et des manifestants réclamant la fin du pouvoir militaire ont fait 11 morts hier au Caire, portant le bilan à 13 morts en deux jours d'affrontements en Egypte, à une semaine du premier scrutin législatif depuis le départ d'Hosni Moubarak.

La nuit dernière, des milliers d'Égyptiens occupaient la place Tahrir après avoir repoussé la police, tandis que de violents affrontements se poursuivaient dans les rues adjacentes au site emblématique, foyer de la révolte qui a chassé le président Moubarak en février. Des protestataires lançaient des pierres et des cocktails Molotov en direction des policiers, qui répondaient avec des tirs de fusils et de balles de caoutchouc. Outre les 11 morts de dimanche, un homme avait déjà été tué samedi sur la place.

Des manifestants défilaient également à Ismaïlia, sur le canal de Suez, selon une source des services de sécurité, tandis que des affrontements ont éclaté à l'issue des funérailles d'un jeune homme tué samedi à Alexandrie (nord), selon l'agence officielle Mena.

55 personnes arrêtées

À Suez, des militaires tiraient en l'air pour disperser des manifestants, au lendemain d'affrontements dans cette ville située sur la mer Rouge. Des défilés réclamant que le pouvoir, aux mains de l'armée depuis plus de neuf mois, soit rendu aux civils, avaient également lieu dans le centre du pays à Qena et Assiout, selon des responsables de la sécurité. Cinquante-cinq personnes ont été arrêtées hier, selon la même source.

Ces affrontements rappelant les scènes de la révolte contre le régime au début de l'année ont débuté samedi au lendemain d'une manifestation place Tahrir de dizaines de milliers d'Égyptiens.

Cette démonstration de force, menée par les islamistes, visait à réclamer le retrait d'une déclaration constitutionnelle présentée par le gouvernement, qui exemptait en particulier le budget de l'armée de tout contrôle parlementaire.

L'armée a dit « regretter » les événements actuels, appelant le gouvernement à rencontrer les forces politiques pour y mettre fin, tout en réaffirmant s'en tenir au calendrier électoral établi, dans un communiqué lu dans la soirée à la télévision publique.

http://www.lepoint.fr/monde/egypte-transition-politique-en-crise-a-une-semaine-d-elections-cruciales-21-11-2011-1398733_24.php

Monde

Egypte: transition politique en crise à une semaine d'élections cruciales

AFP- Publié le 21/11/2011 à 22:02



Les accrochages les plus durs se déroulaient, eux, aux abords du ministère de l'Intérieur, cible privilégiée des manifestants et sous forte garde des forces anti-émeutes, près de la place.

L'armée au pouvoir en Egypte, contestée dans la rue et critiquée de toutes parts dans la classe politique, fait face à sa plus grave crise depuis la chute de Hosni Moubarak, à une semaine d'élections législatives cruciales, soulignent des analystes.

Après trois jours d'affrontements meurtriers entre forces de l'ordre et manifestants hostiles aux militaires, le gouvernement du Premier ministre Essam Charaf a présenté lundi soir sa démission "au vu des circonstances difficiles que traverse actuellement le pays".

Dans une atmosphère de confusion, la télévision d'Etat a annoncé dans un premier temps que cette démission avait été rejetée par le Conseil suprême des forces armées (CSFA), puis le ministre de l'Information Osama Haikal a assuré qu'aucune décision n'avait encore été prise.

Censé mettre le pays sur les rails de la démocratisation, ce conseil militaire, à la tête de l'Egypte depuis février, est accusé de vouloir s'incruster au pouvoir et de perpétuer le système répressif en place sous l'ancien président.

"Le CSFA était considéré comme le protecteur de la révolution, mais il est devenu un boulet pour cette révolution", écrivait lundi l'éditorialiste Fahmi Howeidi dans le quotidien indépendant al-Chorouq.

"C'est la crise la plus grave depuis près de dix mois parce qu'elle vise directement les militaires et leur chef", le maréchal Hussein Tantaoui, estime pour sa part Névine Mossaad, professeur de sciences politiques à l'université du Caire.

Le secrétaire général de la Ligue arabe, l'Egyptien Nabil al-Arabi, a exprimé sa "grande inquiétude", et appelé à préserver un "processus politique pour avancer vers un changement démocratique" conformément aux idéaux du soulèvement populaire du début de l'année.

Ce contexte troublé aggrave également le climat dans lequel doivent se tenir les législatives prévues à partir du 28 novembre, les premières depuis la chute de M. Moubarak.

"Ces élections, si elles sont maintenues la semaine prochaine, vont se dérouler dans un contexte catastrophique", estime Mme Mossaad.

Pour le politologue Moustafa Kamel Sayed, le consensus politique sur le soutien à l'armée qui prévalait après la chute de M. Moubarak a volé en éclats, que ce soit parmi les Frères musulmans ou les forces laïques libérales et de gauche.

"Le conseil militaire se trouve face à l'opposition de toutes les forces qui ont participé à la révolution", relève-t-il.

Plusieurs personnalités, dont l'ancien chef de l'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) Mohamed ElBaradei, ont renouvelé leurs appels à un "gouvernement de salut national".

Ces personnalités ont pressé l'armée de revoir ses plans pour élaborer un échéancier précis de transfert du pouvoir aux civils, en organisant notamment une présidentielle avant les législatives.

Mais les Frères musulmans, très critiques eux aussi à l'égard du pouvoir militaire, sont toutefois hostiles à un report des législatives de lundi, pour lesquelles ils estiment être en position de force.

En réponse à ces critiques, le CSFA a renouvelé son engagement de remettre le pouvoir à une autorité civile choisie démocratiquement, une fois un président élu, sans toutefois préciser de date.

"Les élections législatives programmées pour la semaine prochaine sont la première étape de ce processus", a déclaré l'armée dimanche soir, laissant entendre qu'un report du scrutin n'était pas à l'ordre du jour.

La prise du pouvoir par les militaires avait à l'origine été largement applaudie par la population, reconnaissante à l'armée d'avoir tenu sa promesse de ne pas réprimer la révolte contre M. Moubarak, et la considérant comme la meilleure garante d'une démocratisation en bon ordre.

Près de dix mois plus tard, la lune de miel est largement ternie par l'aggravation de la crise économique et la lenteur, voire l'absence des réformes promises.

"L'armée donne le sentiment d'agir comme si le renversement de Hosni Moubarak n'était qu'un coup d'Etat et pas une révolution", souligne Mme Mossaad.

<http://www.rmc.fr/editorial/202527/egypte-apres-la-revolution-les-emeutes-reprennent/>

MANIFESTATIONS

Egypte: après la Révolution, les émeutes reprennent

Douze personnes au moins ont été tuées ce week-end en Egypte lors d'affrontements entre les forces de sécurité et des manifestants exigeant des militaires une accélération du transfert du pouvoir aux civils. Le pays n'avait quasiment plus connu de telles scènes de violences depuis le renversement d'Hosni Moubarak en février.

REUTERS | RMC.fr | 21/11/2011



© Reuters

Tentative d'extinction d'un incendie qui s'est déclaré lors d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre sur la place Tahrir, au Caire, où des milliers de personnes s'étaient réunies pour contester l'autorité de l'armée après la chute du régime

Selon la télévision publique, ces violences ont fait dix morts pour la seule journée dimanche, auxquels s'ajoutent les deux décès signalés samedi, au premier jour des affrontements. Les blessés se comptent par centaines. Des dizaines de personnes ont été arrêtées.

Ces tensions interviennent une semaine avant le début des élections législatives le 28 novembre, premier scrutin de l'après-Moubarak.

Les autorités affirment que la police n'a pas ouvert le feu sur les manifestants mais ces derniers ont brandi des cartouches, des douilles et des grenades vides de gaz lacrymogènes. "Le peuple veut la chute du régime", ont scandé des milliers de manifestants avant et après la charge de la police, appuyée par des militaires qui étaient jusqu'à présent restés en retrait. D'autres slogans visaient directement le maréchal Hussein Tantaoui, qui fut pendant vingt ans le ministre de la Défense de Moubarak et dirige le Conseil suprême des forces armées (CSFA), à la tête de l'Egypte depuis le renversement du "raïs". Tandis que la nuit tombait, dimanche soir, les forces de sécurité sont intervenues sur la place Tahrir à coups de matraques et de grenades lacrymogènes. Mais des manifestants se sont regroupés et ont passé une troisième nuit sur la place symbole de la révolution de l'hiver dernier.

Le Mouvement du 6-Avril, qui fut en pointe dans la contestation contre le régime de Moubarak, a prévenu qu'il resterait place Tahrir tant que ses exigences n'auraient pas été acceptées, dont un engagement d'organiser l'élection présidentielle d'ici avril prochain. La constitution d'un gouvernement de salut national en lieu et place du CSFA est une autre de leurs revendications.

DEUX MILLE MANIFESTANTS À ALEXANDRIE

L'armée a pris les rênes du pays après la chute d'Hosni Moubarak et les manifestants soupçonnent les militaires d'oeuvrer en coulisses pour conserver le pouvoir tandis qu'ils supervisent le processus de transition.

Les généraux du CSFA réfutent ces accusations et le gouvernement qu'ils ont formé a répété dimanche que les élections débuteraient bien le 28 novembre. Ce scrutin, étalé sur plusieurs semaines, doit aboutir à la formation d'une assemblée qui désignera une commission chargée de rédiger une nouvelle Constitution. Une élection présidentielle sera ensuite organisée, certainement pas avant fin 2012.

Des manifestations ont aussi eu lieu dans d'autres villes du pays dimanche. A Alexandrie, sur la côte méditerranéenne, plus de 2.000 personnes ont assisté aux obsèques de Bahaa el Senoussi, un manifestant tué. Plusieurs centaines d'entre elles se sont ensuite rassemblées devant la préfecture en criant "Les responsables du ministère de l'Intérieur sont des voyous". Des manifestants ont aussi défilé dans l'est de l'Egypte, à Suez et Ismaïlia, et dans le nord du Sinaï, par solidarité.

Au Caire, les heurts ont éclaté samedi lorsque les policiers ont tenté une première fois d'évacuer les quelque 500 manifestants qui se trouvaient toujours sur la place, au lendemain d'une grande manifestation qui avait réuni 50.000 personnes.

"PRATIQUES DE L'ANCIEN RÉGIME"

"Nous sommes au bord du danger", a dit le général Mohsen Fangary, membre du CSFA.

"Ceux qui demandent la chute du gouvernement demandent la chute de l'Etat."

Les Frères musulmans, dont le parti Liberté et justice fait figure de favori des élections, ont condamné l'intervention des forces de sécurité au Caire même si eux-mêmes s'étaient auparavant retiré de la place Tahrir. "Cela rappelle les pratiques du ministère de l'Intérieur de l'ancien régime", disent-ils dans un communiqué.

Mohamed ElBaradeï et Abdallah al Achaal, tous deux candidats potentiels à l'élection présidentielle, ont dénoncé les violences contre les manifestants et réclamé la formation d'un gouvernement de salut national, a rapporté l'agence de presse Mena.

Par la voix de Catherine Ashton, sa représentante diplomatique, l'Union européenne a invité les autorités égyptiennes à mettre fin aux violences contre les manifestants et à garantir le bon déroulement de la transition vers la démocratie.

Catherine Ashton a fait part de sa "profonde préoccupation" et a demandé le respect des droits de l'homme dans les opérations de maintien de l'ordre.

avec Shaimaa Fayed; Jean-Philippe Lefief, Bertrand Boucey et Henri-Pierre André pour le service français

<http://www.lefigaro.fr/international/2011/11/21/01003-20111121ARTFIG00696-la-colere-estde-retour-sur-la-place-tahrir.php>

La colère est de retour sur la place Tahrir

Mots clés : Révolution, Place Tahrir, ÉGYPTE

Par Adrien Jaulmes

Mis à jour le 21/11/2011 à 22:33 | publié le 21/11/2011 à 22:26 Réactions (46)



Des dizaines de manifestants ont été victimes des grenades, balles en plastique et gaz lacrymogène lancés par la police lundi au Caire. Crédits photo : Khalil Hamra/AP

REPORTAGE - Les jeunes Égyptiens veulent le départ de la junte qui a succédé à Moubarak.

La foule est de retour sur la place Tahrir. Au coin de l'Université américaine du Caire, devant le restaurant Hardee's, un barrage de policiers antiémeute fait face aux manifestants. Les grenades lacrymogènes partent sans discontinuer des rangs des policiers, décrivent en l'air un lobe de fumée et retombent dans la foule. L'air pique les yeux, irrite la gorge, brûle la peau. Les manifestants, toussant, pleurant, les yeux rougis, refluent un moment, puis avancent de nouveau. Les plus courageux ramassent les grenades et les relancent vers les policiers. «Le peuple veut la chute de Tantaoui !», hurlent les manifestants. Le maréchal, chef du Conseil suprême des forces armées, la junte militaire qui dirige de facto l'Égypte depuis la chute de Moubarak, est cette fois la cible des protestataires.

Après trois jours d'affrontements avec la police, les manifestants qui ont de nouveau investi la place Tahrir n'entendent pas s'en laisser déloger. La dynamique rappelle les premiers jours de la révolution du 25 janvier 2011. La violence de la répression ne fait qu'augmenter le nombre des manifestants et leur détermination. Comme en janvier dernier, la place Tahrir s'organise. On s'arrache des masques à gaz et des lunettes de protection. «J'en ai déjà vendu 700», dit un petit colporteur qui peine à distribuer assez vite les masques autour de lui. D'autres se sont enduit le visage d'une décoction de farine et de vinaigre, et ressemblent à des spectres. Les secours s'organisent. Des antennes médicales sont mises en place, couvertures jetées sur le

sol, infirmiers en blouse blanche, encadrés par des haies de manifestants. Rue Talat el-Harb, des scooters évacuent les blessés. Les conducteurs, lunettes de sécurité et masques à gaz, foncent en zigzag à travers la foule. À l'arrière, un passager tient le blessé dans ses bras.

Islamistes et libéraux

«On a eu soixante personnes suffoquées par les gaz lacrymogènes, dit Omar Mahmoud, un étudiant en dernière année de médecine, venu en volontaire. Une dizaine de personnes ont été blessées par des tirs de balles en plastique, souvent au visage. On traite ici les cas les plus légers et on évacue les plus graves vers l'antenne chirurgicale près de la mosquée Omar Makram.» Ce n'est pas seulement la transition démocratique qui vient de dérailler dans les affrontements du week-end, qui ont fait une trentaine de morts. C'est l'ambiguïté fondamentale de la révolution égyptienne de janvier, durant laquelle l'armée égyptienne avait lâché son représentant Hosni Moubarak tout en demeurant au pouvoir, qui vient de voler en éclats.

Ahmed Affifi, un contremaître venu de Chakiyah, une ville du delta, hurle sous le masque chirurgical qui lui protège la bouche. «L'armée est en train de trahir la révolution. Ils veulent tailler la Constitution sur mesure pour conserver le pouvoir, c'est évident, dit-il. Pendant la révolution, j'avais soutenu l'armée, j'avais confiance en elle. Mais on a abusé de notre confiance, et maintenant les militaires essayent d'écraser le peuple.»

Dans la foule, on compte de nombreux salafistes, avec leur barbe en éventail et leurs pantalons trop courts. Des Frères musulmans aussi, plus discrets, la barbe plus courte, le front marqué de la callosité qui témoigne de leur assiduité à la prière. Ce sont les islamistes de toutes obédiences qui ont rallumé le mouvement révolutionnaire vendredi dernier, en venant massivement protester contre la mainmise de l'état-major sur le processus politique. Mais ils ont été rejoints ce week-end par les autres courants de la révolution, et ne sont plus majoritaires sur la place. «C'est la deuxième manche de la révolution qui vient de commencer, dit Shahira Moubarak, une enseignante. Les militaires sont aussi stupides que l'ancien régime. Plus ils répriment, plus les gens viennent.»

<http://www.metrofrance.com/info/l-egypte-plonge-dans-la-confusion/pkku!J0tcIGhYvwaJMN0kwYkhAg/>

Mis à jour 21-11-2011 23:05



Les affrontements entre manifestants et policiers, ce lundi, place Tahrir. Photo : AFP

L'Égypte plonge dans la confusion

Le gouvernement a présenté sa démission à l'armée sur fond d'émeutes ce lundi. La tenue des législatives, prévues lundi prochain, semble incertaine

Après trois jours d'affrontements meurtriers entre forces de l'ordre et manifestants, l'Égypte a sombré dans une crise politique ce lundi soir. Evoquant les "circonstances difficiles traversées par le pays", le gouvernement a présenté sa démission au Conseil suprême des forces armées (CSFA), au pouvoir depuis le départ d'Hosni Moubarak en février.

Peu après, la télévision publique a affirmé que l'armée avait refusé cette démission. Mais le ministre de l'Information a déclaré qu'elle ne s'était pas prononcée. En fin de soirée, l'armée a appelé les forces politiques à une réunion d'urgence pour mettre fin à la crise.

Depuis samedi, les violences sur la place Tahrir, au Caire, ont fait au moins 24 morts et plus de 1 750 blessés. "Les révolutionnaires sont partis trop tôt, scande Hoda, venue là après le travail. Nous avons servi le pouvoir aux militaires sur un plateau d'argent."

"On n'a eu qu'une demi-révolution et elle s'est terminée par un coup d'Etat. On vient ici pour terminer le boulot", ajoute Nadia. Tous réclament le départ du maréchal Tantaoui, un ex-cacique du régime de Moubarak, à la tête du pays en tant que chef du CSFA.

Lundi prochain, des législatives doivent élire une nouvelle assemblée chargée de rédiger une Constitution. L'armée s'est engagée à rendre le pouvoir aux civils après l'élection d'un nouveau président, d'ici à fin 2012. Mais les manifestants ne veulent plus attendre.

"L'armée, qui avait la confiance du peuple après la chute du régime, a perdu sa crédibilité, déplore le sociologue Mohamed Mohieddin. Elle gère très mal la transition. Elle a envoyé au placard nos revendications sociales. Elle a fait des alliances politiques avec les Frères musulmans et d'autres groupes pour casser l'opposition libérale. Au point qu'aujourd'hui, il manque un vrai leadership."

Plusieurs personnalités ont d'ores et déjà demandé le report des législatives et l'organisation de la présidentielle dès que possible. "L'Égypte semble vaciller entre une nouvelle révolution et le chaos politique", analyse un journaliste du quotidien Al Ahram. "Si les législatives ont finalement lieu, comme prévu, il y aura beaucoup de violences. En plus, il n'y a que des anciens de Moubarak sous des noms d'emprunt ! Alors non merci", conclut Youssef, venu lui aussi manifester place Tahrir.

Les Frères Musulmans favoris des législatives

Interdits par Nasser dans les années 1960, les Frères musulmans ont fondé leur propre parti après la chute de Moubarak en février. Selon les observateurs, le Parti de la liberté et de la justice est le grand favori des législatives du 28 novembre. Dans un pays où la moitié de la population vit avec moins de 1,50 euro par jour, le travail social et caritatif des islamistes (hôpitaux, orphelinats, distribution de nourriture, etc.) porte ses fruits. "Ce sont les seuls à nous aider. Place Tahrir, ils manifestent, mais ça ne change rien", nous lance un agriculteur.

égypte mardi 22 novembre 2011

Colère, manifestations et confusion au Caire

AFP

Les émeutes ont continué cette nuit encore. (AFP PHOTO/ MAHMUD KHALED)



C'est toujours la confusion en Egypte, où le gouvernement a donné sa démission hier soir. Après trois jours d'émeutes qui ont fait une trentaine de morts, une manifestation qui pourrait réunir un million de personnes doit avoir lieu aujourd'hui place Tahrir, pour pousser l'armée à quitter plus vite le pouvoir, que les Frères musulmans vont boycotter

Les Frères musulmans d'Egypte, la force politique la mieux organisée du pays, ont annoncé qu'ils ne participeraient pas à la manifestation massive prévue mardi à la place Tahrir au Caire contre le pouvoir militaire.

Le Parti de la liberté et la justice, issu des Frères musulmans, a annoncé que cette décision émanait du souci de ne pas entraîner le peuple vers de nouveaux affrontements sanglants avec des parties qui cherchent davantage de tensions, selon un communiqué posté lundi soir sur son site internet. Il faisait référence aux trois jours d'affrontements meurtriers entre forces de l'ordre et manifestants hostiles au pouvoir militaire en place depuis la chute du président Hosni Moubarak, qui ont fait 26 morts dans le pays, notamment sur la place Tahrir.

Le Parti de la liberté et de la justice a appelé le Conseil suprême des forces armées (CSFA), au pouvoir depuis la chute de M. Moubarak, à poursuivre les auteurs des horribles crimes commis et à arrêter l'effusion de sang.

Le gouvernement égyptien a présenté sa démission au CSFA à la suite des violences qui rappellent celles qui ont émaillé le soulèvement populaire contre Hosni Moubarak en début d'année.

Des mouvements égyptiens à l'origine du soulèvement ont appelé à une manifestation massive mardi pour réclamer la fin du pouvoir militaire et la formation d'un gouvernement de salut national, à moins d'une semaine des premières législatives tenues depuis la chute de M. Moubarak.

Les Frères musulmans, très critiques eux aussi à l'égard du pouvoir militaire, sont hostiles à un report de ce scrutin qui débute le 28 novembre et pour lesquelles ils estiment être en position de force.

Fondés en 1928 puis interdits en 1954, les Frères musulmans étaient tolérés dans les faits sous le régime Moubarak, tout en étant la cible de campagnes d'arrestations. Après le soulèvement, la confrérie a formé un parti politique légal (le Parti de la justice et de la liberté) pour pouvoir participer ouvertement aux élections.

http://www.clarin.com/mundo/Nuevos-enfrentamientos-Egipto-decenas-heridos_0_595740575.html

Nuevos enfrentamientos en una marcha multitudinaria en Egipto

22/11/11 - 13:10

Hubo disturbios entre manifestantes y policías en el cuarto día de protestas contra la cúpula militar en la plaza Tahrir . La convocatoria a la "marcha del millón" fue masiva y miles de personas colman las calles de El Cairo.



EGIPTO. Enfrentamientos con las fuerzas de seguridad en El Cairo cerca de la Plaza Tahrir. (EFE)



Al menos 30 personas resultaron heridas hoy en los nuevos disturbios ocurridos en la plaza Tahrir de El Cairo y sus inmediaciones, donde volvieron a enfrentarse los manifestantes con las fuerzas de seguridad, en el marco de la "marcha del millón" contra la cúpula militar gobernante.

Según fuentes médicas, algunos de los heridos fueron alcanzados por balas de goma. Los médicos instalaron una clínica provisional cerca de la plaza que acogió las protestas que culminaron con la caída del régimen de Hosni Mubarak en febrero de este año.

Los enfrentamientos se produjeron en la calle Mohamed Mahmud, que une la plaza Tahrir y el Ministerio del Interior. Las fuerzas de seguridad emplearon también gases lacrimógenos para dispersar a los manifestantes, que les lanzaron piedras.

Unos 38 grupos opositores convocaron para hoy una protesta masiva, a la que se adelantaron numerosas personas, que pasaron la noche en la plaza Tahrir, para obligar al gobierno militar en el poder a traspasar el poder a un gobierno civil.

Los influyentes Hermanos Musulmanes anunciaron mientras tanto que no participarán en la marcha y sí en el diálogo político. Los islamistas calculan que obtendrán un buen resultado en las elecciones parlamentarias que comienzan el próximo lunes. Mohamed al Beltagy, un funcionario de alto rango del partido, fue expulsado de la plaza el lunes, ante la creciente ira entre los activistas hacia el grupo, que se negó a participar en las protestas.

El gobierno de transición del primer ministro Essam Sharaf anunció anoche su renuncia a raíz de las protestas, aunque está pendiente aún de ser aceptada por el líder del gobernante Consejo Supremo de las Fuerzas Armadas, Mohammed Hussein Tantawi.

Los generales llamaron a los partidos políticos a solucionar juntos la crisis y los Hermanos Musulmanes aceptaron participar en el diálogo político.

En tres días de protestas en Egipto han muerto ya 33 personas, según fuentes hospitalarias, aunque el Ministerio de Sanidad confirmó 22 muertos.

(Fuente: Agencias)

<http://www.intereconomia.com/noticias-gaceta/internacional/los-acusados-por-los-disturbios-soldados-y-cristianos-coptos-egipto-se>

Los disturbios entre soldados y cristianos coptos serán juzgados en cortes civiles

22 NOV 2011

El Consejo Supremo de las Fuerzas Armadas ha adoptado esta disposición, entre otras, para intentar aplacar los ánimos de decenas de miles de personas que piden en la plaza caiota de Tahrir la dimisión de la Junta Militar, tras cuatro días de disturbios en la capital y en otras ciudades.

El jefe de la Junta Militar de Egipto, mariscal Husein Tantau, decidió hoy que los implicados en los disturbios entre soldados y cristianos en octubre pasado en El Cairo sean juzgados ante tribunales civiles y no militares.

Según la agencia de noticias estatal Mena, Tantau emitió hoy una resolución para que los 43 inculcados por los disturbios del pasado 9 de octubre, que causaron la muerte de 25 personas, la mayoría cristianos, sean transferidos a cortes civiles.

Los incidentes del mes pasado se desencadenaron cuando efectivos de la Policía Militar disolvieron una marcha de varios miles de cristianos que avanzaba hacia la sede de la radiotelevisión egipcia, más conocida como Maspero, que derivó en violentos enfrentamientos.

El Consejo Supremo de las Fuerzas Armadas adoptó hoy esta disposición, entre otras, para intentar aplacar los ánimos de decenas de miles de personas que piden en la plaza cairota de Tahrir la dimisión de la Junta Militar, tras cuatro días de disturbios en la capital y en otras ciudades.

La eliminación de los juicios militares a civiles es una de las principales reivindicaciones de los manifestantes, que han visto un aumento de este tipo de procesos tras la Revolución del pasado 25 de Enero que acabó con el derrocamiento del presidente Hosni Mubarak.

En el caso de los llamados sucesos de Maspero, **la situación de los acusados, presentados ante cortes castrenses, ha adquirido relevancia mediática por el arresto de conocido bloguero y activista Alaa Abdel Fatah** por supuestamente instigar esos disturbios.

Según los datos de los grupos de derechos humanos, más de 12.000 civiles han sido juzgados por los tribunales militares desde el fin de las protestas contra el régimen Hosni Mubarak en el marco de la Ley de Emergencia, en vigor desde 1981.

<http://www.ehui.com/2011/11/23/siguen-conflictos-en-egipto-por-quinto-dia-consecutivo>

Siguen conflictos en Egipto por quinto día consecutivo



El Cairo • La policía egipcia cargó el miércoles contra los manifestantes antigubernamentales en el centro de El Cairo, aumentando el número de muertos en los últimos disturbios a 38.

Las Naciones Unidas condenó con energía el uso excesivo de la fuerza por parte de la tropa de seguridad.

Los enfrentamientos se reanudaron pese a la promesa del líder militar egipcio de acelerar los comicios presidenciales al primer semestre del 2012, oferta rechazada por los miles de personas que llenaron la Plaza Tahrir. El mando militar había insinuado que llamaría a comicios a fines del próximo año o principios del 2013.

La situación ha sumido al país en una nueva crisis a menos de una semana de las elecciones parlamentarias, las primeras desde la caída hace nueve meses el líder autoritario Hosni Mubarak.

El mariscal Hussein Tantawi intentó calmar los ánimos con su discurso del martes por la noche, en el que no fijó fecha para transferir el poder a un gobierno civil, ofreciendo en su lugar un referendo sobre la vuelta inmediata de las fuerzas armadas a sus cuarteles.

Los manifestantes de la plaza Tahrir, junto con los de otras ciudades, quieren que renuncie Tantawi para que se haga cargo del país un gobierno civil interino hasta las elecciones parlamentarias y presidenciales.

Las batallas callejeras se han centrado en torno al Ministerio del Interior, cercano a la Plaza Tahrir. Los policías y soldados que protegen el ministerio recurrieron a los gases lacrimógenos y balas de goma para impedir que los manifestantes asaltaran el ministerio.

(Información de AP)

<http://es.reuters.com/article/topNews/idESMAE7AM0MG20111123?sp=true>

Aumentan los disturbios en el centro de El Cairo

miércoles 23 de noviembre de 2011 23:26 CET

Las oscuras calles del centro de El Cairo se convirtieron el miércoles por la noche en un campo de batalla, cuando manifestantes que exigen el fin del Gobierno militar egipcio se enfrentaron con la policía antidisturbios en una zona cerca de la emblemática plaza Tahrir. Imagen de un manifestante herido trasladado a un hospital de campaña cerca de la plaza Tahrir durante los enfrentamientos del 20 de noviembre. REUTERS/Amr Abdallah Dalsh

EL CAIRO (Reuters) - Las oscuras calles del centro de El Cairo se convirtieron el miércoles por la noche en un campo de batalla, cuando manifestantes que exigen el fin del Gobierno militar egipcio se enfrentaron con la policía antidisturbios en una zona cerca de la emblemática plaza Tahrir.

Ambos bandos se enfrentaron con piedras, gases lacrimógenos, cócteles molotov y disparos en los alrededores de edificios gubernamentales.

Tras seis días de violencia, que han resultado en más de 30 muertos, y cuatro jornadas antes de que comience unas elecciones parlamentarias, no existían señales del final del enfrentamiento entre los gobernantes militares de Egipto y los liberales dispuestos a completar una revuelta que derrocó a Hosni Mubarak con una administración civil provisional.

En la relativa calma de tiendas de campaña y médicas levantadas por jóvenes manifestantes en el centro de la plaza, algunas personas hablaron de varios muertos por disparos o gas el miércoles, pero la información no pudo ser confirmada.

Los manifestantes se burlaron de un acuerdo forjado el martes por el consejo militar y partidos principalmente islamistas para un traspaso más rápido al gobierno civil.

ENFRENTAMIENTOS

La policía antidisturbios había retrocedido anteriormente de los alrededores del Ministerio del Interior en lo que pareció ser un esfuerzo para calmar la tensión. Sin embargo, las escaramuzas se reanudaron tras caer la noche cuando la policía militar arrojó gases lacrimógenos contra los manifestantes que tiraban piedras y disparó al aire, lo que hizo que estos últimos volvieran en estampida a las cercanías de la plaza Tahrir.

Ambulancias se llevaban a las víctimas y el humo llenaba el lugar debido al fuego encendido por los jóvenes. Cada tanto, los manifestantes se reagrupaban y se encaminaban de nuevo hacia el ministerio.

Varias personas hablaron de muertos pero no se pudo confirmar el dato de inmediato. En una clínica improvisada, el doctor Tarek Salem dijo que cuatro personas fallecieron en el lugar el miércoles, dos por heridas de bala y las otras dos por asfixia.

Los vendedores ambulantes comercializaban de todo, desde bocadillos a máscaras para protegerse del gas lacrimógeno.

Fatihia Abdul Ezz, una mujer de 60 años, dijo que había llegado al lugar después de ver imágenes de violencia.

"Ellos (los gobernantes del Ejército) estuvieron con Mubarak desde el comienzo", declaró. "Vine cuando vi cómo asesinaban a nuestros hijos", añadió.

Los manifestantes desplegaron un enorme cartel en que denunciaban al jefe del Ejército, el mariscal Mohamed Hussein Tantawi, a su lugarteniente Sami Enan y al consejo que ha gobernado Egipto desde el derrocamiento de Mubarak.

"Abajo, abajo con el mando militar. Nosotros la gente somos la línea roja. La gente quiere hacer caer al mariscal, a Sami Enan y al consejo militar", decía.

Los fallecidos en los enfrentamientos suman 38 personas, según cálculos de Reuters, después de que un hombre perdiera la vida en Alejandría y otro muriera en lo que la agencia estatal de noticias MENA dijo que había sido un ataque contra una comisaría de la policía en Marsa Matrouh, en el norte del país.

El Ministerio de Sanidad anunció que 32 personas han perdido la vida y que 2.000 habían resultado heridas en disturbios en el país de 80 millones.

GOBIERNO MILITAR

Los militares habían prometido originalmente volver a los cuarteles en seis meses tras el derrocamiento de Mubarak en febrero, pero su aparente renuencia a entregar el poder y sus privilegios han alimentado la frustración entre los egipcios que temen que su revolución no haya cambiado nada.

Tantawi, que fue ministro de Defensa de Mubarak durante dos décadas, ajustó el calendario adelantando las elecciones presidenciales después de reunirse con políticos, incluyendo a líderes de la Hermandad Musulmana, que estuvo prohibida en el pasado.

También confirmó que el lunes comenzará, como estaba planificado, unas elecciones parlamentarias, considerada la primera votación libre en Egipto en décadas. La votación para componer la Cámara Alta y Baja sólo se completará en marzo bajo un proceso complejo y en etapas.

El Parlamento escogerá posteriormente una asamblea para redactar una nueva Constitución, una medida en la que están ansiosos por participar la Hermandad y sus rivales.

Francia sumó su voz a la de la ONU y de grupos de derechos humanos que han denunciado al manejo de las manifestaciones por parte de los militares.

El portavoz de la cancillería francesa, Bernard Valero, dijo que su país "condena enérgicamente el uso excesivo de la fuerza contra manifestantes" y llamó a una realización anticipada de las elecciones.

La jefa de derechos humanos de la ONU, Navi Pillay, llamó a una investigación independiente sobre derramamiento de sangre y afirmó que la matanza de manifestantes estaba inflamando la crisis.

/Por Alastair Lyon y Tom Perry/

<http://www.bbc.com/news/magazine-15847140>

One street at the centre of Cairo's violent clashes

23 November 2011

Image caption Cairo's Mohammed Mahmoud Street has been the scene of recent clashes

Tahrir Square is a global symbol of Egypt's revolution, but nearby Mohammed Mahmoud Street is where many of the battles were - and still are - fought. The BBC's David Botti lived on the street before, during, and after the revolution and recounts its recent history.

Some of the worst clashes in Cairo over the past few days have been concentrated along just a few blocks of one ordinary downtown street.

It is Mohammed Mahmoud Street that pulsing crowds of protesters can be seen funnelling into from Tahrir Square as thick black smoke rises above them.

Image caption Violence hit Mohammed Mahmoud Street for nearly 13 hours on 28 June

They surge on past a McDonald's, a pet store, various pharmacies, cafes and apartment buildings.

"At the front lines on Mohammed Mahmoud: street lamps have been cut. It's pitch dark. Very heavy police fire. Can hear cattle prods," one journalist tweeted on Monday night.

"Heavy gunfire at Mohammed Mahmoud, I think it's pellets and rubber bullets," tweeted activist Noor Ayman Noor on Sunday.

The street is largely unknown to the outside world - overshadowed by the street's neighbour, Tahrir Square. But its role in Egypt's struggle to navigate a post-revolution era mirrors that of the nation where violence still flares and people still demand change.

Strategic position

A Hardees restaurant and the former main campus of the American University in Cairo mark the start of a key route from the square to the Ministry of Interior, the source of many injustices which galvanised a nation into revolt.

When unrest gripped the square during the revolution and afterwards, it was on Mohammed Mahmoud that security forces often planted their vans teeming with riot police. And when demonstrators decided to push police from the square, or sometimes march on the ministry, clashes on the street could last for hours or days.

Such violence has continued sporadically since the revolution, flaring up with little warning and usually related to anger over the policies of the ruling military council.

Mohammed Mahmoud Street's role began in the early days of Egypt's revolution.

Late on the evening of 28 January - the day Egyptian protesters drove police from the streets - I arrived home on Mohammed Mahmoud Street after a day of reporting to find scores of police occupying an intersection.

They ordered me inside and I watched events of the next eight hours from my bedroom balcony.

First came the sound of metal traffic barriers scraping against the pavement as the police reinforced their position at the intersection. They looted a nearby shop for crisps and soft drinks to get them through the night. A 10-minute walk away the headquarters of Egypt's then ruling party was burning.

Image caption Protesters on Mohammed Mahmoud Street during the revolution used whatever they could find as protection from police

Then the protesters arrived.

Throughout the night the area was transformed from a typical downtown neighbourhood into a gutted symbol of the revolution's determination to end a dictator's 30-year-rule.

"If this shop is going to be destroyed and totally demolished for the sake of good change for me, my children, and my brothers I wouldn't care," shop owner Ehab El Haty told me a few days later. "I can always get another shop."

The shops had borne the brunt of physical damage from the clashes. Tensions eased only after soldiers arrived to separate demonstrators from police. The army saved Mohammed Mahmoud Street, as many Egyptians thought it had saved the country.

But as disillusionment grew with the military after former president Hosni Mubarak's fall, Mohammed Mahmoud Street once again felt the effect.

Residents and merchants learned to anticipate the violence.

A street braces

I usually knew something was about to happen if I suddenly heard the echo of sliding metal shutters along the street.

Image caption The Egyptian army was welcomed by protesters on Mohammed Mahmoud Street during the revolution

The Radio Shack was often one of the first shops to close when word of possible unrest spread. The store was heavily looted during the revolution.

Elsewhere, residents hastened to move their cars off the street. If clashes here during the revolution taught car owners anything it was that their vehicles stood a good chance of damage from rocks, tear gas canisters, or Molotov cocktails.

Fruit vendors - manning their corners at all hours of the night to the songs of famed Egyptian singer Umm Kulthum - packed up and moved inside. Their wooden stalls were shattered more than once.

The vibrant clatter of daily life in downtown Cairo would then fall silent. Sometimes nothing happened, and sometimes it did.

Five months later, violence came to Mohammed Mahmoud Street after families of citizens killed during the revolution said security forces prevented them from staging a demonstration. The clashes lasted for nearly 13 hours. Tear gas wafted into flats, cars burned, a steady hail of rocks seemed to hover permanently over the ground.

Two policemen, separated from their unit, moved through an apartment building in search of water and shelter.

And then the street was back to normal.

Throughout all of the post-revolution unrest, daily life in Cairo has no choice but to keep bouncing back.

Apocalyptic

The resilience of Mohammed Mahmoud Street was perhaps most clear as I interviewed neighbours after clashes early on in the revolution.

Image caption Recent clashes in Cairo have lasted day and night

Everyone was pitching in to clean. Employees of the Costa Coffee hammered up boards to protect the already shattered windows. Families swept away the rubble, and small food shops opened for the first time - though their shutters remained half drawn in case violence flared again.

But November's latest round of clashes appears to be the worst Mohammed Mahmoud Street has seen.

"Mohammed Mahmoud Street looks apocalyptic. There are fires everywhere, sirens, smashing glass and gun shots," wrote a journalist on Twitter as Cairo entered a fourth night of unrest.

He then added: "It's so dark on Mohammed Mahmoud you can only make out where the police are from the muzzle flashes."



<https://www.theguardian.com/cities/2016/mar/23/struggle-cairo-egypt-revolutionary-graffiti>



Graffiti on Mohamed Mahmoud street near Tahrir Square. Photograph: Amr Dalsh/Reuters





<http://sp.ria.ru/international/20111123/151704974.html>

Los manifestantes en El Cairo temen asalto policíaco a la plaza Tahrir

Tema de actualidad: Situación en Egipto

Los manifestantes en El Cairo temen asalto policíaco a la plaza Tahrir

© RIA Novosti. Andrey Stenin

20:37 23/11/2011

El Cairo, 23 de noviembre, RIA Novosti.

Los manifestantes que participan en las protestas en una calle adyacente a la plaza Tahrir, donde se encuentra el Ministerio del Interior de Egipto temen que la policía tome por asalto la zona.

En el quinto día de los disturbios en las principales ciudades y provincias del país, los accesos a la Plaza Tahrir en el centro del Cairo, en los últimos meses baluarte de islamistas que pretenden limitar los poderes de la junta militar, fueron bloqueados por los servicios de seguridad.

Los manifestantes temen que la reducción del número de personas en la plaza Tahrir por el clima frío que cubre la capital egipcia sea aprovechado por las fuerzas de seguridad para tomar por asalto el así llamado "espacio de la revolución".

La televisión local dijo que los manifestantes lanzan piedras contra los servicios de seguridad para tratar de llegar hasta el edificio del Ministerio del Interior que la víspera fue rodeado de alambre de púas por la policía que lanza gases lacrimógenos contra los protestantes.

La noche anterior en la plaza Tahrir fue instalado un hospital de campaña, donde se prestan primeros auxilios a las víctimas de las colisiones.

El martes a consecuencia de los disturbios en el país, el jefe del Consejo Supremo de las Fuerzas Armadas de Egipto, mariscal Husein Tantavi, aceptó la dimisión presentada por el Gobierno de Issam Sharaf y confirmó que las elecciones presidenciales se celebrarán a finales de junio de 2012 y los comicios parlamentarios se desarrollarán en las fechas fijadas anteriormente, pese a la situación que se vive en el país.

<http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2011/11/20111122205520948614.html>

Street clashes rock Alexandria

Security forces use tear gas and rubber bullets while battling protesters in Egypt's second largest city.

Last Modified: 23 Nov 2011 03:03



Ongoing clashes in Alexandria have left dozens of people injured, according to witnesses [Al Jazeera]

Thousands of protesters seeking an end to military rule in Egypt have clashed with police in the country's second biggest city of Alexandria, braving tear gas and rubber bullets.

Witnesses said a person was killed and dozens wounded in the street battles on Tuesday.

Protesters shouted "You dirty government, You sons of dirt" as they gathered in front of the police headquarters, the biggest symbol of the much-hated interior ministry in Alexandria..

Al Jazeera's Rawya Rageh said the location of the protest was significant.

"Consider Mohamed Mahmoud street in Cairo, this is a similar street [in Alexandria]. It is the main focal point of violence because it is a symbol of the military," said Rageh.

Earlier on Tuesday, Alexandria's police chief spoke over a loudspeaker to urge protesters to calm down.

Rageh said from the scene that his plea contained an element of self-preservation for authorities.

"This [the police headquarters] is not only a place of law and order but also a place where there is a large stockpile of weapons. [The police] cannot let the protesters take over," Rageh said.

Source:
Al Jazeera

<http://www.20minutes.fr/monde/egypte/829622-egypte-contestation-poursuit-place-tahrir-caire>

Egypte: La contestation se poursuit sur la place Tahrir du Caire

Créé le 24/11/2011 à 09h37 -- Mis à jour le 24/11/2011 à 14h52



Un manifestant agite un drapeau égyptien dans une rue près de la place Tahrir du Caire, le 23 novembre 2011. Goran Tomasevic/ REUTERS

MONDE - La rumeur d'un report des élections législatives, qui commencent lundi, a été démentie...

Pour la sixième nuit consécutive, les heurts se sont poursuivis au Caire, où des dizaines de milliers de manifestants hostiles au Conseil suprême des forces armées (CSFA) réclament toujours que l'armée rende le pouvoir aux civils.

Les violences ont cependant été moindres que les nuits précédentes. Les heurts se sont arrêtés vers minuit après un accord entre les protestataires et les policiers, qui ont autorisé les manifestants à rester sur la place.

Les annonces de Tantaoui sans effets

«Nous voulons mettre un terme à ces affrontements, des gens meurent (...). Des jeunes garçons lancent des pierres contre la police», explique un manifestant, Osama Abou Seree, âgé de 30 ans. La détermination des protestataires ne semble en revanche guère faiblir, à l'image de cette banderole clamant «Il s'en va, nous non», en référence au maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, qui dirige le CSFA.

Les concessions proposées mardi soir par le maréchal Tantaoui et le CSFA - élection présidentielle avancée de six mois, d'ici juin 2012 au plus tard, nouveau gouvernement de transition et engagement à assurer des élections libres - n'ont pas eu d'effet sur les dizaines de milliers de contestataires qui ont repris la place Tahrir le week-end dernier.

Ils considèrent que ces annonces, fruit d'un accord avec plusieurs groupes politiques, dont les Frères musulmans, sont un piège visant à diviser le mouvement.

Les manifestants pas représentatifs de l'opinion, selon le CSFA

La contestation de ces derniers jours reste certes sans commune mesure avec la mobilisation de l'hiver dernier, où les Egyptiens avaient manifesté par millions et obtenu le départ d'Hosni Moubarak après trente ans de pouvoir. Mais ce qui avait débuté comme un simple sit-in de protestation avant de virer à l'affrontement a ravivé les souvenirs des journées révolutionnaires.

Mercredi en fin de soirée, la chaîne Al-Jazira a indiqué que, dans ce climat de violences, le ministre de l'Intérieur avait proposé aux militaires de reporter la première phase des élections législatives, censée débiter ce lundi.

Cependant, le chef de la commission électorale égyptienne, Abdel Moez Ibrahim, a indiqué ce jeudi que les élections législatives auraient bien lieu lundi prochain en dépit des troubles qui secouent le pays. «(...) Nous sommes prêts à organiser les élections quelles qu'en soient les conditions», a déclaré Ibrahim lors d'une conférence de presse.

Un membre du Conseil suprême des forces armées (CSFA), au pouvoir, a indiqué lors de cette conférence de presse conjointe que l'armée respectait le point de vue des manifestants de la place Tahrir demandant la fin du pouvoir militaire. Il a toutefois ajouté qu'ils ne représentaient pas selon lui l'opinion de l'ensemble de la population égyptienne.

Trois médecins tués

Depuis le début des protestations, samedi, le bilan s'élève à 39 tués, selon un nouveau décompte établi par Reuters. Le ministère de la Santé fait état quant à lui de 32 morts et 2.000 blessés. Mercredi soir, des coups de feu ont éclaté près du ministère de l'Intérieur, symbole de l'autorité de l'Etat et cible des manifestants non loin de Tahrir. Des témoins ont affirmé qu'il y avait eu des morts. Impossible à vérifier.

Dans un hôpital improvisé sur la place, au milieu des sirènes hurlantes des ambulances qui tentent de se frayer un passage, un médecin parle de quatre morts dans la journée de mercredi, deux tués par balles, deux autres victimes d'asphyxie. Le Dr Tareq Salem ajoute que, depuis le week-end dernier, trois médecins volontaires ont payé leur engagement de leur vie. Les autorités affirment ne pas utiliser de balles réelles contre les manifestants.

Mais le ministre de l'Intérieur a déclaré à la télévision que des tireurs non identifiés ouvraient le feu depuis les terrasses d'immeubles entourant Tahrir. Des manifestants accusent le pouvoir d'avoir recruté des hommes de main pour attiser les violences et discréditer leur mouvement.

<http://www.20minutes.fr/monde/egypte/829766-francais-residant-caire-continue-vivre-presque-normalement>

«Français résidant au Caire, je continue à vivre presque normalement»

Créé le 24/11/2011 à 12h36 -- Mis à jour le 24/11/2011 à 12h59



Des manifestants place Tahrir, au Caire, ce jeudi 24 novembre - Bernat Armangué/AP/SIPA

TÉMOIGNAGE – Philippe, Français résidant au Caire, la capitale égyptienne, nous raconte son quotidien dans une ville agitée par de nouvelles émeutes...

Je suis un Français résidant au Caire avec ma famille depuis fin août à Maadi, à 13km au sud de la place Tahrir. En ces périodes d'élections et d'incertitudes, la vie continue normalement même si évidemment, tout le monde est inquiet d'un avenir qui reste à écrire.

«Les troubles sont cantonnés à la place Tahrir»

Le quotidien n'a pas changé pour nous comme pour la plupart des Cairotes, les troubles étant cantonnés aux abords de la place Tahrir. Tout le monde travaille normalement et les commerces -en dehors de la place Tahrir et de ses rues adjacentes- sont tous ouverts. Du fait de la position centrale de la place Tahrir, il peut être nécessaire de faire des détours conséquents, en particulier pour se rendre et quitter l'île de Zamalek, qui abrite les ambassades et bon nombre d'expatriés. Les écoles sont ouvertes, même si certaines ferment plus tôt à cause des problèmes de circulation engendrés par la fermeture du rond point de la place Tahrir.

Sur la place, l'atmosphère est militante et bonne enfant, des gens de tous âges sont regroupés. Dans les rues adjacentes à la place Tahrir, l'ambiance est plus combative. Il y a beaucoup de jeunes voire très jeunes avec des casques de chantier, des lunettes de plongée, des masques à gaz de tout type. L'ambiance n'est plus bonne enfant mais survoltée: les cris et bras levés sont plus soutenus. Les manifestants tiennent des barricades et se font charger à coup de lacrymogènes tirés par des blindés de la police anti-émeutes. Les rues sont jonchées de débris.

«Beaucoup de gens semblent avant tout préoccupés par leur situation économique»

Tout le monde est inquiet car c'est une situation inédite et nul ne sait ce qu'il va se passer dans les jours à venir. Cette inquiétude est le principal sujet de conversation et se manifeste par un grand désarroi dans les discussions. Avec la reprise des heurts sur la place Tahrir, l'optimisme n'est plus de rigueur. Les avis sont très diversifiés mais beaucoup de gens semblent avant tout préoccupés par leur situation économique au jour le jour. Ils sont donc selon moi plutôt hostiles au mouvement de la place Tahrir car il le considère comme responsable des troubles.

Le consulat invite à une «attitude d'extrême prudence»

En dehors de la place Tahrir, aucun événement n'est à déplorer. Ce qu'atteste également le «message aux Français» envoyé ce mardi par le consulat de France à la communauté française. Le consul conseille de *«se tenir éloigné de tout rassemblement, (de) limiter les déplacements non essentiels (...) dans une attitude d'extrême prudence»* tout en rappelant que *«comme chacun peut le voir, à ce stade, la vie quotidienne continue normalement dans la plupart des quartiers du Caire comme d'Alexandrie»*.

<http://www.lefigaro.fr/international/2011/11/26/01003-20111126ARTFIG00004-egypte-la-deuxieme-revolution.php>

Égypte, la deuxième révolution

Mots clés : place Tahrir, Le Caire, ÉGYPTE, Hosni Moubarak

Par Jean-Marc Gonin Publié le 26/11/2011 à 18:09 Réactions (47)



Sur la place Tahrir, à côté d'un camion de la police que des manifestants ont incendié deux heures plus tôt, une jeune femme défie, une pierre serrée dans la main, les forces anti-émeutes du ministère de l'Intérieur. (Alfred/Sipa Press)

Il a suffi de quelques heures pour que la place Tahrir s'embrace à nouveau. Avec une nouvelle cible : le pouvoir militaire.

À son passage, les manifestants crachent et profèrent des jurons. L'effigie grandeur nature du maréchal Mohamed Hussein Tantaoui - une planche de contreplaqué sur laquelle on a collé sa photo en grand uniforme - est brandie haut dans le ciel de la place Tahrir, exposée à la vindicte populaire. Le vieux compagnon de l'ancien président Moubarak, à la tête des forces armées pendant vingt ans, n'est plus qu'un épouvantail pour les dizaines de milliers de jeunes gens venus hurler leur colère.

En quelques jours, le tour de passe-passe politique, l'escamotage national, le mensonge consistant à mettre tous les péchés du régime sur le compte du raïs Hosni Moubarak, pour le contraindre à la démission, a volé en éclats. Aux commandes de l'Égypte depuis le 11 février, le Conseil suprême des forces armées (CSFA), présidé par le maréchal Tantaoui et composé de vingt galonnés, gouverne à coups de communiqués et n'apparaît aux Égyptiens que sur les plans fixes de la télévision filmant la table en U où il tient ses réunions. Les voilà aussi haïs que le chef de l'État déchu et traduit en justice. Les jeunes révolutionnaires de la place Tahrir s'étaient laissés bernés par la main protectrice de l'armée, qui s'était interposée face aux violences policières des sbires de Moubarak. Neuf mois plus tard, ces dieux sont tombés de leur Olympe. «À bas le régime militaire!» hurlent en chœur les centaines de milliers d'Égyptiens redescendus dans les rues du Caire, d'Alexandrie, de Suez et d'Assouan. À leurs yeux, le CSFA a trahi la révolution. «Tantaoui, le peuple va t'exécuter!» menaçaient dimanche 20 novembre les manifestants de la place Tahrir livrés à la brutalité des hommes de la police... militaire, dépêchée par la junte pour prêter main-forte aux unités anti-émeutes débordées.

L'étincelle est partie vendredi 18 novembre. Ce jour-là, à l'appel de la puissante organisation des Frères musulmans, des centaines de milliers de manifestants se sont rassemblés sur la place Tahrir. Peu avant midi, au moment de la grande prière hebdomadaire, l'espace est littéralement recouvert d'hommes prosternés, les uns sur des tapis, les autres sur de simples feuilles de journal, tous tournés vers La Mecque. À ce moment, l'islam politique égyptien a réussi son coup. Les Frères musulmans avaient appelé à cette manifestation dix jours avant la première vague des élections législatives, pour établir un rapport de force avec l'armée. Sous le slogan «Le pouvoir vient du peuple», les islamistes avaient tiré un coup de semonce contre les militaires.



Dans la rue Mohamed-Mahmoud, qui relie la place Tahrir au ministère de l'Intérieur, les jeunes se livrent à une bataille rangée avec les forces de l'ordre. Certains seront blessés par balle. (Alfred/Sipa Press)

Deux semaines auparavant, ces derniers avaient fait connaître, via le vice-Premier ministre mis en place par leurs soins, leurs projets en matière constitutionnelle: les forces armées ne seraient soumises au gouvernement ni politiquement ni pour leur budget. En d'autres termes, le CSFA n'ait au futur exécutif tout droit de regard sur ses affaires. Pis, les hauts gradés laissent planer le flou sur la tenue de l'élection présidentielle, clé de voûte du système politique égyptien, en annonçant qu'elle pourrait se tenir en 2013, voire plus tard... Ce qui laisserait le pouvoir entre les mains de cette junte qui ne dit pas son nom et n'entend pas s'effacer de sitôt.

«Aucune discussion sur la Constitution ne pourra se tenir tant que les militaires se maintiendront au pouvoir», avertissait Mohamed Abdel Kouddous, célèbre éditorialiste et membre des Frères musulmans. Le 18 novembre, les islamistes se plaçaient déjà dans la perspective d'un triomphe électoral. Chaque sondage leur prédisait une confortable victoire, peut-être même une majorité absolue en sièges dans le futur Parlement. Pleins d'assurance, certains orateurs annonçaient même à une foule en liesse qu'ils étaient prêts à occuper la place Tahrir jusqu'à ce que les militaires rendent le pouvoir aux civils.

Ce qui n'était que rodomontades pour les Frères musulmans avait valeur de serment pour de petits groupes d'opposants laïques réunis aux abords de la place Tahrir. Le Mouvement du 6 avril, né de la révolution de l'hiver dernier, comme celui des opposants aux tribunaux militaires avaient la ferme intention de demeurer sur les lieux. «Je regrette que les autres libéraux n'aient pas participé à cette manifestation, confiait l'activiste Mona Seif, 25 ans, dont le frère aîné Alaa est détenu pour avoir prétendument fomenté des troubles et attend son procès devant une cour militaire. Ils ont tort de laisser le champ libre aux islamistes.» Le soir venu, alors que les centaines de milliers de supporters des partis religieux quittaient la place, environ deux cents jeunes gens s'étaient donc installés pour la nuit, les uns sous des tentes, les autres à la belle étoile, pelotonnés dans des sacs de couchage.



Adulé en février dernier, le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, président du Conseil suprême des forces armées, est désormais la cible des insultes et des quolibets de la foule des manifestants. (Alfred/Sipa Press)

Le lendemain, en fin de matinée, comme à son habitude, la police s'est déployée pour faire décamper manu militari les protestataires installés sur les pelouses. Mais cette fois, les jeunes gens se sont rebiffés, recevant le renfort spontané de passants. Au point d'obliger les policiers à battre en retraite en abandonnant un camion après que son pare-brise eut été brisé à coups de pierres. Devenu prise de guerre, le véhicule bleu nuit a vite attiré un attroupement de jeunes gens. Quelques-uns sont montés sur le toit et ont commencé à chanter des slogans hostiles à la police et au pouvoir militaire. En quelques heures, les deux cents manifestants sont devenus plusieurs milliers. Et quand le ministère de l'Intérieur, tout proche des lieux, a jeté ses forces anti-émeutes contre la foule, celle-ci a été prise d'une rage indomptable. Les jeunes se sont mis à jeter des pavés sur les policiers, qui ont dû riposter, d'abord avec des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc, puis à coups de fusil à pompe.

Le scénario des émeutes de janvier-février s'est alors répété presque instantanément. Un hôpital de fortune a été établi dans la cour d'une mosquée toute proche, pour porter secours aux nombreux blessés touchés par le déluge de plomb des riot guns, ainsi qu'à tous ceux qui suffoquaient pour avoir inhalé des gaz. A la tombée de la nuit, ce samedi 19 novembre, des dizaines de milliers de Cairotes réoccupaient la place Tahrir, des groupes de toutes provenances débattaient de l'avenir de l'Égypte, d'autres chantaient des slogans hostiles au pouvoir. «On est revenu à la situation de février dernier», confiait un diplomate occidental qui a vécu en direct les événements du début de l'année. La deuxième révolution égyptienne avait commencé.

Depuis cette journée fatidique, malgré le renfort de la police militaire, aux interventions marquées par une violence inouïe, et l'usage de tirs à balles réelles, les autorités se sont avérées incapables de reprendre la situation en main. Au contraire, le mouvement s'est étendu à toutes les grandes villes et la foule n'a cessé d'enfler sur la place Tahrir. Mardi dernier, le bilan, dramatique, faisait état de 36 morts et de près de 1500 blessés. En signe de protestation, une quarantaine de partis politiques ont suspendu leur campagne électorale. Même les Frères musulmans, pourtant arc-boutés sur le maintien des législatives et une victoire qui leur tend les bras, ont annoncé qu'ils suspendaient meetings et réunions.



Une compagnie de forces anti-émeutes tente de dégager la rue Mohamed-Mahmoud aux abords du ministère de l'Intérieur. Ces 200 mètres de bitume sont devenus un véritable champ de bataille. (Alfred/Sipa Press)

Cible de la «deuxième révolution», le CSFA ne sait plus à quel saint se vouer. Il a d'abord tenté de sacrifier quelques pions en annonçant à la hâte que toute personne accusée de corruption ne pourrait se présenter aux élections. Une mesure destinée à apaiser la colère contre les anciens de la formation de Moubarak, le Parti national démocratique (PND), dont le gouvernement provisoire avait autorisé les listes. Le CSFA a également fait savoir que son projet constitutionnel n'était qu'indicatif et que ses points les plus controversés pouvaient être discutés. Rien n'y a fait. Ces maigres sacrifices ont été accueillis avec mépris par la place Tahrir, qui n'a plus qu'un objectif: l'abolition du pouvoir militaire. Rami el-Souissy, dirigeant du Mouvement du 6 avril, résume l'alternative: «Le CSFA n'a que deux choix: soit il se plie à la volonté du peuple, soit l'Égypte s'embrace.»

Dès lundi 21 novembre au soir, le gouvernement provisoire mis en place par les militaires a présenté sa démission. La junte s'est donc vue contrainte d'organiser une table ronde avec cinq partis politiques pour examiner la suite. Les Frères musulmans, représentés par Saad al-Katatny, secrétaire général du Parti de la liberté et de la justice, qu'ils ont créé pour les législatives, ont souhaité le maintien du calendrier électoral. D'autres formations conviées, notamment le vieux parti libéral Wafd et les salafistes du Nour («lumière»), ont exprimé la même opinion. En revanche, les jeunes des partis libéraux et laïques nés de la révolution - qui n'ont pas été invités à la table ronde - ne jurent que par la rue. «Le dialogue a lieu sur la place Tahrir et pas derrière les portes closes des généraux», expliquait Khaled Mardeya, porte-parole de la Coalition de la révolution du 25 janvier.

Après avoir perdu la confiance populaire, les militaires égyptiens se retrouvent dans une situation intenable. Maintenir le calendrier électoral - avec la première vague de scrutins, prévue lundi 28 au Caire - dans un tel climat insurrectionnel tient de la gageure. Mais les repousser comporte des risques tout aussi élevés. Dans un ultime coup de poker, le maréchal Tantaoui a accepté la démission du gouvernement provisoire pour laisser la place à un cabinet d'union nationale. Et, surtout, il a promis une élection présidentielle avant la fin du mois de juin 2012.

Impasse politique, violences, morts par dizaines: le piège s'est refermé sur le maréchal Tantaoui et ses 19 compagnons galonnés. Dé sormais, les slogans de la place Tahrir leur promettent le sort de Moubarak: la disgrâce, la prison et le procès.

EGYPTE. Un mort dans des heurts entre police et manifestants au Caire

Publié le 26-11-11 à 12:08 Modifié à 12:44 par **Le Nouvel Observateur avec AFP** 1 réaction

La police anti-émeutes aurait attaqué des manifestants qui ont campé toute la nuit devant le siège du gouvernement pour protester contre la nomination d'un nouveau Premier ministre.



Le 25 novembre, les manifestants de la place Tahrir réfutent le nouveau Premier ministre, Kamal al-Ganzouri. ODD ANDERSEN / AFP

Un manifestant de 19 ans a été tué samedi 26 novembre au matin au Caire dans des heurts entre la police égyptienne et des militants qui bloquaient l'entrée du siège du gouvernement, première victime après deux jours d'accalmie dans la capitale, ont affirmé des sources médicales.

Les heurts se sont produits vers 07H00 lorsque, selon des témoins, la police anti-émeutes a attaqué à coup de grenades lacrymogènes des manifestants qui ont campé toute la nuit devant le siège du gouvernement pour protester contre la nomination d'un nouveau Premier ministre par l'armée.

Des renforts de manifestants sont arrivés de la place Tahrir et ont répliqué avec des pierres et cocktails molotov.

Des témoins ont affirmé que le jeune homme a été écrasé par un véhicule des forces de sécurité.

La victime "est morte à la suite d'une hémorragie causée par de multiples fractures au bassin, probablement causées par un contact avec un véhicule lourd", a affirmé une source médicale, sous couvert de l'anonymat.

Le calme est revenu par la suite devant le siège du gouvernement où des dizaines de jeunes poursuivaient leur sit-in.

Violences

Des milliers d'Egyptiens occupent l'emblématique place depuis plus d'une semaine pour réclamer le départ du pouvoir du Conseil suprême des forces armées, accusé de vouloir maintenir sa mainmise sur les affaires du pays et de perpétuer la politique de répression de l'ancien régime.

L'incident de samedi est survenu à 48 heures des premières élections depuis la chute de Hosni Moubarak, alimentant les craintes que le scrutin soit émaillé de violences.

Vendredi, l'armée au pouvoir a nommé Kamal el-Ganzouri, 78 ans, comme nouveau Premier ministre en remplacement d'Essam Charaf, démissionnaire. Mais le choix de cet ancien chef du gouvernement sous Hosni Moubarak a immédiatement été rejeté par la foule à Tahrir.

Le Nouvel Observateur - AFP

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20111125.OBS5359/egypte-les-protestataires-bloquent-l-acces-au-siege-du-gouvernement.html>

EGYPTE. Les protestataires bloquent l'accès au siège du gouvernement

Publié le 25-11-11 à 15:48 Modifié le 26-11-11 à 09:28 6 réactions

Ils entendent empêcher le nouveau Premier ministre, déjà contesté, de prendre ses fonctions.



Le 25 novembre, les manifestants de la place Tahrir réfutent le nouveau Premier ministre, Kamal al-Ganzouri.
ODD ANDERSEN / AFP

Place Tahrir au Caire, des dizaines de milliers d'Egyptiens se sont rassemblés vendredi 25 novembre pour réclamer à nouveau le départ du pouvoir militaire, avec le soutien de la prestigieuse institution musulmane d'Azhar et de l'opposant Mohamed ElBaradei, candidat déclaré à la présidence. Ils protestaient notamment contre Kamal al-Ganzouri, officiellement nommé Premier ministre vendredi par le Conseil militaire au pouvoir en Egypte mais déjà contesté.

Cette manifestation dite "de la dernière chance" s'est déroulée sans incidents, après plusieurs jours marqués par de violents affrontements au Caire et dans d'autres villes du pays, qui ont fait officiellement 41 morts et plus de 3.000 blessés.

"Ganzouri est un vestige !"

Des centaines de mécontents ont toutefois bloqué dès vendredi soir l'entrée du siège du gouvernement pour empêcher Kamal al-Ganzouri d'y pénétrer, et s'apprêtaient à camper sur place. "Dégage!", "Ganzouri est un feloul (vestige)", "Révolution!" scandaient les manifestants.

Plusieurs mouvements de jeunes ont présenté une liste de cinq noms pour le remplacer, parmi lesquels celui de Mohamed ElBaradei.

Le grand imam de l'institution théologique renommée d'Al-Azhar, cheikh Ahmed el-Tayyeb, a fait savoir par un représentant aux manifestants qu'il soutenait et priait pour leur "victoire". Une prise de position contre le pouvoir rare de la part d'une institution dont le grand imam est nommé par le chef de l'Etat.

Crise de confiance

Les manifestants scandaient "Maréchal, réveille-toi, c'est ton dernier jour!", faisant allusion au maréchal Hussein Tantaoui, chef de l'armée et à ce titre dirigeant de fait du pays.

"On a beaucoup patienté, maintenant il y a une crise de confiance", a expliqué Hazem Diab, 26 ans, employé dans l'informatique.

En parallèle, quelques dizaines de milliers de partisans de l'armée se sont rassemblés à quelques kilomètres de la place Tahrir, dans le quartier d'Abbassiya, en scandant "L'armée, la police et le peuple, d'une seule main".

Des pouvoirs élargis

Kamal al-Ganzouri a affirmé que le nouveau gouvernement ne serait pas annoncé avant le début lundi des élections législatives.

Kamal al-Ganzouri a également affirmé que cette instance lui avait donné des pouvoirs plus importants que ceux de ses prédécesseurs. Il a dit avoir de "l'expérience dans le domaine du pouvoir (...). Mes pouvoirs dépassent de loin ceux de mes prédécesseurs", a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse au Caire.

Il a par ailleurs déclaré que le maréchal Hussein Tantaoui ne voulait pas rester au pouvoir, une déclaration déjà fait à plusieurs reprises par des hauts gradés.

Le Nouvel Observateur - AFP

<http://www.europe1.fr/International/Calme-precaire-place-Tahrir-834735/>

Calme précaire place Tahrir

Par Europe1.fr avec François Clauss

Publié le 26 novembre 2011 à 14h33 Mis à jour le 26 novembre 2011 à 14h33



A 48 heures des élections législatives, les manifestants sont encore nombreux place Tahrir. © MAXPPP

A 48 heures des élections législatives, les manifestants sont encore nombreux place Tahrir.

Tôt dans la matinée de samedi, des heurts ont éclaté entre les protestataires et les forces de l'ordre. Un jeune homme de 19 ans a été tué lorsque la police anti-émeutes a attaqué à coup de grenades lacrymogènes des manifestants qui ont campé toute la nuit devant le siège du gouvernement pour protester contre la nomination d'un nouveau Premier ministre par l'armée. Selon des témoins, le jeune homme a été écrasé par un véhicule des forces de sécurité.

La victime "est morte à la suite d'une hémorragie provoquée par de multiples fractures au bassin, probablement causées par un contact avec un véhicule lourd", a pour sa part affirmé une source médicale à l'AFP. Il s'agit de la première victime après deux jours d'accalmie dans la capitale et d'autres villes du pays, où de violents heurts ont fait 41 morts en cinq jours, notamment près de l'emblématique place Tahrir au centre du Caire.

Des femmes dans la foule

Parmi les manifestants, des femmes pour qui c'est une grande première et qui ne voulaient pas rater ce grand rendez-vous. "C'est très important. C'est un pays qui va vers sa liberté, la démocratie. On veut reconstruire notre pays", explique l'une d'elle au micro d'Europe1. "Je n'ai jamais pu voter, tout était fait pour vous décourager", souligne une autre femme. "Depuis le 25 janvier tout a changé", se réjouit elle.

En début d'après-midi, l'Égypte a expulsé trois Américains arrêtés la semaine dernière place Tahrir. Cette expulsion intervient deux jours après qu'un tribunal égyptien a ordonné leur libération tout en les maintenant sous le coup d'une enquête pour participation aux affrontements entre manifestants et forces de l'ordre place Tahrir.

<http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2011/11/2011112510285039729.html>

Cairo calm after mass rally as elections loom

Military council says elections to go ahead from Monday as protesters in Tahrir Square reject army's newly appointed PM.

Last Modified: 26 Nov 2011 06:42

Tens of thousands of demonstrators packed Cairo's Tahrir Square on Friday after days of deadly clashes, demanding Egypt's military rulers step down and rejecting their choice of new prime minister.

Tensions have risen in Egypt in the lead-up to parliamentary elections, due to start on Monday. However, the streets were relatively calm throughout Friday's demonstrations as a truce negotiated the day before in Cairo continued to hold.

Clusters of activists remained in the square, which has once again become a focal point of opposition to the government, on Saturday morning.

Amid the ongoing turmoil, the governing Supreme Council of the Armed Forces (SCAF) has asked Kamal el-Ganzouri, 78, a prime minister under deposed president Hosni Mubarak, to head a new cabinet.

"Previous cabinets over the past 60 years were given many powers by the president of the republic," Ganzouri said on Friday in his first public statement after his appointment.

But he had been granted "much more powers" than past predecessors, said Ganzouri, who served as Mubarak's prime minister between 1996 and 1999.

Protesters in Tahrir Square quickly rejected his appointment, saying he was not the man to lead a transition to democracy.

"I think he was popular in his era, and successful. He did good during his period, but this is not his time," Abdullah Ahmed 22, a university student, said.

Hundreds of protesters in the square later branched off to the nearby cabinet offices in a bid to prevent Ganzouri from entering the building, an AFP reporter said.

About 5,000 supporters of the military staged their own demonstration on Friday several miles north of Tahrir Square in the district of Abbassiyah, not far from the defence ministry building.

"Waving giant Egyptian flags and chanting slogans praising Tantawi, the protesters filled every inch of free space under the Abbassiyah Bridge, some even lined up along its ramps despite the passing traffic," Al Jazeera's Malika Bilal reported from Cairo, referring to Field Marshal Mohamed Hussein Tantawi, who heads the SCAF.

"The army and the people are one hand," they yelled in unison, the sound of drums and car horns adding to the chorus of sounds.

Apology for deaths

Ganzouri's appointment was announced by Egypt's state television following a meeting late on Thursday between him and Tantawi.

Tantawi was Mubarak's defence minister of 20 years and served in Ganzouri's earlier government.

It was the latest in a series of efforts by the military to appease protesters without meeting their main demand of stepping down immediately.

Al Jazeera's Jane Arraf speaks to some Cairo residents whose voices are being drowned out by the protests

The generals also apologised on Thursday for the killing of about 40 protesters in deadly clashes, mostly centred around Tahrir Square.

This was the longest spate of uninterrupted violence since the 18-day uprising that toppled Mubarak on February 11.

The choice of Ganzouri has, however, only antagonised the protesters, already angry over the military's perceived reluctance to dismantle the legacy of Mubarak's 29-year rule.

Ganzouri replaces Essam Sharaf, who resigned this week after nearly nine months in office amid deadly clashes between police and protesters calling for an end to military rule.

Sharaf was criticised for being weak and beholden to the generals.

The military has said parliamentary elections will be held on schedule despite the unrest in Cairo and several other cities to the north and south of the capital.

Voting in each phase of the three-stage parliamentary election will be held over two days instead of one, the SCAF announced on Friday.

Voting starts on Monday and concludes in March, meaning that Ganzouri could be prime minister only until a new government is formed following the seating of a new legislature.

'Leave, leave'

Friday's protest in Tahrir Square was dubbed by organisers as The Last Chance Million-Man Protest.

Swelling crowds chanted, "Leave, leave!" and "the people want to bring down the field marshal", in reference to Tantawi.

Mohamed ElBaradei, the pro-reform leader and Nobel Peace laureate, was mobbed by hundreds of supporters as he arrived in Tahrir Square and took part in Friday prayers, leaving shortly afterwards.

The demonstrators have vowed not to leave the area until the generals step down in favour of a civilian presidential council. Their show of resolve resembles that of the rallies which forced Mubarak to relinquish power.

Thousands of pro-democracy protesters also took to the streets in other cities, including at least 10,000 in the Mediterranean port city of Alexandria and smaller crowds in Luxor and Assiut in southern Egypt.

The military has rejected calls to immediately step down, saying its claim to power is supported by the warm welcome given to troops who took over the streets from the discredited police early in the anti-Mubarak uprising as well as an overwhelming endorsement for constitutional amendments they proposed in a March referendum.

Tantawi has offered another referendum on whether his military council should step down immediately.

Such a vote, activists say, would divide the nation and likely open the door for a deal between the military and political groups, particularly the Muslim Brotherhood.

Egypt's largest and best organised group, the Brotherhood was empowered after the fall of Mubarak, regaining legitimacy after spending nearly 60 years as an outlawed group.

A survey of voter trust in the military, conducted for Al Jazeera by Vote Compass, showed a sharp decline since the country erupted into protest in January, but also suggested that many Egyptians still believe the army is a source of stability.

Source:

Al Jazeera and agencies

http://www.google.com/hostednews/epa/article/ALeqM5iEzxQorKSorP9PB9Er_a2_IalESg?docId=1662446

Mohamed el Baradei se ofrece a formar un gobierno de salvación nacional en Egipto

Por Agencia EFE – 26/11/2011

El Cairo, 26 nov (EFE).- El exdirector de la Agencia Internacional de la Energía Atómica (OIEA) y premio Nobel de la Paz, Mohamed el Baradei, se ofreció hoy a formar un gobierno de salvación nacional para salir de la crisis política que atraviesa Egipto, según un comunicado de su equipo de campaña electoral.

Tras reunirse con coaliciones de jóvenes de la revolución, el movimiento juvenil 6 de Abril y otras fuerzas políticas, El Baradei señaló que "si se le pide ese gobierno oficialmente, él está dispuesto a renunciar a ser candidato presidencial", siempre y cuando tenga totales prerrogativas para administrar la transición democrática.

El Baradei figura entre las preferencias de los manifestantes de la plaza de Tahrir para encabezar un gobierno de salvación nacional que releve en el poder a la Junta Militar de manera inmediata.

El candidato presidencial puso como condición para formar parte de dicho gabinete que éste "represente a todas las fuerzas del país y tenga totales prerrogativas para administrar la fase transitoria, recuperar la seguridad, reactivar la economía y lograr los objetivos de la revolución egipcia".

La disposición del exresponsable de la OIEA a formar parte de ese hipotético gobierno se conoce el mismo día en que se reunió con el mariscal Husein Tantaui, jefe de la Junta Militar que dirige el país desde la renuncia del presidente Hosni Mubarak el pasado 11 de febrero.

Tras el encuentro con Tantaui, El Baradei negó en un comunicado que se haya alcanzado ningún acuerdo por el momento y añadió que prosigue sus contactos "con todas las partes implicadas en reactivar la revolución".

Más tarde, compartió con los jóvenes de la revolución su rechazo a la reciente designación de Kamal Ganzuri como primer ministro.

Además, añade la nota de prensa, El Baradei seguirá reuniéndose con movimientos políticos y representantes de los jóvenes para llegar a un "consenso nacional sobre el deseado gobierno de salvación nacional".

La crisis política se ha acentuado en Egipto después de que al menos 42 personas murieran en choques registrados durante la última semana entre la policía y millares de manifestantes que exigen a la Junta Militar que deje el poder inmediatamente.

<http://www.emol.com/noticias/nacional/2011/11/26/514438/los-disturbios-se-reanudan-en-el-cairo-frente-a-la-sede-del-gobierno-egipcio.html>

Los disturbios se reanudan en El Cairo frente a la sede del Gobierno egipcio

Manifestantes protestan contra el nuevo Primer Ministro, Kamal Ganzuri, nombrado por la Junta Militar.

EL CAIRO.- Nuevos disturbios se registraron hoy en El Cairo entre la policía y los manifestantes que permanecían concentrados frente a la sede del Consejo de Ministros, informó la televisión egipcia.

Los choques estallaron cuando las fuerzas de seguridad pidieron a los manifestantes que retrocedieran y, en un momento dado, un vehículo policial dio marcha atrás y atropelló a un ciudadano, que fue herido de gravedad y trasladado al hospital.

En ese punto cercano a la céntrica plaza de Tahrir, los manifestantes protestaban contra el nuevo Primer Ministro, Kamal Ganzuri, nombrado por la Junta Militar.

<http://www.dirigentesdigital.com/articulo/actualidad/201371/tahrir/cairo/egipto/revolucion/militar.html>

NUEVOS ENFRENTAMIENTOS EN EL CAIRO

Los militares egipcios no ceden a la presión popular

Eva Santander - 26/11/2011 10:54:21

Tras la Marcha de la Última Oportunidad que congregó a miles de egipcios en las calles de El Cairo, los disturbios han vuelto a reanudarse y, al menos un manifestante ha muerto en la reanudación de la violencia.

La **Plaza Tahrir**, epicentro del movimiento egipcio contra la dictadura y la tiranía, era el viernes un clamor. Miles de ciudadanos se abarrotaban en el espacio disponible para exigir al gobierno interino formado por los militares que dejaran el poder y celebrasen elecciones democráticas.

El llamado Viernes de la Última Oportunidad se quedó en eso, en la oportunidad de haber puesto fin a un conflicto que lleva cientos de víctimas mortales. La Junta Militar que gobierna de facto en el país desde la salida de **Hosni Mubarak** resiste la presión popular y no cede a las exigencias de formar un gobierno civil de transición.

Las nuevas protestas frente a la sede del consejo de ministros dio lugar a nuevos enfrentamientos entre manifestantes y fuerzas de seguridad y, como consecuencia, **un hombre perdió la vida**, presuntamente arrollado por los vehículos policiales.

Según el programa de la Junta Militar este próximo lunes debería comenzar el complejo proceso de elecciones legislativas, que está previsto que finalice en enero, y que daría lugar a un Parlamento constituyente. Los manifestantes no quieren esperar tanto tiempo y piden elecciones ya. Y mientras, desde Washington piden a los militares que dejen el poder lo antes posible.

http://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2011/11/26/le-reve-d-anarchie-de-la-place-tahrir_1609656_3208.html

Le "rêve d'anarchie" de la place Tahrir

Un par un, les hommes politiques de tous bords qui se sont aventurés, depuis le 19 novembre, sur le "coeur battant de la révolution égyptienne" s'en sont fait expulser sans concession.
LE MONDE | 26.11.2011 à 13h25 | Par Claire Talon

"Il est interdit de crier des slogans politiques. Il est interdit de monter une tribune. Il est interdit à tout parti politique d'entrer sur la place" : les révolutionnaires égyptiens ont érigé en lettres rouges les règles de "Tahrir" sur des bâches en plastiques amarrées au terre-plein central. Un par un, les hommes politiques de tous bords qui se sont aventurés, depuis le 19 novembre, sur le "coeur battant de la révolution égyptienne" s'en sont fait expulser sans concession.

Avec une détermination chaque jour plus forte, la place Tahrir cultive un tropisme politique qui subjugue les analystes. Les jeunes révolutionnaires qui l'animent refusent obstinément les règles du jeu politique tel qu'elles ont été établies par le Conseil supérieur des forces armées et les partis. Pour eux, la révolution ne fait que commencer. Il ne s'agit pas d'une "transition vers la démocratie", mais de la mise à plat d'un système. Battre les cartes et les redistribuer, inventer une nouvelle grammaire politique. Le poids des Frères musulmans au sein de la vie politique égyptienne en dépendra, ils en sont convaincus. Ils réclament le transfert immédiat du pouvoir du conseil militaire à un gouvernement civil de salut national.

Après quelques semaines d'une campagne largement improvisée, même ceux qui se sont aventurés dans l'arène politique le temps d'un tour de cirque médiatique sont de retour sur la place pour crier leur rejet du cadre politique dans lequel doivent se jouer les élections, prévues le 28 novembre.

Dispersés entre les partis, faisant campagne en solitaires ou refusant de jouer le jeu électoral, les révolutionnaires ne sont pas parvenus, en dix mois, à imposer un véritable leadership susceptible de contrer l'emprise croissante du Conseil supérieur des forces armées (CFSA) sur la vie politique égyptienne. Pas plus qu'ils n'ont été en mesure de renouveler les règles du jeu électoral.

Les mouvements de jeunesse formés sur Internet ont vu émerger des figures emblématiques sans véritable expérience politique. Le Mouvement du 6 avril, qui avait joué un rôle de déclencheur dans le lancement des premières manifestations, n'a pas développé de véritable agenda politique et ne s'est pas transformé en parti. La Coalition des jeunes de la révolution,

symbole du mouvement auprès des médias, a perdu de sa crédibilité en se montrant incapable d'adopter une position politique claire. Venus d'horizons très divers, les cinquante candidats issus de ses rangs ont choisi de se lancer en politique à travers les différents partis (libéraux, de gauche ou islamistes) fondés après la révolution.

Mais intégrer un parti, même neuf, revient aux yeux de beaucoup de jeunes révolutionnaires à faire de la politique "à l'ancienne". C'est souvent avec résignation qu'ils ont intégré des formations politiques et se sont prêtés au jeu d'un système électoral jugé insatisfaisant, en essayant de contrer l'état d'esprit clientéliste encore très présent au sein des gouvernorats.

"La campagne électorale en Egypte se mène à un niveau très basique, constate amèrement le célèbre blogueur Mahmoud Salem - alias Sandmonkey -, candidat du parti des Egyptiens libres (libéral) à Héliopolis. Des affiches, des flyers, des distributions de nourriture et d'argent, des subsides. Le Parlement a toujours été un substitut pour le gouvernement : les gens votent pour des services, ils ne sont pas habitués à ce qu'on leur parle politique, et ce n'est pas sûr qu'ils aiment ça..."

Certaines figures emblématiques de la révolution, symboles de la génération Facebook, ont tenté de tirer parti de leur célébrité pour se faire élire en indépendants. Mais leur difficulté à conclure des alliances les a menés souvent à se livrer une concurrence qui est apparue à beaucoup comme lamentable. A Héliopolis, trois célèbres révolutionnaires (Mahmoud Salem, Amr Hamzaoui et Asmaa Mahfouz) se présentent l'un contre l'autre face à une poignée d'anciens membres du Parti national démocratique d'Hosni Moubarak.

"Bloguer, c'est bien. Ça te donne une notoriété internationale. Les Américains et l'Union européenne t'arrosent de billets, ils t'invitent aux quatre coins du monde pour donner des conférences. Ils te paient des formations pour t'apprendre la démocratie. Mais, au final, tu n'as pas de véritable compétence politique, pas d'expérience de terrain. Tu ne sais pas mener des gens, ni ce que c'est qu'une campagne électorale", estime Mohammed Naim, membre du Parti social-démocrate.

Cette débandade politique semble donner raison à ceux qui, depuis des mois, jugent que, face aux abus de pouvoir du CSFA et à l'opportunisme des Frères musulmans, il n'y a qu'une carte à jouer : Tahrir. Au contraire de la dispersion des révolutionnaires en politique, la place est en effet un espace de cohésion inédit, où les leaders sont malvenus mais où il règne une véritable organisation spontanée. "Un rêve d'anarchie", soupire Fadi, qui y éte ses 33 ans. C'est la force de Tahrir, et son pouvoir d'attraction.

Quand la nuit tombe, les irréductibles se répètent le défi de Tahrir. "Cette fois-ci, les Frères ne sortiront pas indemnes de s'être désolidarisés de Tahrir. Ils en paieront les frais aux élections... quand il y aura de vraies élections", murmurent les ombres sur la place, emmitouflées dans leurs duvets.

coco.boer@yahoo.fr

<http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2011/11/2011112794957489410.html>

Cairo readies for more election protests

Activists call "Legitimacy of the Revolution" rally to demand immediate end to military rule, one day ahead of election.

Malika Bilal Last Modified: 27 Nov 2011 11:05

Egyptian activists are preparing for another massive protest in Cairo's Tahrir Square to demand an immediate end to military rule one day ahead of the country's parliamentary polls.

Sunday's "Legitimacy of the Revolution" rally will follow more than a week of protests in the centre of the capital, where demonstrators have been calling for the ruling Supreme Council of the Armed Forces (SCAF) to hand power to a civilian government.

Amid the preparations for the rally, Mohamed ElBaradei, a prospective Egyptian presidential candidate, announced he would drop his bid to be head of state if SCAF allowed him to become the interim prime minister.

His announcement on Saturday came several hours after a meeting with ruling SCAF officials, as the country's leaders attempt to quiet a series of massive rallies that began last Friday.

Protesters in Tahrir Square, the epicentre of the movement that led to the fall of former president Hosni Mubarak in February, have repeatedly proposed ElBaradei as the person to lead a transition to democratic rule.

ElBaradei, the former head of the UN nuclear agency, said he was "willing to respond to the demands of the youth of the revolution and the political forces calling for a national salvation government that represents all the national forces".

His statement comes amid an eruption of political upheaval, with anti-military rallies threatening to eclipse Monday's parliamentary elections, which are to be held over a three-month period.

Deathly dispersal

Tensions in the capital threatened to spill over on Saturday after one protester was killed during a sit-in outside parliament.

Witnesses said Ahmed Sayed Sorour was run over by a police vehicle when security forces entered the street on which protesters had gathered to disperse the protest.

"The interior ministry came out with a statement saying it was an accident, but I think that six [police] trucks is no accident"

- Sarrah Abdelrahman, blogger and activist

Protesters had marched to the parliament and cabinet buildings to demonstrate against the appointment of Kamal el-Ganzouri, a former prime minister under Mubarak, as the country's new premier.

Sarrah Abdelrahman, a blogger and activist, was among the protesters who rushed to the morgue following the death of Sourour.

"Police attacked protesters, they were trying to evict us from the square," she told Al Jazeera.

"We were chanting and then all of a sudden, they started approaching and people were throwing stones.

"Then they abruptly and hysterically started going back - all of the trucks - so they bumped into each other and they also ran over a protester."

The interior ministry expressed regret for the death of Sorour and said it was an accident.

But the ministry also said that protesters were partially to blame for throwing Molotov cocktails at the armed police vehicles.

"The interior ministry came out with a statement saying it was an accident, but I think that six [police] trucks is no accident," Abdelrahman said.

Strong resolve

Protesters said the incident had strengthened their resolve, and hundreds of protesters continued the sit-in in front of parliament through the night.

The death of Sorour was the latest since clashes broke out on November 19 between protesters and security forces.

At least 42 people have been killed and more than 3,250 have been wounded across Egypt in the violence.

Demonstrators have vowed not to leave Tahrir Square until the military steps down in favour of a civilian presidential council. Their show of resolve resembles that of the rallies which forced Mubarak to relinquish power.

The military has rejected calls to immediately step down, saying its claim to power is supported by the warm welcome given to troops who took over the streets from the discredited police early in the anti-Mubarak uprising, as well as an overwhelming endorsement for constitutional amendments they proposed in a March referendum.

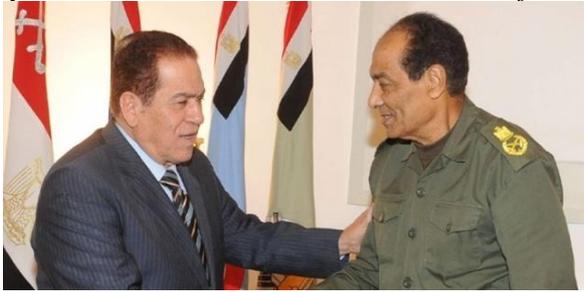
Despite the continued protest threat, the military has said parliamentary elections will be held on schedule.

Voting in each phase of the three-stage parliamentary election will be held over two days instead of one, SCAF announced on Friday. The first polls open on Monday and the process concludes in March.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20111127.OBS5433/egypte-bras-de-fer-sur-le-futur-gouvernement-a-la-veille-des-elections.html>

EGYPTE. Bras-de-fer sur le futur gouvernement à la veille des élections

L'armée a averti qu'elle ne tolérerait "aucune pression" quant au transfert du pouvoir, alors que la mobilisation entame son dixième jour.



Le Premier ministres désigné, Kamal el-Ganzouri (à gauche) et le maréchal Hussein Tantaoui, le chef de l'armée au pouvoir (à droite) (Agency/AP/Sipa)

Le pouvoir militaire contesté en Egypte a averti dimanche 27 novembre qu'il ne tolérerait aucune pression avant de nouvelles manifestations prévues sur l'emblématique place Tahrir au Caire pour le pousser à hâter la transition vers une autorité civile.

A la veille des premières législatives depuis le départ de Hosni Moubarak, considérées comme une étape cruciale dans la transition, aucune issue n'était en vue pour sortir de l'impasse politique actuelle qui s'est exacerbée avec la nomination vendredi de Kamal el-Ganzouri pour diriger le gouvernement.

Le chef de l'armée, le maréchal Hussein Tantaoui, a laissé entendre qu'il ne renoncerait pas à ce septuagénaire ayant servi sous l'ex-régime, en dépit d'un appel du pied lancé par une figure de l'opposition, Mohamed ElBaradei, pour diriger un gouvernement de "salut national".

"Nous sommes confrontés à d'énormes défis auxquels nous allons faire face et nous ne permettrons pas à un quelconque individu ou une quelconque partie de faire pression sur les forces armées", a déclaré le maréchal Tantaoui, qui dirige le pays depuis la chute du régime Moubarak en février.

Il a en outre affirmé devant les journalistes avoir demandé à Mohamed ElBaradei et Amr Moussa, l'ancien chef de la Ligue arabe, de soutenir le Premier ministre désigné.

ElBaradei propose ses services

Le chef militaire a expliqué avoir reçu à "leur demande" samedi les deux hommes, dont les noms circulent pour diriger un éventuel gouvernement de "salut national", et leur avoir demandé "de soutenir le gouvernement Ganzouri" qui n'a toujours pas été formé.

Le maréchal Tantaoui a rencontré d'autres personnalités politiques mais plusieurs "présidentiabiles" ont refusé de participer aux tractations, a-t-on appris auprès de leurs services.

Mohamed ElBaradei, ancien chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et prix Nobel de la Paix, s'était dit samedi prêt à renoncer à l'idée d'être candidat à la

présidentielle au cas où il lui serait demandé officiellement de former un gouvernement de salut.

Mais les Frères musulmans, force politique la mieux organisée du pays, ont clairement fait savoir que ce poste devrait être confié à l'un des leurs s'ils venaient à remporter les législatives qui débutent lundi.

"Le futur Parlement est supposé représenter le peuple. Le Conseil militaire doit charger le parti qui remporte la majorité des voix de former le gouvernement", a affirmé leur porte-parole, Mahmoud Ghazlane.

Milliers de personnes place Tahrir

Sur la place Tahrir, des milliers de personnes ont commencé à se rassembler en fin de matinée en vue de participer à la manifestation contre le pouvoir militaire, à l'appel de la Coalition de la jeunesse de la révolution.

Après la mort d'un manifestant samedi, les heurts ont cessé place Tahrir, épice centre d'affrontements qui ont fait 42 morts en Egypte en une semaine.

"J'étais contre Mohamed ElBaradei, mais en se disant prêt à renoncer à sa campagne, il a prouvé qu'il n'était pas égoïste. Lui aussi est vieux, mais il a l'esprit jeune, pas comme Ganzouri", dit Sarah Fares, 19 ans, étudiante en droit.

"Les Frères musulmans ont un agenda politique, c'est pour ça qu'ils veulent le maintien des élections. Le sang des révolutionnaires n'a pas encore séché à Tahrir et on devrait participer aux élections? Moi, je n'irai pas voter", renchérit Moustapha, un autre manifestant.

Depuis vendredi, des contre-manifestations de soutien à l'armée ont parallèlement eu lieu au Caire rassemblant des dizaines de milliers d'Egyptiens.

Ces rassemblements rivaux font redouter que le scrutin législatif soit émaillé de violences.

Elections jusqu'au 10 janvier

"Nous craignons que ces divergences se transforment en divisions et de là en guerre entre des groupes qui étaient il y a quelques mois un seul bloc appelant à la chute du régime", met en garde le quotidien gouvernemental Al-Akhbar.

La campagne pour les législatives s'est terminée dans les gouvernorats appelés aux urnes lundi, notamment le Caire et Alexandrie.

Quelque 40 millions d'électeurs sur 82 millions d'Egyptiens sont appelés à élire 498 membres de l'Assemblée du peuple (chambre des députés) sur plusieurs étapes, jusqu'au 10 janvier. Dix autres seront nommés par le maréchal Tantaoui.

L'Egypte est découpée en 27 gouvernorats divisés en trois groupes, qui voteront successivement, sur deux tours.

Sur le plan diplomatique, le ministre français de l'Intérieur Claude Guéant a estimé que les autorités égyptiennes devraient faire "autrement l'ordre public et il est temps qu'elles passent le pouvoir aux civils".

Washington avait dès vendredi exhorté les autorités égyptiennes à transférer le pouvoir à un gouvernement de civils.

Le Nouvel Observateur - AFP

<http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2011/11/201111285426716706.html>

Egyptians cast ballots in post-Mubarak polls

Long queues seen outside polling stations amid logistical problems, as country votes in parliamentary elections.

Last Modified: 28 Nov 2011 14:58



There were logistical problems at polling stations, with claims of judges not turning up at the correct place [Reuters]

Egyptians have started casting their ballots in the first parliamentary elections since former president Hosni Mubarak was toppled in a popular uprising earlier this year.

Long queues were seen outside many polling stations amid tight security arrangements as voters flocked to the polls on Monday morning. Voting in this round of the elections last for two days.

Many Egyptians remained worried that there may be outbreaks of violence at polling stations, while others have been concerned that the nation remains polarised over the choice of candidates.

In some parts of the country, there were several logistical problems in the morning, and polling stations had not opened more than an hour after the time scheduled, as ballot papers and the ink used to mark voters' fingers had not arrived.

"The two problems are this, one ballot papers arriving very late, secondly, judges are arriving very late [and] some not even turning up," Al Jazeera's Sherine Tadros reporting from Cairo's densely populated Shubra district said.

Additionally, a ban on campaigning at polling stations has been broken, with members of parties handing out pamphlets and banners.

However, Tadros added: "The mood is very much upbeat. I really have not seen this kind of voter turnout."

Al Jazeera's Rawya Rageh reported from Assiut, one of the most significant governorates in the Upper Egypt region, that there appeared to be an exceptionally high turnout by the standards of the country's previous votes.

"The lines have not stopped outside the polling centres," she said. "If we're judging by the turnout, this has been by all accounts a success."

Women were turning out in high numbers, unusual for such a conservative region, she said.

There were no signs of violence or coercion, she reported, but there were campaign violations as some parties continued to campaign even as voting was underway.

Poor organisation by authorities was also an issue, she said.

High Coptic turnout

High numbers of Coptic Christians were also coming out to cast their ballots, according to early reports from across Egypt.

"They're saying they really want to make their voices heard," Rageh said, noting many Copts were showing up to the polls in Assiut.

While some worry about the Islamist parties' attitude to women's rights, others in the minority group of eight million Coptic Christians are concerned about Egypt becoming an Islamic state.

The community, the Middle East's biggest Christian population, already argue that they suffer of systematic discrimination and they are the target of sectarian attacks.

"During the Mubarak era, all the political parties were suppressed including the Islamic parties," 35-year-old Sami, who works at the St George Coptic church in the northern city of Alexandria, said.

"But now they are free, people here are really worried about these Islamic parties making gains in the election. Not just Hizb al-Nour [the Salafists] but also the Muslim Brotherhood," he added.

'Democracy in action'

Amr Moussa, one of Egypt's presidential candidates, stressed that there is a real appetite for democracy in Egypt.

"This is the beginning of a new era in Egypt, democracy in action. Not in theory, but in action," Moussa told reporters.

Voters on Monday are choosing 168 of the 498 deputies, which will form the new lower house of parliament. The **vote is only the first stage** in an election timetable which lasts until March 2012 and covers two houses of parliament.

In this round, some of Egypt's most populous areas will vote, including Cairo, Alexandria, Assiut, Port Said and Luxor. **Over 50 political parties** are contesting the elections, along with thousands of candidates running as independents.

But the preparations have been marred by a new wave of demonstrations, as protesters continued to occupy Cairo's Tahrir Square to demand the military council that replaced Mubarak hand power to a civilian government.

'Foreign hands'

Egypt's military ruler has warned of "extremely grave" consequences if the country does not pull through its current crisis.

Field Marshal Hussein Tantawi, who heads the governing Supreme Council of Armed Forces (SCAF), claimed on Sunday that "foreign hands" were behind the current turmoil.

In comments carried by the nation's official news agency, Tantawi rejected calls for the SCAF's leadership to step down immediately. Demonstrators had called for their replacement by a "national salvation" government to run the country's affairs until a president is elected.

Tantawi instead promised the creation of a 50-member advisory council that would advise the SCAF.

At least 41 protesters have been killed in nine days of clashes across Egypt and more than 2,000 have been wounded.

The military took power when Mubarak was toppled. It has come under intense criticism for most of the past nine months for its failure to restore security, stop the rapid worsening of the economy or introduce the far-reaching reforms called for by the youth groups behind Mubarak's fall and the ongoing protest movement.

"SCAF at the moment is the spinal cord of Egypt and they are leading the transitional process, there are other people in Egypt that do not support what Tahrir thinks." Emad Mohsen, a member of the so-called silent majority group and former information minister, told Al Jazeera.

The SCAF never set a precise date for transferring authority to an elected civilian administration, only pledging that presidential elections, the last step in the handover process, will be held before the end of June, 2012.

Apparently alluding to the protesters in Tahrir Square, Tantawi said on Sunday: "We will not allow a small minority of people who don't understand to harm Egypt's stability."

Tahrir: Not exactly deja vu all over again

As protesters continue to occupy Tahrir Square, and the military continues the crackdown with impunity, divisions erupt.

Last Modified: 28 Nov 2011 10:17



The military's continued violence against peaceful protesters has not stopped the Tahrir movement [GALLO/GETTY]

Cairo, Egypt - As Egypt prepares for elections, Tahrir Square is a simulacrum of its old self.

The world's largest experiment in the effects of long term exposure to toxic tear gas seems, for the moment, to be winding down, as Egyptians prepare to vote for the first post-Mubarak cabinet. The SCAF and its political allies and bedfellows clearly hope that, as the smoke clears, enough Egyptians outside of Tahrir and other centres of protest will ignore the often grotesque violence visited on pro-democracy protesters and vote in a government that will reinforce - or at least not challenge - the decades-old patrimonial system.

That is surely what is behind this cruel experiment, with the Brotherhood leadership deciding it's better to be an observer rather than a test subject.

But in the square, the effects of constant tear gas exposure on test subjects can now be documented, and while it's produced a lot of injuries, strange flus and sheer exhaustion, it has only hardened attitudes against the SCAF and increasingly towards any political group that is perceived as having sold out the protesters.

Voices stronger than batons and shocks

"They can break my bones, but they can't break my voice, and it's stronger now than before."

So exclaimed Mona Eltahawy, when I unexpectedly ran into her in the lobby of the Intercontinental Hotel not far from Tahrir Square. The award-winning Egyptian-American journalist was seized, badly beaten and sexually assaulted by the military police just a few days ago.

The white casts on each arm acted like beacons, with a parade of well wishers - and even tourists - approaching to offer their support, and if they were friends, to sign her casts.

While talking to Mona, I scanned the room and saw Ramy Essam, the "singer of the revolution", whose song *Irhal* became a global anthem for the audacity of everyday citizens to demand change. Introducing the two of them, it was sadly emblematic of the state of Egypt fewer than 48 hours before an election that once inspired so much hope that the first thing they did was compare the marks of torture - electric shocks on his back, made in the Egyptian museum in March, with the bone-breaking batons on her arms only two days before.

But what was clear for both was that in suffering those beatings, and now inhaling the gas meant to extinguish the spirit of the revolution in time for the election, was that the violence was, in a very real way, cathartic.

Eltahawy couldn't help but agree with the many friends who told her "if this had to happen to someone, you were the one who could handle it best".

As she prepared to return to her home in New York, she couldn't handle all the interview requests coming her way from almost every major news outlet. But she was literally licking her lips at the chance to rain verbal bullets on SCAF and on the Obama administration that has so uncritically supported it - despite the thousands of arrests, killings and torture it has visited upon Egyptians. She wanted to speak out against a system that in a kind of postmodern medievalism imagines that the spectacle of torture, of "making an example" out of those who dare to speak, would display enough of the awesome power that for decades cowed millions of Egyptians into meekly accepting dictatorial rule to keep the system intact after Tuesday.

Lifting up her arms, Eltahawy exclaimed: "This is the stability the Obama administration wants?" It was a rhetorical question.

As leading activists from several human rights organisations joined us, we all agreed that, as with the US strategy in Iraq after the invasion in 2003, the goal was to generate enough chaos that people could not see - or have no time or ability to contest - the attempted manipulation of the still embryonic political system's DNA, so that it remains congenitally weak and obedient to the forces behind whatever democratic facade the elections produce.

Time to leave again

"It's sad that they think they can defeat us this way, but it's stupid," Ramy Essam said, as we walked over to the Meidan, joking about the inevitable smell of tear gas that would soon be upon us (in fact, there was no gas that evening, only the smell of roasting nuts and popcorn).

As he shook his head at the toll of the violence his fellow Egyptians had once again to endure the sound of *Irhal! Irhal!* ["Leave! Leave!"] greeted us at the entrance to the square.

A wan smile appeared on Essam's face. "Sounds familiar" we said at the same time, he in the form of a question, me in the form of a statement; both of us equally sad and unsurprised that ten months after we stood in the same spot cheering Mubarak's departure, we were back in an eerily similar Tahrir. We knew on February 12 that it would likely come to this. There were just too many unfinished pieces of business from that time.



Ramy Essam and Mona Eltahawy have become icons of the Egyptian revolution [Al Jazeera]

Already that evening, as Ramy took the stage to play a final encore of *Irhal* for throngs of celebrating Egyptians, the mood had soured. The solidarity between religious and secular, left and mainstream forces that had defined life in Tahrir for 18 days broke down fewer than 24 hours after Mubarak left, and a group of Salafi youth surrounded the stage, forcibly separated men and women, and then grabbed the microphone and spent well over half an hour haranguing the audience with religious sermonising despite increasingly angry pleas to get off the stage and let Essam perform.

The beautiful vibe that made the square a petite utopia had dissipated, and in its place was suddenly tension, violence, suspicion and self-interest.

And it was a variation of these sentiments that permeated the square Saturday well into the night. The untold thousands of protesters who still mingled in the square at 2:00am were far greater than the numbers that inhabited the square at a similar time of night in February. But the mood was closer to the night of February 12 than February 10, understandably so. Rumours fly each time a siren is heard or shouting erupts.

Scuffles break out across the square with regularity. Tahriris, as the occupiers of the Meidan could be called, like to say that they are there as Egyptians, having left their political affiliation or social views outside Tahrir. But that's not fully the case.

Standing with a friend near the tent of the April 6 movement, the head of the Muslim Brotherhood's main political party entered the square surrounded by dozens of guards and supporters, chanting and speaking through a megaphone.

As the group pushed its way through the crowd towards the April 6 area, a group of the movement's supporters immediately moved towards them, staking out their territory and making it quite clear that they shouldn't think about coming any closer.

The group moved on, making a sharp left towards the more welcoming section of Tahrir in front of the Omar Makram mosque where the political figure spoke for almost half an hour. The crowd wasn't very large, especially compared with the numbers in the square, but it would no doubt make for a good YouTube campaign clip, demonstrating the party's supposed "sympathy" with the protesters - despite its decision not to support the protests.

Better than Gaza

I met up with a friend, one of the founders of the Gaza Youth Breaks Out movement, who had been in Tahrir almost continuously since the outbreak of fighting last Saturday. He is literally in exile in Cairo, as Hamas let it be known in no uncertain terms that, should he return home again any time soon they'd pick him up. For him and a significant number of other Gaza youth

activists who have migrated to Cairo - and now Tahrir - in recent weeks, there is literally nowhere else to be but in Tahrir at this moment.

"There is nothing to do in Gaza now. At least here we can join the struggle," he explained as we wandered through the various tent neighbourhoods of the square.

The feeling of familiarity was hard to escape, but I wasn't sure whether it was similarity to the Tahrir of ten months ago or the various Occupy encampments almost half a world away today that I was feeling. Either way, in the maze of tents and small open spaces a melange of Egyptian society, mostly youth but including the very young and old as well, sat around, made Arabic coffee and tea, engaged in heated arguments and swapped jokes, and strummed guitars and beat drums.

For my friend and his fellow Gazan activists, Tahrir with its tension and tear gas is a far better feeling than he could experience back home. Despite spending the past week at the front lines of Muhammad Mahmoud street fighting the Security Police with neither gas mask nor bandana, Abu Yazan was clearly invigorated by the whole experience.

"At first I was reluctant to join the fight, since this isn't my struggle really. But my Egyptian friends kept encouraging me and finally I threw one rock, and then another, and they kept encouraging me and so I just kept fighting with them. This is nothing compared to Israelis anyway; they don't bother with tear gas in Gaza, they just shoot missiles."

But my friend was worried about the likely electoral victory of the Brotherhood. "I keep telling people I meet, 'I'm from Gaza, and trust me, you don't want the Islamists in power'." It's a message that, not surprisingly, is finding increasing support in Tahrir - given the Brotherhood's self-serving dalliances with SCAF to ensure its electoral victory. But it's also resonant in regions such as Sinai, where residents more routinely come into contact with people from Gaza and are already well aware of the what a religiously dominated political system could mean.

No stages, but looking for a place to play

But even as many people are wiser, there is something far more unsettled about Tahrir on the eve of elections compared with the eve of Mubarak's departure back in February. In a nod to the horrible toll the military - and it's clear that while the Security Police have done the dirty work, the military is behind the violence - has inflicted upon protesters, there are no stages in Tahrir, in order to prevent political groups from using it for rallies or concerts.

Tahrir is filled with people selling things - from revolutionary t-shirts to sunglasses and cotton candy. There seems to be less thoughtful political purpose now, and more of a sense that the main point of being in Tahrir is literally being there. To let the army, the country, and the world know that the force behind the revolution will not allow the revolution to be hijacked, co-opted or tamped down.

But while in February the surrounding areas of Cairo were in fact largely shut down for most of the 18 days of protest, now life goes on even a block from Tahrir as normal. Whether people have learned to adapt to semi-permanent revolution - which would be a good thing, friends say - or have just moved on with their lives - which the SCAF clearly hopes - is still impossible to tell.

At around 1:00am Ramy Essam decided it was finally time to perform again for the first time in this iteration of Tahrir. So we went from the collection of tents inhabited by people from his town of Mansoura, a kind of Mansoura Village in Tahrir, into the main tent area looking for a place to play.

People were chatting amiably and discussing the likely events of the next day. As Essam was tuning up, a young boy suddenly ran past us, and then a group of people, shouting in anger.

I thought it was another attack, but it turned out that someone had caught a couple in a tent apparently engaged in the kind of revolutionary act that is certainly not sanctioned by whoever passes for authority in Tahrir. "This ain't Woodstock," a friend joked, but it was no laughing matter, as about a dozen men dragged the man out of the tent screaming and pushed past us, pulling him into the distance.

Far more dangerous was the position in which the woman found herself, as a crowd of men rushed into the tent and began grabbing and attacking her - so ferocious was the attack that the tent literally collapsed on the men, outlining their constantly shifting forms as they continued to attack her.

Thankfully, the volunteer security forces, with their orange reflector vests, pushed their way in and managed to grab the woman, get her out of the tent and - we hoped - out of Tahrir before anything else happened.

The intensity of the moment was as remarkable, as was the blase attitude of the hundred or so people who stood watching, and quickly returned to their conversations once it was over. And yet only a few feet away in the Meidan, the fight didn't even register with other protesters, who are used to scuffles breaking out without warning.

Ramy, disgusted, put away his guitar and walked back to the Mansoura "village", on whose tents were painted signs like "F*** SCAF" and "Martyrs Made to Order". But worried about the fate of the couple, he soon disappeared to see what happened. He, more than most people, knows what it feels like to lie helpless as blows are rained down on you.

As Tahrir hummed long into the middle of the night, I couldn't help thinking of what Mona Eltahawy wrote only the day before her abduction in what is perhaps the best single article about the plight of Aliaa Mahdy, the young artist who (in)famously published nude photos of herself online as an act of resistance against the continued patriarchy of most every political and social force in Egypt, revolution or no revolution:

"When a woman is the sum total of her headscarf and hymen - that is, what's on her head and what is between her legs - then nakedness and sex become weapons of political resistance."

It seems that message hasn't gotten through to many of the protesters in Tahrir, a place where young men and women certainly enjoy more freedom than they do on a normal street in Cairo, but where crossing the invisible lines of propriety can be as hazardous to your health as a day spent in the midst of whatever kind of tear gas the army has imported from Pennsylvania.

And that is perhaps the problem that haunts the protests in Tahrir.

The revolutionaries behind the overthrow of Mubarak and the continued challenge to the system are some of the most progressive activists anywhere, and the protesters battling the SCAF and its thugs are as brave as any in the world. But no matter who wins the war between the *nitham* - "the system" - and the people, Egypt has a hard and dark road ahead before it can create a truly democratic system that breaks the chains of violence, repression, corruption and patriarchy that have held it down for more than half a century.

"There is no Plan B to the revolution" reads one slogan in Tahrir. Where Plan A takes Egypt is still anyone's guess.

Mark LeVine is a professor of history at UC Irvine and senior Distinguished Visiting Professor at the Centre for Middle Eastern Studies at Lund University in Sweden. He is the author of Heavy Metal Islam: Rock, Resistance, and the Struggle for the Soul of Islam (Random House, 2008), Impossible Peace: Israel/Palestine Since 1989 (Zed Book, 2009) and co-editor, with Gershon Shafir, of Struggle and Survival in Palestine/Israel (University of California Press, forthcoming).

Follow Mark LeVine on Twitter @culturejamming

The views expressed in this article are the author's own and do not necessarily reflect Al Jazeera's editorial policy.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20111128.OBS5498/egypte-ne-pas-prendre.html>

EGYPTE. "L'armée ne veut pas diriger le pays, elle veut garder ses privilèges"

Publié le 28-11-11 à 15:57 Modifié le 29-11-11 à 06:49 par Sarah Diffalah 3 réactions

Jean-Noël Ferrié, chercheur au CNRS, estime que l'armée veut assurer de garder la main mise sur l'économie du pays. Interview.



Au Caire, lundi 28 novembre, des militaires devant un bureau de vote. (AFP/MAHMUD HAMS)

Devant l'indécision des Egyptiens devant les urnes, peut-on penser que ces élections législatives n'ont pas été bien préparées ? L'élection d'une Assemblée constituante comme en Tunisie n'aurait pas été préférable ?

- Cela dépend pour qui. Les Frères musulmans n'ont eu aucun problème. En revanche, les militants pro-démocratie, les libéraux de la place Tahrir, n'ont pas été très efficaces dans la préparation de ces élections. Ils n'ont pas d'implantation, ni d'infrastructures, ni de

ramifications à l'intérieur de la société. Même si on avait repoussé les élections, je ne pense pas que leur situation aurait évolué.

Pouvait-on vraiment les repousser ? Hosni Moubarak a été chassé du pouvoir en février dernier. Les élections interviennent au bout de dix mois. Franchement, si on veut tenir un agenda électoral réel avec un retour à la société civile, il aurait été difficile de repousser les élections.

Une Assemblée constituante est utile pour faire une nouvelle constitution, mais ce n'est pas obligatoire. Je pense au contraire que pour assurer la stabilité du pays, il est préférable de désigner un véritable Parlement avec un mandat. Mais c'est un processus défavorable aux militants pro démocratie.

Quels sont les grands acteurs de cet enjeu électoral et quelles sont leurs stratégies politiques ?

- Les Frères musulmans ont une stratégie politique assez simple. C'est d'être, si ce n'est majoritaire, d'avoir le groupe le plus important au Parlement pour faire en sorte que le gouvernement se fasse autour d'eux et pour peser assez lourdement sur le processus constitutionnel. Ils voient la cagnotte arriver après des dizaines d'années politiques où ils n'ont jamais rien eu.

Pour les militaires, l'enjeu est que tout se passe bien et pouvoir quitter le pouvoir en ayant leurs statuts préservés. Je ne pense pas qu'ils ont la volonté de se proroger au pouvoir sur la mode des sud-américains par exemple.

Les notables veulent eux conserver leur notabilité et les rentes qui vont avec. L'Egypte a toujours été un pays où les élections se sont faites par et autour des notables. La question est de savoir aujourd'hui comment ils vont réussir à rappeler leur clientèle électorale, dans quel parti et avec qui ils feront l'élection.

Pour les autres partis politiques, très peu visibles, il va s'agir d'augmenter le nombre de leurs représentants au Parlement et de bénéficier de l'ouverture politique.

Pour les pro-démocratie de la place Tahrir, il n'y a pas d'enjeu. Pour eux, les élections sont une perte car ils ne sont pas en mesure de figurer dans le nouveau Parlement.

Les Frères musulmans sont les favoris de ce scrutin. Pensez-vous qu'un vote en leur faveur signifie une réelle approbation de leur programme ou s'agirait-il d'un vote sanction vis-à-vis de l'ancien régime ?

- Avant tout, je ne pense pas que ce soit un vote contre l'armée. Cette dernière était dès le départ dans une situation d'accord avec les Frères musulmans. L'agenda électoral, tel qu'il est apparu depuis les premières réformes constitutionnelles, a été soutenu par les Frères musulmans.

Ensuite, c'est vrai que le parti n'a jamais été compromis, c'est de fait un vote sanction contre la corruption qui a marqué la vie politique égyptienne depuis la période de Anouar al-Sadate.

Mais, il y a aussi un effet d'adéquation. Les Frères musulmans proposent l'islam, la moralité liée à la religion et une intervention nouvelle sur la question sociale. Ce sont les préoccupations de la plupart des Egyptiens. Dans cette situation d'offre électorale, finalement restreinte, il est normal que l'électorat se porte naturellement vers les Frères musulmans.

D'autant plus qu'ils ont mené une campagne efficace sur le terrain...

- Ils ont en effet assuré une campagne de fond sur le terrain avec une présence associative et sociale réelle. Ils proposent des solutions simples, parfois simplistes. Ils offrent un modèle de respectabilité qui contraste avec la période précédente.

Les Egyptiens vont-ils se mobiliser ?

- Il n'y a aucun doute pour ceux qui vont voter pour les Frères musulmans ou pour les notables locaux. Il devrait donc y avoir davantage de personnes aux urnes. Il faut savoir qu'on part de très bas. A l'époque de Hosni Moubarak, alors même qu'il était de notoriété publique que les chiffres étaient truqués, la participation ne dépassait pas 50%. Il faudra aussi veiller à ne pas faire de comparaisons qui n'auraient aucun sens.

L'armée essaye-t-elle de manœuvrer pour garder le pouvoir ?

- Je pense que les militaires ne souhaitent pas être écartés et veulent garder les privilèges qu'ils ont toujours eu. L'armée veut pouvoir bloquer ce qui va contre ses intérêts corporatistes. Par exemple, l'armée est très présente dans le secteur économique (l'armée détient environ 30% de l'économie, ndlr), elle a un secteur économique qui lui est propre, et un budget conséquent. Et vu la situation révolutionnaire, elle préférerait éviter des procès à son encontre ou des limogeages. Mais, contrairement aux idées reçues elle ne veut pas de rôle politique, ni diriger le pays.

Quel héritage politique a laissé Hosni Moubarak ?

- Il y a des anciens du régime non recyclables. Mais on peut imaginer qu'il y ait des personnes associées au régime ou encartées au PND (parti au régime sous Hosni Moubarak), compétentes et qui pourraient jouer un rôle dans le futur Etat. Il ne faut pas oublier qu'être au PND était le seul moyen de pouvoir participer à la vie politique. Aujourd'hui encore, les anciens du PND sont au pouvoir. Celui qui dirige le gouvernement actuellement, Kamal el-Ganzouri, était l'ancien Premier ministre d'Hosni Moubarak.

Et pourtant, le rejet populaire est beaucoup moins fort que celui contre les militaires...

Le rejet n'est pas nécessairement généralisé, il est nominal. On est sur un régime qui a duré une trentaine d'années et tout le monde, y compris les oppositions légales, est compromis avec l'ancien régime. Et ils ont besoin les uns des autres...

Ces élections peuvent-elles bouleverser la stabilité régionale ?

- Je ne vois pas de grands bouleversements. L'un des reproches fait à Hosni Moubarak était d'être trop attentiste vis-à-vis d'Israël. Le prochain gouvernement va sans doute être beaucoup plus réservé, plus froid. Mais, vu la politique dans laquelle s'est enfoncée Israël, même Moubarak auraient refroidi ses relations.

Les nouveaux dirigeants auront fort à faire en politique intérieure. Depuis plus de dix mois, la situation économique et sociale ne s'est pas améliorée, et s'est même dégradée.

Interview de Jean-Noël Ferrié, directeur de recherche spécialiste de l'Égypte au CNRS par Sarah Diffalah.

(le lundi 28 novembre 2011)

<http://www.abc.es/20111129/internacional/abcp-masiva-afluencia-urnas-egipto-20111129.html>

Internacional

La masiva afluencia a las urnas en Egipto apaga las protestas de Tahrir

Las largas colas, el caos y algunas irregularidades marcan unas elecciones en las que los islamistas parten como grandes favoritos

PAULA ROSAS / CORRESPONSAL EN EL CAIRO

Día 29/11/2011

Muy pocos se esperaban lo que sucedió ayer en Egipto. Tras una semana de disturbios y protestas contra la Junta Militar que gobierna de facto el país, los egipcios acudieron ayer de forma masiva a votar en las primeras elecciones democráticas de las últimas décadas. Con ilusión, con alguna preocupación, pero, sobre todo, con la esperanza de que el país consiga pasar finalmente la página negra de la dictadura, los egipcios soportaron ayer con paciencia colas de hasta tres horas para depositar su voto y elegir un primer Parlamento representativo. Las irregularidades, tan presentes en los años de Mubarak, tampoco faltaron a su cita con las urnas.

Desde primera hora, cientos de personas aguardaban en línea en los colegios electorales bajo la vigilancia de la Policía y el Ejército. La Junta Militar había asegurado que los soldados protegerían los centros de voto para tranquilizar a todos aquellos que pudieran sentirse intimidados y para controlar a posibles alborotadores. Poco trabajo tuvieron, sin embargo. Salvo pequeñas excepciones, la jornada se vivió en paz. En la gran mayoría de los casos la principal tarea —si no la única— de los soldados fue la de hacer de escudos humanos para evitar que los más impacientes logaran colarse.

«Hoy es el primer día del nuevo Egipto» nos aseguraba la septuagenaria Fawziya Said. Sentada en un pequeño taburete en el patio del colegio Mansuriya, en el popular barrio de Sharabiya, la mujer se abanicaba con un folleto de propaganda electoral de los Hermanos Musulmanes, mientras comentaba con las vecinas los procedimientos para votar. Ninguna lo tenía muy claro. «Todos los egipcios tenemos que estar unidos ahora. Hemos esperado mucho, pero, si Dios quiere, todo va a salir bien», confiaba.

La formación política de la Hermandad —Libertad y Justicia— parte como gran favorita de esta yincana electoral que comenzó ayer pero que no finalizará hasta el 10 de enero de 2012, ya que se celebra en tres fases. El Bloque Egipcio, con formaciones como el Partido Socialdemócrata y sobre todo el de Los Egipcios Libres —liberales—, se presenta como la alternativa con más posibilidades de plantar cara al voto islamista, concentrado en dos

grandes coaliciones: la Alianza Democrática, que engloba a la Hermandad, y la Islamista, de los más radicales.

Las irregularidades, más propias de la urgencia con la que se han organizado estos comicios que de un plan orquestado, fueron la única nota que empañó la jornada. La falta de cultura democrática es evidente.

Ayer, a las puertas de un colegio electoral del barrio de Shubra, una camioneta con grandes altavoces ignoraba la prohibición de hacer campaña y pedía el voto para el candidato Mahmud el Arabi. Otro vehículo cargado con cajas de comida esperaba para ser repartida entre posibles votantes. Sentadas en un café frente al centro electoral, unas mujeres en grupo aguardaban una oferta por su papeleta. Romani Arian, un observador del partido de Los Egipcios Libres, no les quitaba ojo. «Los votos suelen costar unas cien libras (12 euros). Es normal que los venda la gente que no tiene nada», reconocía frustrado el joven.

Desde los abarrotados colegios electorales de El Cairo, la plaza Tahrir parecía ayer un lejano recuerdo. La protesta que durante diez días ha mantenido el país en vilo con su desafío a la Junta Militar vivió ayer la jornada electoral con tranquilidad y poca concurrencia. Parte de su «núcleo duro» ha boicoteado los comicios, pero la masiva afluencia de los egipcios a las urnas parece haber sofocado el grito de la manifestación.

«No niego que la gente de Tahrir no tenga razón en muchas cosas», reconocía ayer en el adinerado barrio de Zamalek Yailan Heshmat, gerente de una agencia de viajes, «pero no creo que hayan elegido un buen momento para protestar. Apenas tenemos Policía, los militares son los únicos ahora mismo que pueden proteger el país, y sería una traición si nos abandonaran en este momento». A las diez y media de la mañana, Heshmat llevaba ya más de dos horas en una cola que daba la vuelta a varias manzanas.

Dentro, el rostro de Suhir Tassis no podía expresar más felicidad. Reconocía que no sabía muy bien qué es lo que tenía que hacer, qué papeleta correspondía a las listas abiertas y cuál a las cerradas. Pero una vez introducido el voto en la urna —«a los Egipcios Libres, por supuesto»—, Tassis mojaba el dedo meñique en la tinta indeleble y lo mostraba orgullosa a la concurrencia. «Tengo 67 años y esta es la primera vez que voto. No hay palabras para expresar la emoción que siento ahora mismo. Estoy orgullosa por mi país y optimista por el futuro», aseguraba mientras se abría paso entre la multitud para abandonar el colegio.

<http://www.aljazeera.com/indepth/features/2011/11/201111284912960586.html>

Egypt's 'Ultras' pitch in at Tahrir protest

Group of ardent football fans have swapped the stadium for the protest lines, often spearheading clashes with police.

Malika Bilal Last Modified: 29 Nov 2011 14:03

The Ultras prefer to keep their identities secret, presumably to avoid unwanted police attention [Malika Bilal]

CAIRO, Egypt - Not much is known about their organisation, but their presence is an accepted fact of Egyptian society. Most of them lack formal military training, or any training at all.

These are the Ultras, a group whose battle, usually reserved for the football stadium, has moved to the front line in the fight between anti-military protesters and government security forces in Egypt.

Often characterised as hooligans, the Ultras have been blamed for violence at football matches and are prone to clashes with police forces.

Even so, the membership in the group is a hard-won badge of honour for the young men gathered in Cairo's Tahrir Square.

"It's a way of life. You don't just become one. You aren't converted. You have to be an Ultra from within," said Ahmed, a Cairo native and Ultra member who only agreed to an interview if his real name and appearance were not revealed.

The Ultras are notoriously media shy, even "anti-media", according to Ahmed. He said they prefer to keep their identities secret, presumably to avoid unwanted police attention.

Angry response

Ahmed is perched on the edge of a low stone wall, just to the south of Tahrir Square.

He and his fellow Ultras have pitched a number of tents there for their prolonged sit-in, along with thousands of other protesters demanding an end to military rule in the country.

Like many of the tents in the area, the Ultras' lodgings are reinforced against the biting November wind with layers of blankets.

Their camp is set apart, however, by hastily sketched graffiti on the tents that proclaims their beliefs for those who know the code.

"A-C-A-B," Ahmed said, reading aloud the red etchings on the outside of his tent. "All cops are bastards," he explained.

According to Ahmed, the abbreviation is a motto for Ultras clubs around the world.

The phrase has particular meaning in Egypt, a country in which the police force is viewed with distrust and even outright loathing.

"Police are paid every month to serve us and help us and protect us, not to oppress us," he said.

"I'm supposed to know when I go to a cop about a threat or harassment that I will get help, but that never used to happen. They should know they are here to serve us."

It is sentiments such as this that brought hundreds of Ultras to central Cairo on November 19, the day Egyptian riot police entered Tahrir to forcibly disperse a sit-in by relatives of victims killed during the country's January uprising.

The use of force by the riot police, known as the Central Security Forces (CSF), sparked an angry response from protesters and erupted into nearly a week of deadly clashes.

'Common sight'

The Ultras have stood at the forefront of recent clashes with security forces. In many cases, they were armed with rocks, petrol bombs and firecrackers.

"The Ultras are here. I know that because they're the only ones facing the CSF with force while singing their hymns," protester Mosa'ab Elshamy wrote on Twitter on the first day of clashes.

It is part of the Ultras code to remain anonymous to non-members. Dressed in a uniform of skinny jeans, neck scarves and hooded sweatshirts pulled tight over their heads, the Ultras in Tahrir could go unnoticed to those unfamiliar with their habits.

As clashes between protesters and police erupted on the side streets of Tahrir Square last week, the Ultras stood together, chanting their team songs and shooting fireworks and other incendiary weapons.

Elshamy, a photographer and activist, was in Tahrir when he noticed the arrival of the football fanatics. They had come to confront a police force armed with rubber bullets and tear gas.

"They stayed there in the square almost through 100 hours of fighting," Elshamy said. "It's easy to notice them because of their use of Molotov cocktails, their extreme courage and recklessness, their chants. They became a common sight."

'Survival mechanisms'

The Ultras gained recognition during the January uprising that led to the fall of former president Hosni Mubarak.

According to witnesses, their presence was felt most significantly at the forefront of daily street battles. They also banded together to protect neighbourhoods against looting and crime.

"Before the revolution [the Ultras] were confined to stadiums, so people didn't know much about them," Elshamy said.

Egypt's ultras lead chants in Cairo's Tahrir Square [Al Jazeera]

"After the revolution a lot of perspectives changed about them and they became really popular. They were described as those courageous guys."

The Ultras movement came to Egypt in 2007. Although the group has existed outside the country for decades, its international origin is disputed.

From Italy to Serbia, these football fan clubs are known for their signature colour-coded symbols, taunting chants and fireworks displays at games.

Their antics are designed to show the utmost support for their team and intimidate the opposing side.

Elshamy attributed the Egyptian Ultras' willingness to confront security forces with their "long history with police".

That history, said Rabab El-Mahdi, an assistant professor of political science at the American University in Cairo, is due in part to what she called "clear class confrontations".

"Since the Ultras were created, they were always targeted by state security. They are seen as a mob or as hooligans," El-Mahdi said.

"So they developed skills that none of the middle class was forced to develop. Plus they come from backgrounds where such skills are needed on daily basis just as survival mechanisms."

She added that as long as Egypt's security apparatus remained intact, violent confrontations would continue.

"The skills they developed in dealing with police came in very handy and it comes in handy every time there is a direct confrontation," El-Mahdi said.

'Nothing easy'

Ultras member Ahmed is also careful to explain that he and his "brothers in blood" do not attack first.

"An Ultra doesn't attack anyone," Ahmed said. "We're a watchdog for the truth. Any unfairness that we spot, within the state or anywhere, we have to stand up for what is right."

"The personality of an Ultra places you at the front line because you are defending a cause"

- Ahmed, an Ultras member

Still, he was steadfast that the Ultras are far from a political group.

"We don't have any political direction. Whenever we go to a strike or a demonstration, we do it on an individual basis. We don't announce it. We are just here as humans. As Egyptians," Ahmed said.

"On Saturday, initially we came individually. But then we found because we have similar beliefs we went straight to the front line and there were our brothers to the left and right.

"The personality of an Ultra places you at the front line because you are defending a cause."

The responsibility has come with a toll, however. One of the Ultras was killed during the recent clashes, and several others have been wounded.

Still, Ahmed said he will continue to protests for as long as is necessary.

"There is nothing easy in life," he said, gesturing toward the muddy field where his tent was pitched against the cold wind and the scent of weeks-old rubbish. "We have to suffer and sacrifice until we achieve."

http://economia.terra.com.co/noticias/noticia.aspx?idNoticia=201111291709_RTL_MAE7AS0EQ

Estallan nuevos disturbios en la plaza Tahrir de El Cairo

29 de Noviembre de 2011 • 12:09hs

EL CAIRO (Reuters) - Hombres no identificados empuñando palos aparecieron el martes en la plaza de Tahrir de El Cairo, que está ocupada por los manifestantes que demandan el fin del régimen militar, dijo un testigo de Reuters.

La página web del diario independiente Al Masry Al Youm dijo que se produjeron peleas cuando algunas personas intentaron echar a los vendedores callejeros, que han estado despachando a los manifestantes acampados en Tahrir durante más de 10 días.

Egipto votaba el martes en el segundo día de unas elecciones parlamentarias que los islamistas esperan que les acerquen al poder, pese a que los generales del Ejército que tomaron el relevo de Hosni Mubarak en febrero aún no se han apartado del poder.

La junta militar dijo hoy que esperaba que la participación en la primera fase de las elecciones superara el 70 por ciento.

<http://lta.reuters.com/article/worldNews/idLTASIE7AS0NI20111129>

Disturbios cerca plaza Tahrir, egipcios lanzan bombas molotov

martes 29 de noviembre de 2011 19:51 GYT

Por Lily Grimes

EL CAIRO (Reuters) - Jóvenes egipcios lanzaron bombas molotov y dispararon armas de fuego el martes en enfrentamientos cerca de la plaza Tahrir en El Cairo, donde manifestantes acampan para exigir el traspaso del poder militar a los civiles, dijeron testigos.

Uno de los organizadores de la protesta dijo que el problema comenzó cuando un grupo no identificado intentó entrar en la plaza. Medios estatales reportaron que los choques fueron entre manifestantes y vendedores ambulantes, pero eso no fue verificado de forma independiente.

Al menos 10 disparos se escucharon cuando la refriega estalló cerca del Museo egipcio en un extremo de la plaza, donde los manifestantes se han mantenido pidiendo la salida de los generales de las fuerzas armadas que reemplazaron a Hosni Mubarak en febrero.

Dos manifestantes sufrieron lesiones en los ojos por los hechos de violencia, reportó la agencia estatal de noticias MENA. Testigos vieron una ambulancia en la zona.

La violencia quebrantó dos días pacíficos de votaciones en la primera fase de las elecciones parlamentarias, las primeras desde que Mubarak fue derrocado.

La plaza, donde los manifestantes han estado acampando desde el 18 de noviembre, había estado en calma durante varios días.

La semana pasada, las calles que la circundan fueron escenario de unos de los peores incidentes de violencia desde la salida de Mubarak que dejaron 42 muertos en El Cairo y en otras partes durante protestas contra el Gobierno liderado por militares.

Los manifestantes dicen que los generales están tratando de manipular su posición para conservar el poder y sus privilegios. Los militares han replicado que van a entregar el poder a un presidente electo a mediados del 2012.

(Reporte adicional de Reuters Television, Dina Zayed, Ali Abdelatti y Peter Millership; escrito por Edmund Blair y Tom Perry; Editado en español por Silene Ramírez)

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20111129.REU3940/jets-de-cocktails-molotov-place-tahrir-au-caire.html>

Coups de feu et jets de cocktails Molotov place Tahrir

Publié le 29-11-11 à 23:01 Modifié à 23:30

LE CAIRE (Reuters) - La place Tahrir du Caire a résonné mardi soir de coups de feu d'origine indéterminée et d'explosions de cocktails Molotov, ont dit des témoins sans pouvoir expliquer l'origine des affrontements.

Selon Mohammed al Saïd, représentant d'un des mouvements à l'origine de l'occupation de la place emblématique du Caire, des jeunes ont tenté de s'infiltrer parmi les manifestants qui demandent le transfert du pouvoir aux civils.

La télévision officielle rapporte que les échauffourées ont opposé des vendeurs ambulants à des jeunes manifestants.

Au moins dix coups de feu ont été entendus près du Musée égyptien, sur la place Tahrir. Deux manifestants sont blessés à l'oeil, selon l'agence de presse officielle Mena.

Les manifestants ont mis sur pied un service d'ordre pour "protéger les gens et les familles" des jeunes casseurs, a dit Mohamed al Saïd à la télévision publique.

Des manifestants campent place Tahrir depuis le 18 novembre pour demander le transfert des pouvoirs aux civils. Leur mobilisation a donné lieu à des affrontements sans précédent depuis le renversement d'Hosni Mubarak qui ont fait 42 morts.

A l'inverse, la première phase des élections législatives lundi et mardi, s'est déroulée dans le calme.

Reuters Television et Dina Zayed, Guy Kerivel, Jean-Philippe Lefief et Clément Guillou pour le service français

Petrol bombs thrown near Cairo's Tahrir Square

By Lily Grimes

CAIRO | Tue Nov 29, 2011 4:51pm EST

(Reuters) - Egyptian youths threw petrol bombs and fired guns in clashes on Tuesday near Cairo's Tahrir Square, where protesters have been camped out demanding the military hand over power to civilian rule, witnesses said.

An organizer of the sit-in protest said the trouble started when an unidentified group had tried to enter the square. State media said the clashes were between protesters and street vendors but this could not be independently verified.

At least 10 shots were heard as the trouble flared near the Egyptian museum at one end of the square, where protesters have been urging the departure of the army generals who replaced Hosni Mubarak in February.

Two protesters suffered eye injuries in the violence, the state news agency MENA reported. An ambulance was seen driving into the area.

The violence disrupted what had been two largely peaceful days of voting in the first phase of a parliamentary election, the first since Mubarak was ousted.

The square, where the protesters have been camped out since November 18, has been calm for several days. Last week, roads around Tahrir were the theatre for some of the worst violence since Mubarak was toppled: 42 people killed in Cairo and elsewhere in violence triggered by protests against the generals.

The protesters say the generals are trying to manipulate their position to preserve power and privilege. The generals say they will hand power to an elected president by mid-2012.

SECURITY GROUPS

The television footage showed petrol bombs arching through the night sky and exploding on the road by the Egyptian museum and close to the protesters' encampment.

Mohammed al-Saeed, speaking to Egyptian state television, said the protesters had organized volunteer security groups "to protect people and families in the square" from the youths.

It was unclear who threw the petrol bombs and who fired the shots and what motivated them, but state television said earlier clashes had involved street vendors.

In an earlier sign of tensions in the square, scuffles had flared between dozens of street vendors who have been selling goods to the protesters camped out there.

The flare-up prompted medics working in the square to step in to stop the scuffles, they said. Some of those involved in the brawl wielded sticks and vendors' stalls were damaged.

(Additional reporting by Reuters Television, Dina Zayed, Ali Abdelatti and Peter Millership; Writing by Edmund Blair and Tom Perry; Editing by Andrew Roche)

<http://www.levante-emv.com/internacional/2011/11/30/disturbios-tahrir-manifestantes-comerciantes/861104.html>

Disturbios en Tahrir entre manifestantes y comerciantes

Más de un centenar de personas han resultado heridas tras los choques registrados en la plaza cairota

Las protestas en Tahrir no cesan a pesar de las elecciones. REUTERS

EFE / EL CAIRO Al menos 108 personas resultaron heridas anoche en los choques registrados en la plaza cairota de Tahrir entre manifestantes y supuestos vendedores ambulantes, informó hoy a Efe el portavoz del Ministerio de Sanidad de Egipto, Mohamed al Sharbini.



Al Sharbini precisó que 33 de los heridos fueron ingresados en centros sanitarios, mientras que 40 recibieron tratamiento en el acto y 35 en hospitales de campaña.

En declaraciones a Efe, fuentes policiales señalaron que los enfrentamientos se desencadenaron cuando los manifestantes expulsaron sin un motivo aparente a los vendedores ambulantes, cuyo número aumentó mucho en los últimos días en Tahrir.

Sin embargo, según testigos citados anoche por la agencia de noticias estatal MENA, los choques fueron motivados por la negativa de algunos vendedores a mostrar sus carnés de identidad cuando los manifestantes se lo exigieron para asegurarse de que entre ellos no había matones o delincuentes infiltrados.

En señal de protesta, los vendedores comenzaron a lanzar piedras y botellas vacías contra los manifestantes, apuntaron los testigos.

Uno de los activistas que permanece en la plaza, Ahmed Siyam, explicó a Efe que el ambiente empeoró en Tahrir desde que algunos vendedores empezaron a pedir dinero y vender droga en la zona, por lo que fueron expulsados, a lo que respondieron atacando a los activistas.

Las fuentes policiales no descartaron que los enfrentamientos vuelvan a reproducirse. Desde el pasado 19 de noviembre, la plaza de Tahrir es escenario de una protesta para pedir que la Junta Militar abandone el poder inmediatamente.

La semana pasada, en los alrededores de la plaza y del cercano Ministerio del Interior se vivieron duros enfrentamientos entre la policía y los manifestantes, que causaron 42 muertos y miles de heridos.

REPORTAGE. Le choc des deux Egypte

Créé le 30-11-2011 à 12h41 - Mis à jour le 01-12-2011 à 14h22

Par Le Nouvel Observateur

Le pays est désormais divisé entre les partisans d'un retour à l'ordre et ceux qui dénoncent la dictature des militaires et boycottent les urnes. Par Claude Guibal.



Campement des irréductibles, place Tahrir (Bela Szandelszky/AP/SIPA)

De notre envoyée spéciale au Caire,

L'eau a raviné le terre-plein central, creusé des sillons sales et jaunâtres dans lesquels flottent des mégots. Hier, le ciel a craché des trombes sur Tahrir. Ce matin, Khaled Radwane n'est pas allé voter. Sur la place transformée en bourbier, enveloppé dans sa couverture comme quelques centaines d'autres, il n'a pas bougé. Buté. Puis, à 8 heures du matin, alors que les files d'attente s'allongeaient, inédites, devant les bureaux de vote de la capitale égyptienne, il est allé se coucher, avec, en bouche, le goût amer d'une révolution en fuite.



Place Tahrir, sous la pluie (Bernat Armangué/AP/SIPA)

"Une dictature militaire"

"J'en ai rêvé, de ces élections. Mais on ne peut pas croire qu'il sortira quelque chose de bon d'un scrutin organisé par une dictature, dit-il. Le Scaf [Conseil suprême des forces armées, ndlr] est une dictature militaire ! Il avait promis d'être le protecteur de la révolution, il ne nous a amené que des procès militaires [plus de 12 000 civils entendus en dix mois] et les islamistes qu'il va mettre au pouvoir. On voulait une Constitution, on voulait un pays

débarrassé de la pourriture des années Moubarak. Rien n'a changé et je me demande même si ce n'est pas pire."

Dans la chambre qu'il occupe chez ses parents, près des Pyramides, ce commercial au chômage de 32 ans a posé un sac. A l'intérieur, des douilles, des cylindres de gaz, ceux qui ont été balancés jour et nuit, une semaine durant, dans la rue qui mène de Tahrir vers le ministère de l'Intérieur. Khaled y a vécu l'enfer, cet enfer de fumées toxiques qui s'est abattu sur le centre du Caire, s'insinuant dans les appartements, faisant tousser les Egyptiens même à 1 kilomètre de là, alors que sur Tahrir tombaient les jeunes révoltés, les chabab. Quarante et un morts en une semaine d'affrontements avec la police.

Khaled appelle ça "la bataille de la rue Mohamed-Mahmoud", énième chapitre d'une épopée qui s'écrit depuis le 25 janvier, geste fondatrice de l'Egypte post-Moubarak. Une bataille absurde, une guerre de position, "alors qu'il suffisait juste de contourner le pâté de maisons pour s'approcher du ministère", note un habitant du quartier, encore sonné par la violence des affrontements.



Affrontements entre jeunes Egyptiens et policiers, le 23 novembre, aux abords de la place Tahrir (AFP PHOTO / MAHMUD HAMS)

Les chabab de Tahrir

Dans son sac à trophées, des articles de journaux parlent de ces garçons morts asphyxiés. Ou d'Ahmed Harara, ce dentiste qui a perdu un oeil pendant la révolution et un autre la semaine dernière. Exit les stars de ciné, les roucouleurs des radios. Les héros de l'Egypte, ce sont eux désormais, les chabab de Tahrir. Ceux que les télés étrangères interviewent au milieu des figures libérales, des vieux militants socialistes, des jeunes révolutionnaires gauchistes branchés sur Facebook, de tous ceux qu'on avait déjà vus là en janvier et qui continuent eux aussi de dire non aux militaires, obstinément."

Des petites racailles, voilà tout !" Derrière son comptoir en bois, Nadia, 65 ans, tape du poing. A Mounira, tout le monde connaît cette maîtresse femme qui tient avec son époux Islam ce commerce niché au pied d'une enfilade de marches branlantes. Lors de la guerre du Kippour, "la guerre d'Octobre" comme on l'appelle ici, Nadia et Islam étaient dans l'armée, qu'ils ont quittée après s'être mariés. "L'armée, c'est la discipline ! C'est la seule capable de nous guider dans le chaos ! tempête Nadia. Les gens sont immatures, incapables de se prendre en main. Il faut que ça file droit pour qu'on s'en sorte !"



De jeunes irréductibles sur la place Tahrir criant des slogans contre l'armée (Bela Szandelszky/AP/SIPA)

Un Premier ministre "docile"

De fait, dix mois ont passé depuis la chute du raïs, et toujours pas de président, ni de Constitution, ni de Parlement. Fini le gouvernement d'Essam Sharaf, dont la démission a enfin été acceptée par le Scaf, sous la pression de Tahrir. Pieds et poings liés par les généraux, Essam Sharaf avait plus d'une fois avoué son impuissance.

Des jours durant, le Scaf a consulté. Ont circulé les noms de Mohamed ElBaradei, le clairvoyant mais impopulaire prix Nobel de la paix, celui d'Amr Moussa, l'ex-secrétaire général de la Ligue arabe, d'autres encore. Tous ont refusé le poste, exigeant de vraies prérogatives. En répondant à la colère de Tahrir par la nomination de Kamal al-Ganzouri, ex-Premier ministre de Hosni Moubarak de 1996 à 1999, les militaires ont fait comprendre qu'il n'en était pas question. C'est ce jour-là que Khaled a décidé de ne pas aller voter : "Il est clair désormais que l'armée n'a pas l'intention de rendre le pouvoir. Elle nomme des gens qui lui seront dociles."



Le nouveau Premier ministre égyptien, Kamal al-Ganzouri (APAIMages / Rex Feature/REX/SIPA)

"Culture du martyr"

Dimanche, Khaled a zoné entre la place et les bureaux du Premier ministre devant lesquels campent une centaine de personnes, pour en empêcher l'accès. "De toute façon je n'ai rien d'autre à faire." Dimanche, c'est encore là qu'un garçon est mort, heurté par un camion de la police venu dégager les manifestants. Penchés sur leurs téléphones portables, un groupe de jeunes regardent la vidéo sur laquelle on le voit perdre son sang, transporté par la foule.

Ils sont venus d'Agouza, de l'autre côté du Nil. Ils portent encore les stigmates des jours de combat, ces taches blanches sur leurs vêtements laissées par les mixtures concoctées à base de levure dont s'aspergent les combattants pour lutter contre les gaz. C'est à qui arborera, fier, le plus gros pansement. Pendant les dernières nuits de folie, ce sont eux qu'on a vus repartir sans cesse au combat, au milieu des Ultras, supporters des clubs de foot, gros bras castagneurs qui jouent en première ligne à chaque bataille.

Les nuits, tous se ressemblent, jean bas sur les hanches, foulard sur la tête, masque de chirurgie, distribué à l'entrée de la place, ou masque à gaz made in China vendu 3 euros. L'uniforme et ses accessoires. "On voit se mettre en place une culture du martyr", constate Moaz Mahmoud, chercheur à l'Arab Reform Initiative. Comme Khaled, ils sont drogués à la révolution. Shoot d'adrénaline, mieux encore que la colle qui se snife, pour 1 euro le demi-kilo, sous les ponts de leur quartier. Les enjeux politiques de la révolution les dépassent un peu. Mais pas l'envie de casser du flic.

Tahrir à gauche, Abbaseya à droite

"Ils feraient mieux de se mettre au travail", s'enflamme Nadia la commerçante. Lundi, elle pensait ne pas aller voter, perdue devant la complexité du mode de scrutin. Elle y est allée quand même, galvanisée par les images de la contre-manifestation qui s'est tenue vendredi dernier, en soutien au Scaf, sur la place Abbaseya, tout près du QG des forces armées. Sur l'écran de la télévision nationale ce jour-là, coupé en deux, Tahrir à gauche, Abbaseya à droite, la majorité silencieuse a vu qu'elle n'était pas seule à ne plus supporter "ceux de la place". Un client entre dans la boutique, la soutient : "Ils ne sont pas les seuls à avoir fait la révolution ! Nous aussi, nous étions sur Tahrir en janvier. S'ils veulent que l'armée s'en aille, ils n'ont qu'à voter. Une fois qu'on sera au bout du processus, l'armée partira ! Mais il faut que ça s'arrête, ces demandes exagérées. Regardez ce chaos !"

Dans les provinces, c'est pire encore. Chacun est persuadé que les révolutionnaires sont payés par les classiques comploteurs, Israël et les Etats-Unis qui, ils en sont sûrs, cherchent à anéantir l'Egypte. "Sinon, comment pourraient-ils se permettre de passer autant de temps à manifester ?" demande-t-on dans les rues de Medinet al-Fayoum, le chef-lieu de l'oasis voisine du Caire. La propagande de la télévision d'Etat, qui fait de Tahrir un nid d'hommes de main, d'espions à la solde de mains étrangères et de morveux nantis, nourris au KFC et biberonnés à internet, fonctionne. Les commerçants, les petits chefs d'entreprise se liguent contre ce noyau dur qui entretient l'instabilité.



Les urnes emportées sous bonne garde, le soir du premier jour des élections, lundi 28 novembre (ODD ANDERSEN / AFP)

Victoire temporaire

D'autant que l'heure est grave : les économistes disent l'Égypte au bord de la cessation de paiement. Une catastrophe alors que le pays est largement dépendant alimentairement de ses importations. Il lui faut acheter du blé, des millions de tonnes de blé. Et avec quel argent, alors que les généraux n'ont accepté aucune des aides ou prêts proposés par la communauté internationale depuis la chute de Moubarak ? Hussein Hegazi tripote sa barbe noire. Sur sa veste, le badge de Justice et Liberté, le parti créé par les Frères musulmans, pour lequel il observe le bon déroulement du scrutin au bureau de vote de Qasr el-Nil. Il a fait la révolution, mais désormais Tahrir est loin.

"Les Frères sont des serpents, ils retournent leur veste deux fois par jour", siffle, furieux, Alfred Raouf, irréductible de Tahrir qui a combattu à leur côté lors de la révolution de janvier, mais ne leur fait plus confiance. "Ils n'ont fait que négocier avec l'armée pour leurs propres intérêts." Sur la place, ces derniers jours, les barbes étaient là, certes, mais celles des salafistes, plus que des Frères, dont seuls quelques membres sont venus, à titre individuel, défier l'armée. Car la confrérie, elle, a obtenu ce qu'elle voulait des généraux : maintenir coûte que coûte les législatives, dont elle espère sortir majoritaire.

"Nous ne sommes pas des traîtres à la révolution, souffle Hussein Hegazi. Il faut savoir miser sur le bon cheval et suivre le choix du peuple. Le peuple ne veut pas d'une rupture avec l'armée." Dans son QG aux murs de béton, le Scaf, lui, regarde, satisfait, les foules se précipiter aux urnes. C'est le signe de sa victoire, temporaire au moins, sur Tahrir, embourbée dans ses idéaux révolutionnaires et dont tant d'Égyptiens fatigués ne veulent plus, ces jours-ci, entendre parler.

Claude Guibal - Le Nouvel Observateur

Cet article a été publié dans "Le Nouvel Observateur" du 1er décembre 2011.

<http://www.caracol.com.co/noticias/internacional/mas-de-100-heridos-por-disturbios-en-el-cairo-egipto/20111130/nota/1585636.aspx>

Más de 100 heridos por disturbios en El Cairo, Egipto **Agencia EFE | Noviembre 30 de 2011**

108 personas resultaron heridas anoche en los choques registrados en la plaza caiota de Tahrir entre manifestantes y supuestos vendedores ambulantes, informó hoy a Efe el portavoz del Ministerio de Sanidad de Egipto, Mohamed al Sharbini.

Al Sharbini precisó que 33 de los heridos fueron ingresados en centros sanitarios, mientras que 40 recibieron tratamiento en el acto y 35 en hospitales de campaña.

En declaraciones a Efe, fuentes policiales señalaron que los enfrentamientos se desencadenaron cuando los manifestantes expulsaron sin un motivo aparente a los vendedores ambulantes, cuyo número aumentó mucho en los últimos días en Tahrir.

Sin embargo, según testigos citados anoche por la agencia de noticias estatal MENA, los choques fueron motivados por la negativa de algunos vendedores a mostrar sus carnés de identidad cuando los manifestantes se lo exigieron para asegurarse de que entre ellos no había

matones o delincuentes infiltrados.

En señal de protesta, los vendedores comenzaron a lanzar piedras y botellas vacías contra los manifestantes, apuntaron los testigos.

Uno de los activistas que permanece en la plaza, Ahmed Siyam, explicó a Efe que el ambiente empeoró en Tahrir desde que algunos vendedores empezaron a pedir dinero y vender droga en la zona, por lo que fueron expulsados, a lo que respondieron atacando a los activistas.

Las fuentes policiales no descartaron que los enfrentamientos vuelvan a reproducirse.

Desde el pasado 19 de noviembre, la plaza de Tahrir es escenario de una protesta para pedir que la Junta Militar abandone el poder inmediatamente.

La semana pasada, en los alrededores de la plaza y del cercano Ministerio del Interior se vivieron duros enfrentamientos entre la policía y los manifestantes, que causaron 42 muertos y miles de heridos.

Los choques de anoche coincidieron con el fin de los dos primeros días de votación de los comicios legislativos, los primeros de la era pos Mubarak, cuyos resultados preliminares se espera que sean dados a conocer hoy.

<http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2011/12/201112511219971906.html>

Tahrir's late night conversations

New challenges face Tahrir Square, from dealing with infiltrators to gaining support from all social classes.

Last Modified: 06 Dec 2011 10:23



Tahrir Square is almost a refugee camp for those in Egypt's marginalised classes [GALLO/GETTY]

On Thursday, this column was going to be titled "Egypt's last dance?" to indicate the fear felt by many artists I know at the seemingly inevitable rise of "Islamists" to political dominance in Egypt.

On Friday, I had decided to change the title to "The people and the people are one hand" in honour of the chant repeated by the 1,000-strong march to Tahrir late that morning from the

Mohamed Mahmoud Mosque in Muhandisiyya. The march was in remembrance of dozens or martyrs from the fighting around Tahrir - especially on Mohamed Mahmoud Street.

By Saturday, it seemed the most fitting title would be "Betrayal", a word increasingly used by activists to describe their feelings at the willingness of many comrades to move into the political process while a dozen thousand of their fellow citizens remain jailed in prisons, where, according to human rights officials, sexual torture is becoming widespread.

As I sat in the micro-bus back from Mahallah this evening, after meetings with labour leaders, I still couldn't decide what the main theme of this column should be - because the issues dominating Egyptian political life right now are so many and still growing. So, as seems to happen most nights, I decided to stop by Tahrir around midnight, when most of the daily visitors have gone, to talk to the residents of the Meidan and understand how things are moving "on the ground".

The past few nights have seen spurts of violence arise from nowhere, only to dissipate just as quickly. Tahrir late at night is a very different place from its daytime incarnation. Anywhere between a few hundred and 1,000 people essentially live in the square now. Fires burn until *fajr*, or dawn prayers, to keep people warm; while those food and tea sellers that haven't been chased away, accused of being government plants, do quiet business.

Egypt's sans-culottes

The Square is dirty, increasingly so, which is a major difference from the Meidan of February. No one I know is quite sure why, but a couple of friends suggested that it's because the Brotherhood was probably helping organise the garbage collection during the January-February protests, and has been almost entirely uninvolved this time around. During the day, flies are everywhere around the tents and people wander in shabby, unwashed clothes.

The main tent areas have the vague feeling of a refugee camp, and in a sense, that is what Tahrir has become - at least in part - because a good share of the people that are now occupying the Meidan really don't have anywhere else to go. Tahrir has become, in a real sense, their home.

This includes not just the myriad street kids, perhaps the majority of whom don't even have shoes to wear and so go around barefoot day and night. But also the guards at the entrances and the fighters who maintain a constant vigil in Tahrir. Some of them are the so-called "ultras", or rabid soccer fans, whose long experience fighting security police at matches prepared them well for the front lines of the fighting throughout 2011. Others are just poor and working-class, close to the bottom end of the economic scale.

They have not merely become the heart of the revolution. They have always been the heart of the revolution, at the front lines from January 25 through November 25, and until this evening. The cry for freedom, dignity and social justice that has defined the protests for ten months cannot be understood apart from the utter lack of all such as experienced by the tens of millions of Egyptians who live at bare subsistence levels - surviving on as little as \$2 a day. These are the people who are ultimately being betrayed by the emerging system, where the major parties do not have any coherent program for addressing their plight and fostering sustainable, widely distributed economic growth and development.

The youngest residents of Tahrir, the street kids, all look five years younger than they really

are, because they're so small. The older ones all look ten years older than their true age, because of all they've endured. The world has seen them through the clouds of tear gas in the now iconic videos that have defined the revolution's violence, although few know their stories, or which classes of Egypt they represent.

But, however spectacular, the large-scale violence is not what defines their lives in Tahrir. Rather it is the waiting, the bare life, the constant movement from one side of the square to the other, 24 hours a day, that is their stock and trade.

And it is this waiting that has made the Meidan so tense. There is always suspicion and always a reason to suddenly jump to violence, because everyone assumes that at some point, the SCAF will send in either *baltagiyya* (paid "thugs") or security police to clear out Tahrir ("After all, if they can do it against Occupy Wall Street, why won't they do it here?" one Tahriri explained).

On Saturday night at around 3:30am, as I left Tahrir via Abdel Qader Hamza street next to the Omar Makram Mosque, a fight broke out in front of the mosque, with guards accusing several people of being *baltagiyya*. This immediately led to shoving, an exchange of blows and then, without warning, a few grapefruit-sized cement pieces being thrown by one of the guards for no immediately apparent reason at the crowd of other guards who were attacking the accused *baltagiyya*.

Redefining the occupation

I had hoped that Sunday night would be different, in part because a group of "leaders" of the occupiers - I put the word in quotes because, as with OWS, no one wants to be defined as leading the Tahrir, even when it's clear they have won a great degree of respect and authority in the eyes of other occupiers - had issued a powerful *bayan*, or communique. It declared their desire to open Tahrir to traffic while maintaining a permanent occupation, OWS-style, of the plaza in front of the Mugamma, one of Egypt's most important government buildings.

The communique, from the "Revolutionaries of Meidan Tahrir", declared that they would not stop the occupation until they achieved their demands. These include the immediate stepping down of SCAF from power, the resignation of the new government of Prime Minister Kamal al-Ganzouri, and speedy trials for security officials who killed or injured prisoners - as well as the immediate release of political detainees.



Intense conversations and fights with 'infiltrators' fill the nights at Tahrir Square [GALLO/GETTY]

But for me, more important than the direct political demands and the willingness to adapt to the changing public mood by opening Tahrir to traffic is the desire for Tahrir to remain a quintessential public space and public sphere - you can find Tahriris on Facebook at 4:00am with their Vodafone 3G sticks and electricity tapped from street lamps, but the revolution will

live or die by how many people physically come to the Meidan on a regular basis.

And so they are demanding resources to help the poor who are the heart of the revolution, solidifying the now famous clinics that have been set up there to treat residents of the area and especially the street children. Equally important, the setting up of literary, artistic and cultural activities - such as the "Cinema Tahrir" that was playing footage of the violence of the past two weeks before Friday's late night scuffle, which the drafters of the *bayan* have specifically called the public to call in to and attend.

In other words, the leaders of Tahrir want to institutionalise the incredible creativity of the revolution, from musical performances and film to artwork, poetry and story-telling. These activities have sustained protesters during the darkest days of violence and have helped to attract hundreds of thousands of "ordinary Egyptians" to the Meidan during each of the occupations since January. This would constitute a permanent counterpoint to the state media and other mechanisms that the government and elite have at their disposal, through which they try to convince Egyptians that the Tahriris are little more than "thugs" who don't have their interests at heart.

Perhaps the most important example of this creation of a permanent public sphere was the convening of a discussion salon amidst the tents of the "February 30 movement", a self-described utopian group (thus the impossible date) dedicated to ensuring that all inhabitants of the Meidan have adequate blankets and shelter, only metres from the entrance to the Mugamma (a huge office block on the south of Tahrir, housing the state's centres of bureaucracy).

When I arrived last night, a retired general of the military police was in the middle of making an impassioned speech to a crowd of several dozen people, some seated with him in a circle, others standing around them, in which he declared his allegiance to the goals of the revolution and his conviction that the blood of the martyrs would not have been spilled in vain. Outside the circle, more than a dozen people, much better dressed and older than the usual people in the Meidan at this hour, were engaged in political discussions. Just then Tahrir felt like its old self again.

Talking through the violence

After the general finished, he invited members of the crowd to join him "in conversation (*hiwar*)" - for which Tahrir has created an unprecedented space from the first days of the occupation last winter. The first person who spoke up got to the heart of the matter, criticising the utter corruption of the government and the system.

"You have so many things," he began, listing some of the privileges and wealth the governing elite has accrued to itself, before getting stuck, like a scratched record, repeating "You have, you have, you have..." (*andak, andak, andak, andak...*) about a dozen times.

But just as the general thanked his interlocutor, people started moving towards the Mugamma from outside the tent area; first a trickle, then, as I walked towards the street, more and more, until - as I stepped off the sidewalk and into the street - dozens of Tahriris armed with sticks and other weapons came rushing past, screaming "*baltagiyya*" with their weapons raised. It wasn't clear at first whether they were running from or to an attack, so I looked up into the sky

behind them to check for incoming tear gas, since their pace and faces suggested something serious was in progress.

But it turned out they were running to the entrance of the Mugamma, where suddenly a decent-sized fight broke out under the arched entranceway, with sticks and fists flying even more furiously than the evening before.

This constant back and forth between conversation and violence can be quite disheartening, but it also well reflects the realities of life in Egypt today, where an unprecedented level of political discussion and - even - voting goes hand-in-hand with a continued deployment of systematic and deadly violence by the rulers against the ruled.

The problem of infiltrators

Indeed, one of the major problems of Tahrir today (similar to the situation during the last major occupation, in July, and different from the January-February protests), is that it has clearly been infiltrated by the security services with provocateurs. Their job is to keep the Meidan constantly on edge, and in so doing, keep the pressure on, drive people away, and encourage the degradation of life in Tahrir to the point that it either dissolves on its own, or can be "cleaned out", Zuccotti Park-style.

In the present circumstances, this infiltration has meant that when the drafters of the *bayan* called for the occupiers more broadly to vote on whether to open the streets of Tahrir to traffic, about half of the people, and particularly the guards, refused to go along, with organisers assuming the infiltrators were being specifically ordered to keep the Meidan closed.

But for the (non)leaders of Tahrir, this is not an insurmountable problem. "People have to learn for themselves," one explained to me this morning. "And they will. In the meantime, we will produce another proposal and figure out how more forcefully to deal with the infiltrators. I know who they are, after ten months of doing this, I can smell them."

I have no doubt he can, but the real question is whether Egyptians more broadly can not merely smell, but root out, the precise infiltration of their embryonic democracy by the forces of crony capitalism and corruption that have for so long dominated the country. "Power is attractive and parliament comes with a lot of money," one long-time activist put it to me in justifying the anger at the betrayal of the principles and of the revolution's martyrs by the emerging political elite.

Whether in Cairo, London or New York, it seems the main task of the global Occupy movement in the near term is going to be to convince the majority of their fellow citizens that they both have no choice and actually have the tools to take on leaders, old and new, who - in the name of freedom and democracy - will continue to support the existing corrupt, unequal and violent world system.

Update (Monday Afternoon): I arrived at the Square at around 2:30pm to find the Mansoura tents being packed. The people were very depressed because more and more baltagiyya were infiltrating, almost outnumbering the remaining protesters. Soon after I arrived, they decided on a plan to remain at the Square, helping ensure its place as the most central cultural and political space in Egypt. As evening approached, the discussion continued for a further two

hours, at which point, the baltagiyya who had taken over the majority of the entrances to the Square were suddenly gone from a few of them. Ramy Essam and several others among the remaining "true amn al-meidan" ["Meidan Security"], decided to use the opportunity to force Tahrir open to traffic. The word silmiyya ["peaceful"] was on their lips, but - just in case - many (but not Essam) were carrying large sticks and bags of rocks. The loudspeaker from Omar Makram Mosque suddenly called for representatives from each remaining tent to come to discuss the situation.

Soon after, a group of amn al-meidan went to the guards at the mosque entrance and tried to force them out. Fighting erupted, a knife was pulled and one baltagiyya was stabbed in the arm, dangerously close to a primary vein.

As darkness fell, confusion once again descended on Tahrir, as the de facto leadership of the occupiers sent out messengers to the tents in the middle of the Meidan asking them to move to the plaza in front of the Mugamma. "It's going to be a long night," I said to a friend. With a wan smile he replied, "They all are."

Mark LeVine is a professor of history at UC Irvine and senior visiting researcher at the Centre for Middle Eastern Studies at Lund University in Sweden. His most recent books are Heavy Metal Islam (Random House), Impossible Peace: Israel/Palestine Since 1989 (Zed Books), and of the forthcoming, The Five Year Old Who Toppled a Pharaoh (UC Press).

Follow him on Twitter: @culturejamming

The views expressed in this article are the author's own and do not necessarily reflect Al Jazeera's editorial policy.

Source:
Al Jazeera

<http://www.almasryalyoum.com/en/node/539086>

Amnesty: The US must stop exporting tear gas to Egypt

Sarah Carr

Wed, 07/12/2011 - 18:28



Photographed by Fouad Elgarnousy

Rights group Amnesty International is calling for a halt to US arms shipments to Egypt's security forces "until there is certainty that tear gas and other munitions, weaponry or other

equipment aren't linked to bloodshed on Egyptian streets," it said in a statement released on Wednesday.

In the statement, it said it has obtained data showing that the US "has repeatedly transferred ammunition to Egypt despite security forces' violent crackdown on protesters."

Both the army and riot police have used tear gas, shotgun pellets and even live ammunition against protesters since January.

Most recently last month, over 40 people were killed during five days of clashes between security forces and protesters in downtown Cairo. Dozens of protesters were the victims of eye injuries. A preliminary investigation by the Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR), an NGO, revealed the misuse of force by security forces during the events.

EIPR said in a statement issued on 26 November that "security forces deliberately fired birdshot pellets and rubber bullets in the direction of demonstrators' bodies. This use of force was intended to injure demonstrators rather than to disperse them, which led to several of them losing the use of their eyes."

Tear gas was also used in large quantities during the clashes. On numerous occasions, riot police fired multiple rounds of the gas, sometimes as many as six or seven canisters in one minute. Protesters were ferried away from the front line to field hospitals in Tahrir Square throughout the clashes, and suspicions emerged that security forces used a particularly potent form of CS gas, or even CR gas, although such allegations have yet to be proven.

However, doctors in Tahrir Square field hospitals told Al-Masry Al-Youm that the symptoms of some tear gas victims, such as difficulty in breathing, frothing at the mouth and trembling, may simply have been caused by the sheer quantity of gas to which they were exposed, particularly in the confined space of Mustafa Mahmoud Street, where much of the fighting took place.

British newspaper The Independent reported last week that teargas canisters made by the British firm Chemring Group PLC had been found during the clashes. A Chemring spokesman told the Independent that the last time the company sold gas to Egypt was in 1998, and that canisters have a shelf-life of three to five years. The revelation reinforces suspicions that Egyptian security forces use expired gas on protesters.

Amnesty International has information about three recent shipments of arms to Egypt by Combined Systems, a US company, since January.

"Egypt's security forces, including the riot police, must be reformed and trained to respect UN standards on use of force and firearms," Amnesty said. "Without fundamental change in the behavior and accountability of the security forces, it is irresponsible for foreign countries to provide arms and other equipment to forces that are most likely to misuse them."

Egypte: Tantaoui visite la place Tahrir

AFP Mis à jour le 11/12/2011 à 17:51 | publié le 11/12/2011 à 17:49 Réagir

Le maréchal Hussein Tantaoui, chef d'Etat de fait de l'Egypte, a effectué aujourd'hui une visite surprise sur la place Tahrir au Caire, rouverte à la circulation après son occupation depuis le 19 novembre par des manifestants anti-armée, a rapporté la presse locale.

Cette visite, la seconde apparition publique du maréchal Tantaoui depuis février, avait pour but de "s'assurer que la circulation s'effectuait de façon fluide sur la place", affirme le journal gouvernemental Al-Ahram sur son site internet en langue anglaise.

Les manifestants ont décidé samedi d'autoriser à nouveau les véhicules à circuler sur cette emblématique place du centre du Caire, après plus de trois semaines d'occupation pour réclamer la chute du Conseil suprême des forces armées (CSFA) au pouvoir et de son dirigeant, le maréchal Tantaoui.

Des affrontements avec la police en marge de ces rassemblements avaient fait 45 morts et des milliers de blessés. En septembre, le chef du CSFA, s'était baladé dans le centre du Caire en costume civil et sans personnel de sécurité, faisant naître des rumeurs sur sa possible volonté de se lancer dans une campagne présidentielle.

Egypte : nouveaux affrontements devant le siège du gouvernement

vendredi 16 décembre 2011 - 18h27

Les affrontements ont repris ce soir, devant le siège du gouvernement égyptien au Caire, après une dure journée au cours de laquelle plusieurs dizaines de personnes ont été blessées dans la capitale égyptienne dans des heurts opposant manifestants et soldats. Tout a commencé quand des milliers de militants hostiles au pouvoir militaire se sont affrontés aux soldats chargés de protéger le bâtiment hébergeant le gouvernement.

Plus de 40 personnes ont été blessées dans les affrontements selon le ministère de la santé. Les médias égyptiens soulignent également qu'une trentaine de policiers et membres des forces de sécurité a été blessée. Le cameraman de la télévision « Al Arabiya » a également été pris à partie et hospitalisé et son matériel détruit lors des heurts, souligne la chaîne.

Ce soir, le correspondant de la télévision « Al Arabiya » affirme que des tirs ont été entendus dans le périmètre du siège du gouvernement, et des victimes sont signalées. Notons que les forces de l'ordre ont chargé les manifestants et incendié plusieurs tentes dans une tentative de mettre un terme au sit-in organisé devant le gouvernement depuis plus d'un mois, et de déloger les manifestants, hostiles au pouvoir militaire du Conseil suprême des forces armées (CSFA), dirigé par le ministre de la Défense de Hosni Moubarak, le maréchal Tantawi, depuis le renversement de l'ancien régime.

Pendant ce temps, le premier tour de la deuxième phase des élections législatives, a une nouvelle fois montré une nette avance des islamistes. Selon les premières projections, les Frères musulmans conforteraient leur avance de la première phase, suivis par les salafistes. Le site « Elaph.com » affirme ce vendredi que les Coptes et les intellectuels tentent de se mobiliser derrière les libéraux, dans une tentative de rééquilibrer le scrutin.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20111216.FAP9042/egypte-affrontements-entre-l-armee-et-les-manifestants.html>

Egypte: affrontements entre l'armée et les manifestants

Créé le 16-12-2011 à 10h30 - Mis à jour à 12h10

LE CAIRE (AP) — Des manifestants et les forces de sécurité s'affrontaient depuis jeudi soir près de la place Tahrir au Caire, ont rapporté vendredi des témoins.

Des centaines de manifestants lançaient des pierres et des bombes incendiaires sur la police militaire. Un activiste, Hussein Hammouda, a raconté que les forces de sécurité ont répliqué en lançant des pierre et utilisant des canons à eau depuis l'enceinte du parlement.

Les violences ont éclaté après que des soldats ont battu un jeune homme qui participait à un sit-in devant les bâtiments du gouvernement.

D'après le manifestant Mostafa Sheshtawy, les forces de sécurité ont brûlé les tentes des manifestants et ont mis un terme à un mouvement d'occupation de trois semaines pour réclamer la fin du pouvoir militaire. AP

ljg/v194

<http://www.casafree.com/modules/news/article.php?storyid=97301>

Manifestations en Egypte : les affrontements au Caire font des dizaines de blessés

Plusieurs blessées vendredi dans de nouveaux affrontements entre manifestants et policiers près du gouvernement égyptien dans le centre du Caire, après des semaines de sit-ins pacifiques contre le nouveau Premier ministre désigné.

Les affrontements ont éclaté suite à une rumeur selon laquelle un manifestant avait été arrêté et battu par la police, a rapporté Islam Khalid, un des manifestants devant le bâtiment du gouvernement.

Plusieurs véhicules et un immeuble ont été incendiés, a-t-il ajouté.

Des individus non identifiés ont également jeté des pierres depuis le toit de plusieurs immeubles alentours.

Le ministère de la Santé a déclaré que 99 personnes avaient été blessées dans les affrontements et 48 avaient été hospitalisées pour des blessures dues aux jets de pierres, de

cocktails Molotov et aux balles.

D'après l'agence de presse officielle MENA, un officiel a déclaré que les affrontements avaient pour but de plonger le pays dans le chaos.

Mercredi, 65 manifestants sont tombés malades après avoir mangé des sandwichs proposés par une femme voilée. Certains manifestants pensent que cet incident était prémédité, d'après Islam Khalid. Selon les autorités de santé, personne n'est mort de cet empoisonnement alimentaire.

Les manifestants s'opposent à la nomination de Kamal el- Ganzouri, 78 ans, au poste de Premier ministre, et demande un transfert de pouvoir immédiat.

Avant les élections législatives historiques du pays le 28 novembre dernier, les manifestations et les affrontements entre les manifestants et les forces de sécurité avaient fait 42 morts et des milliers de blessés. Le cabinet de l'ancien Premier ministre Essam Sharaf a démissionné après les pires violences observées depuis la chute de l'ancien président Hosni Moubarak en février.

Casafree.com le 16/12/2011 17:02:57

http://www.lepoint.fr/monde/la-bataille-de-l-avenue-qasr-al-eini-16-12-2011-1409510_24.php

La bataille de l'avenue Qasr al-Eini

Le Point.fr - Publié le 16/12/2011 à 21:08 - Modifié le 16/12/2011 à 21:09

Une manifestation a dégénéré devant le Parlement suite à la mort présumée d'un protestataire. Récit



Les échauffourées ont duré tout l'après-midi au Caire. © Samuel Forey / Le Point.fr

Il doit avoir quinze ans. Il se tient devant le Parlement et fait un bras d'honneur aux balteguia (1) qui lancent des pierres sur la foule, trente mètres au-dessus. Armé d'un morceau de bois, il essaie de renvoyer les projectiles. Il n'en touche pas un, ça l'énerve, alors il hurle en vain : "Descendez, descendez !" Il s'approche du Parlement. Autour de lui, les pavés s'écrasent avec un bruit mat, il en lance un ramassé par terre, rate une cible imaginaire, continue de s'approcher, rejoint des émeutiers. Il s'abrite derrière une mauvaise tôle, s'allume une clope et éclate de rire. C'est le début de la bataille de Qasr al-Eini. L'avenue, entre Tahrir et le Parlement, s'étire, parallèle au Nil, large et arborée.

Il y avait un sit-in depuis fin novembre dans la rue du Parlement. Tenu dans l'indifférence par des révolutionnaires déterminés, il s'était donné le nom "Occupy Cabinet". Cette rue du Parlement abrite aussi le siège du cabinet du Premier ministre hué par Tahrir dès sa prise de fonction, Kamal al-Ganzouri. Cette nuit, il y aurait eu une altercation entre un ultra - un supporter mélange de hooligan et de révolutionnaire - et les autorités. Il aurait été enlevé et torturé. D'autres ultras auraient commencé à lancer des pierres contre ces autorités. Le sit-in a été évacué manu militari. L'émeute a commencé.

"Ils sont tous fous"

Elle a véritablement pris après la prière, vers deux heures de l'après-midi. Le bravache de quinze ans fait moins le malin maintenant. Le crachin de pierres s'est transformé en averse. Les baltagua ajustent leur tir. Une position sur le toit du Parlement, trente mètres plus haut, permet de pilonner une large zone. Une autre position, moins élevée, pour les tirs plus précis. Asma, tout en niqab, montre son bras en écharpe. On ne voit que ses yeux, mais ça suffit. Ils lancent des éclairs. "Ils sont fous, ils sont fous ! Il sont tous fous ! Et ces baltagua qui nous tuent, de là-haut, alors qu'on ne peut pas les toucher ! Quels lâches !" Elle est tellement furieuse qu'elle crie sur l'infirmière qui la soigne, avant de se calmer, un peu. Asma est devant un poste médical improvisé. Il y a plus de monde - donc plus de blessés. Les projectiles deviennent meurtriers. Les ambulances se succèdent, les unes après les autres. Inconscients du danger, fiers de se battre aux côtés des émeutiers, les premières victimes sont les enfants des rues.

Vers quatre heures, ils sont des milliers. Les émeutiers se battent, les manifestants scandent des slogans anti-régime. Le nouveau, après "Le peuple veut la chute du maréchal", c'est "L'armée et la police : les mains sales". Un nouvel acteur vient d'entrer en scène : la police militaire, reconnaissable à ses bandes rouges sur l'uniforme, serait la principale coupable de ces émeutes, selon des émeutiers.

Cocktails molotov

Pendant que certains cassent le bitume, les trottoirs, les escaliers pour faire des pavés, les émeutiers s'organisent, forment un front au début de la rue du Parlement et tiennent bon. Contre les tôles, les pierres s'abattent lourdement. Sur les côtés, leurs compagnons, alimentés en "munitions", lancent sans arrêt tous les projectiles possibles. Pour certains, c'est un jeu. Pour d'autres, un combat. Mais pour tous, un danger : cette fois-ci, ce sont des morceaux de verre et des cocktails molotov qui pleuvent. Les émeutiers répliquent en tentant d'incendier le Parlement, en vain : de l'intérieur, les lances à eau s'activent. La violence monte, encore. En face, ils jettent des fusées. Après avoir été caillassés, coupés, assommés, des manifestants sont brûlés. Ils se battent dans le vide : les baltagua sont toujours hors de portée.

La nuit tombe. Les émeutiers deviennent prudents : dans le noir, on ne voit pas les pierres tomber. Les cocktails molotov, si : quand ils s'écrasent, des hourras résonnent. Quand ils sont lancés, des "Allah akbar" les accompagnent.

Mais le Caire ne s'enflamme pas. Sur la place Tahrir, les voitures circulent. Le seul changement notable, ce sont les vendeurs ambulants qui débarquent avec des masques anti-gaz - bien qu'ils aient une émeute de retard : chaque éruption de violence s'accompagne d'une nouvelle façon de taper sur le manifestant. Les CRS, les baltagua sur les chameaux, les gaz

innervants, les baltagua-camelots... Aujourd'hui, ce sont les pierres. Demain, il y aura des vendeurs de casques place Tahrir.

(1) Casseurs de manifestation payés par le régime

<http://observers.france24.com/fr/content/20111216-heurts-caire-soldats-manifestants-pierres-egypte-elections-printemps-arabe>

16/12/2011 / EGYPTE

Heurts au Caire : "Les soldats canardent les manifestants avec des pierres"



Photo postée le 15 décembre sur twitter par Mostafa Sheshtawy.

Ce matin, les alentours du siège du gouvernement égyptien se sont transformés en champ de bataille où s'affrontent, à coups de jets de pierre et autres projectiles, manifestants et soldats. Le récit de notre Observateur sur place.

À quelques mètres de la place Tahrir, plusieurs manifestants campent depuis le 25 novembre devant le siège du gouvernement. Ils protestent contre la nomination par l'armée de Kamal el-Ganzouri, un ancien Premier ministre du président déchu Hosni Moubarak, à la tête du gouvernement. Ils réclament le transfert sans délai du pouvoir du Conseil suprême des forces armées (CFSA) à une autorité civile.

Depuis la chute d'Hosni Moubarak en février, les affrontements entre militants hostiles au pouvoir militaire et force de sécurité se sont multipliés. En novembre, plus de quarante personnes ont été tuées après cinq jours de violences.

L'armée continue d'affirmer qu'elle rentrera dans ses casernes après l'élection d'un nouveau président en juin prochain. La transition a débuté par des élections législatives, qui se tiennent depuis la fin novembre, marquées par la domination de formations islamistes. Elles doivent se poursuivre pendant plusieurs mois.

"On comptait déjà des dizaines de blessés parmi les manifestants ce matin, mais le bilan peut encore s'aggraver"

Mostafa Sheshtawy est un blogueur du Caire.

Vers une heure du matin, un des manifestants qui faisait un sit-in devant le devant le siège du gouvernement au Caire a été arrêté par l'armée. Il s'appelle Abboudi Ibrahim. Il n'est revenu que vers 2 heures du matin, le visage tuméfié, tenant à peine sur ses jambes. Il a alors raconté aux personnes présentes qu'il avait été battu par des militaires. Un manifestant l'a filmé et la vidéo a été diffusée sur le Net.

Les manifestants se sont mis en colère et ont commencé à jeter des pierres vers les militaires [selon les agences, ils auraient également jeté des cocktails Molotov]. Quand je suis arrivé sur place à 4 heures du matin, les accrochages continuaient. Il y avait des voitures incendiées dans

la rue, les soldats tiraient en l'air, ils lançaient aussi des pierres vers les manifestants. Certains soldats se sont postés sur le toit du Parlement, qui se trouve à quelques mètres du siège du gouvernement. Ils étaient aidés par des civils. Ensemble, ils jetaient des projectiles tout en restant à l'abri car ils étaient hors d'atteinte des manifestants.



Du haut du Parlement. Photo postée le 15 décembre sur twitter par NoorNoor1.

Dans la matinée, on comptait déjà des dizaines de blessés parmi les manifestants. Le bilan peut encore s'aggraver. Plusieurs manifestants ont été arrêtés. Ils les relâchent au fur à mesure. Pour la plupart, ils sont blessés, ils racontent qu'ils ont été battus par des militaires. Quant au manifestant dont la vidéo circule sur Internet, il a dû être emmené à l'hôpital, on ne sait pas si il s'en est sorti."



Photo postée le 15 décembre sur twitter par NoorNoor1.



Photo postée le 15 décembre sur twitter par NoorNoor1.



Photo postée le 15 décembre sur twitter par Mostafa Sheshtawy.

Egypte: des dizaines de blessés lors de heurts entre soldats et manifestants

AFP- Publié le 16/12/2011 à 15:42 - Modifié le 16/12/2011 à 15:43



Plusieurs dizaines de personnes ont été blessées vendredi au Caire dans des heurts entre manifestants et soldats devant le siège du gouvernement, où des militants hostiles au pouvoir militaire campent depuis fin novembre.

Plusieurs dizaines de personnes ont été blessées vendredi au Caire dans des heurts entre manifestants et soldats devant le siège du gouvernement, où des militants hostiles au pouvoir militaire campent depuis fin novembre.

Au moins 36 personnes ont été blessées dans les affrontements entre les protestataires qui encerclaient le siège du gouvernement et les forces de sécurité tentant de les repousser, a rapporté l'agence officielle Mena, citant le ministère de la Santé.

En outre, 32 membres des forces de sécurité ont été blessés, dont un officier par un tir de chevrotine, a affirmé la télévision d'Etat.

Après une série de charges menées par les militaires armés de matraques et de boucliers, les manifestants, au nombre de quelques centaines, bloquaient dans l'après-midi l'une des principales avenues du centre-ville, conduisant à la place Tahrir, foyer de la mobilisation contre le président déchu Hosni Moubarak.

Ils se protégeaient avec des palissades de chantier arrachées pour s'approcher du siège du gouvernement, du haut duquel des officiers en civil leur jetaient des pierres.

Les protestataires s'acharnaient à coups de pierres et de projectiles incendiaires sur le bâtiment, dont toutes les fenêtres des étages inférieurs étaient brisées.

Deux manifestants dont un enfant, avaient auparavant été évacués après avoir été touchés à la tête par des munitions de petit calibre, a constaté un journaliste de l'AFP.

Des manifestants arrêtés lors de la première charge, en fin de matinée, ont été relâchés.

"Quand la police militaire a chargé, une fille qui se trouvait derrière moi a trébuché et elle est tombée. Je me suis arrêté pour l'aider et les soldats nous ont frappés à coups de matraque pendant deux minutes et nous ont traînés vers le bâtiment du Parlement", a raconté l'un d'entre eux, Nour Nour, qui boitait.

Les interpellés ont été libérés après enregistrement de leur nom, a indiqué Nour Nour, un des animateurs de la contestation et le fils de l'ex-candidat à la présidentielle Ayman Nour.

Des manifestants ont scandé des slogans hostiles au Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui est aux commandes du pays depuis la chute de M. Moubarak en février, et au maréchal Hussein Tantaoui, chef d'Etat de fait.

"Le peuple veut l'exécution du maréchal", "A bas le Conseil militaire", et "Rentrez dans vos casernes", ont-ils notamment crié.

Les manifestants campent depuis le 25 novembre devant le siège du gouvernement, à quelques centaines de mètres de la place Tahrir dans le centre-ville, pour protester contre la nomination par l'armée de Kamal el-Ganzouri, un ancien Premier ministre de M. Moubarak, pour diriger le gouvernement.

Ils réclament le transfert sans délai du pouvoir du CSFA à une autorité civile.

Les accrochages avaient commencé en début de matinée, après qu'un manifestant en sang a raconté avoir été arrêté et frappé par des soldats, provoquant la colère de ses camarades qui ont commencé à jeter des pierres vers les militaires, selon des témoins.

Les soldats ont alors répondu par des tirs en l'air, en utilisant des canons à eau et en renvoyant les pierres vers les manifestants. Selon Mona Seif, une militante pour les droits civiques, les militaires ont également lancé des chaises depuis le toit du Parlement, situé à proximité.

L'Egypte est engagée depuis la fin novembre dans des élections législatives qui se déroulent sur plusieurs mois, marquées jusqu'à présent par la domination des formations islamistes.

http://www.atlasinfo.fr/Egypte-trente-six-blesses-dans-des-affrontements-au-Caire-entre-des-manifestants-et-la-police-militaire_a23797.html

Egypte : trente-six blessés dans des affrontements au Caire entre des manifestants et la police militaire

Vendredi 16 Décembre 2011 modifié le Vendredi 16 Décembre 2011 - 23:33



Trente-six personnes ont été blessées dans les affrontements, éclatés vendredi au centre du Caire entre des manifestants égyptiens et la police militaire, selon le ministère égyptien de la santé.

"Dix personnes ont reçu les soins nécessaires sur place et 26 autres ont été transportés vers différents établissements sanitaires du Caire", a précisé le ministre adjoint de la santé dans des déclarations à la presse.

Lors de ces heurts, des centaines de manifestants ont lancé des pierres et des bombes incendiaires sur la police militaire et des voitures ont été incendiées. Suite à ces incidents, la police anti-émeute a riposté en tirant des coups de feu en l'air pour disperser les manifestants. Selon l'agence de presse Mena, la place Tahrir a été fermée à la circulation suite à ces incidents.

Les violences ont éclaté après que des soldats aient battu un jeune homme qui participait à un sit-in devant le siège du gouvernement.

Les manifestants sont en sit-in depuis le 25 novembre devant le siège du gouvernement pour protester contre la nomination par le conseil suprême des forces armées au pouvoir d'un nouveau Premier ministre. Ils réclament aussi le transfert dans les plus brefs délais du pouvoir du Conseil suprême des forces armées aux civils.

<http://www.journalmetro.com/monde/article/1052148--les-violences-sur-la-place-tahrir-font-trois-morts--page0>

Les violences sur la place Tahrir font trois morts



AYA BATRAWY, THE ASSOCIATED PRESS

Publié: 16 décembre 2011 21:40

Mis à jour: 17 décembre 2011 11:06

LE CAIRE, Égypte - Les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre qui ont éclaté jeudi soir près de la place Tahrir, au Caire, se poursuivaient vendredi et ont fait au moins trois morts, selon de nombreux médias et témoins.

Au moins 222 personnes ont été blessées, d'après le ministère de la Santé, qui évoque des cas de fractures et de blessures par balle.

Les policiers semblent avoir donné l'assaut pour mettre fin au mouvement d'occupation qui, depuis trois semaines, réclame la fin du pouvoir militaire.

Au moins trois personnes ont été tuées par balle, notamment le leader religieux Cheik Emad Effat, un membre d'Al-Azhar, l'institution islamique égyptienne la plus en vue. Il aurait été atteint d'une balle en plein coeur après s'être joint aux manifestants. Les tirs provenaient des toits environnants, selon ce qu'ont rapporté des témoins.

Un manifestant, Islam Mohammed, a rapporté qu'un autre militant l'avait bousculé dans ce qui semblait une tentative de le protéger des tirs. «Il s'est pris la balle à ma place et il s'est effondré sur le sol. J'ai son sang sur mon chandail et mes mains», a raconté Islam Mohammed. On ignorait l'état de santé de l'homme blessé.

Une jeune militante, Sahar Abdel-Mohsen, a de son côté affirmé avoir vu les corps abattus de deux manifestants transportés dans un hôpital du Caire. Ils présentaient tous deux des blessures par balle. «Le sang continuait à se déverser de la tête de l'un d'entre eux», un jeune homme âgé de 22 ans, a-t-elle raconté à l'Associated Press.

Les affrontements risquent de donner naissance à un nouveau cycle de violences. En novembre, des échauffourées entre jeunes militants et forces de l'ordre avaient duré plusieurs jours et s'étaient soldées par la mort d'une quarantaine de personnes.

Les violences ont éclaté après que des soldats eurent apparemment battu un jeune homme qui participait à un sit-in devant les bâtiments du gouvernement.

Vendredi, des centaines de manifestants lançaient des pierres et des bombes incendiaires sur la police militaire. Un militant, Hussein Hammouda, a raconté que des membres des forces de sécurité — certains en uniforme, d'autres en tenue civile — avaient répliqué en lançant des pierres et en utilisant des canons à eau à partir de l'enceinte du Parlement.

«C'est assez ironique de voir que les militaires devant l'édifice parlementaire lancent des pierres vers les protestataires alors qu'une banderole, déployée sur les murs de ce bâtiment, affirme que la démocratie est le pouvoir du peuple», a lancé le manifestant Mostafa Sheshtawy.

Des policiers ont utilisé des matraques pour battre plusieurs femmes recroquevillées sur le sol. L'une des manifestantes a été emmenée par des soldats qui la tiraient par les cheveux.

Des manifestants ont aussi lancé des pierres et des bombes incendiaires aux policiers, incendiant une partie du parlement.

Plusieurs heures après le coucher du soleil, des centaines de personnes se trouvaient toujours sur la place Tahrir. Des jeunes barricadés derrière une voiture renversée continuaient à lancer des pierres aux policiers.

«Tant et aussi longtemps que les Égyptiens seront humiliés et battus dans les rues, cela signifie que la révolution n'aura pas atteint ses objectifs. Le déferlement dans les rues se poursuivra», a prédit Ziad El-Oleimi, un militant qui a été élu au Parlement lors de la première ronde des élections parlementaires, les 28 et 29 novembre.

Ziad El-Oleimi a rapporté à l'Associated Press que des policiers militaires l'ayant roué de coups lui avaient déconseillé de «s'imaginer que le Parlement» le protégerait.

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/12/16/egypte-des-dizaines-de-blesses-lors-de-heurts-entre-soldats-et-manifestants_1619933_3212.html

Egypte : deux morts et plus de 170 blessés dans les affrontements

LEMONDE.FR avec AFP | 16.12.11 | 17h18 • Mis à jour le 16.12.11 | 19h59

Le calme est encore loin d'être revenu en Egypte. Vendredi 16 décembre, deux personnes sont décédées et plus de 170 ont été blessées au Caire selon le ministère de la santé, ce qui constitue les pires violences depuis le début des élections législatives fin novembre. Les affrontements ont éclaté entre soldats et militants partisans de la démocratie, après le

démantèlement de leur campement dans la nuit de jeudi à vendredi. Ce sit-in encerclait, depuis fin-novembre, le siège du gouvernement et les forces de sécurité. 32 membres des forces de sécurité ont également été blessés, selon la télévision d'Etat.

CHARGES ET JETS DE PIERRES

Après une série de charges menées par les militaires armés de matraques et de boucliers, les manifestants, au nombre de quelques centaines, bloquaient dans l'après-midi l'une des principales avenues du centre-ville, conduisant à la place Tahrir, foyer de la mobilisation contre le président déchu Hosni Moubarak.

Ils se protégeaient avec des palissades de chantier arrachées pour s'approcher du siège du gouvernement, du haut duquel des officiers en civil leur jetaient des pierres. Les protestataires s'acharnaient à coups de pierres et de projectiles incendiaires sur le bâtiment, dont toutes les fenêtres des étages inférieurs étaient brisées.

Sur son compte Twitter, le journaliste Samuel Forey, qui suit en direct les événements, décrit "une pluie de pierres de plus en plus violente" venant des manifestants mais aussi de "casseurs payés par le gouvernement".



La pluie de pierres continue, mais des deux côtés ils y joignent des morceaux de verre. Blessés se multiplient. + en + violent.

1 hour ago via Twitter for iPhone ☆ Favorite ↻ Retweet ↩ Reply

Message du journaliste Samuel Forey au Caire publié sur Twitter.Le Monde.fr

"RENTREZ DANS VOS CASERNES"

Des manifestants ont scandé des slogans hostiles au Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui est aux commandes du pays depuis la chute de M. Moubarak en février, et au maréchal Hussein Tantaoui, chef d'Etat de fait. "Le peuple veut l'exécution du maréchal", "Abas le Conseil militaire", et "Rentrez dans vos casernes", ont notamment crié les protestataires.

Les accrochages avaient commencé en début de matinée, après qu'un manifestant en sang eut raconté avoir été arrêté et frappé par des soldats, provoquant la colère de ses camarades qui ont commencé à jeter des pierres vers les militaires. Les soldats ont alors répondu par des tirs en l'air, en utilisant des canons à eau et en renvoyant les pierres vers les manifestants.

Les manifestants campent depuis le 25 novembre devant le siège du gouvernement pour protester contre la nomination par l'armée de Kamal Al-Ganzouri, un ancien premier ministre de M. Moubarak, pour diriger le gouvernement. Ils réclament le transfert sans délai du pouvoir du CSFA à une autorité civile.

L'Égypte est engagée depuis la fin novembre dans des élections législatives qui se déroulent sur plusieurs mois, marquées jusqu'à présent par la domination des formations islamistes.

http://www.atlasinfo.fr/Egypte-huit-morts-et-292-blesses-dans-les-affrontements-du-Caire-nouveau-bilan_a23817.html

Egypte: huit morts et 292 blessés dans les affrontements du Caire (nouveau bilan)

Samedi 17 Décembre 2011 modifié le Samedi 17 Décembre 2011 - 11:11

Huit personnes ont trouvé la mort et 292 autres ont été blessées dans les affrontements, éclatés vendredi au centre du Caire entre des manifestants égyptiens et la police militaire, selon un nouveau bilan communiqué samedi par le ministère égyptien de la santé.

"Quatre-vingt personnes blessées ont reçu les soins nécessaires sur place et 210 autres ont été transportées vers différents établissements sanitaires du Caire", a précisé Adel Adaoui, ministre adjoint de la Santé, chargé du département des soins dans des déclarations à la presse.

Un précédent fait état d'un bilan de deux morts et de 222 blessés lors de ces affrontements, éclatés après que des soldats aient battu un jeune homme qui participait à un sit-in devant le siège du gouvernement.

Lors de ces heurts, des centaines de manifestants ont lancé des pierres et des bombes incendiaires sur la police militaire et des voitures et le siège de l'administration des ponts ont été incendiés. Ont été également brisées les vitres des fenêtres du siège du conseil des ministres, du haut duquel des officiers en civil jetaient des pierres contre les protestataires. Suite à ces incidents, la police militaire a riposté en tirant également des coups de feu en l'air pour disperser les manifestants.

En réaction, huit membres du conseil consultatif, mis récemment par l'armée égyptienne pour préparer la rédaction d'une nouvelle constitution, ont présenté, une démission collective en protestation à ces événements.

Pour leur part, les autres membres de cette instance au nombre de 22 ont présenté, lors d'une réunion urgente, plusieurs revendications au Conseil suprême des forces armées égyptiennes (CSFA), au pouvoir, pour trouver une solution à la crise des sit-in devant le siège du conseil du gouvernement. Ils ont menacé de présenter leur démission en cas de non satisfaction de ces revendications.

Les manifestants sont en sit-in depuis le 25 novembre devant le siège du gouvernement pour protester contre la nomination par le conseil suprême des forces armées au pouvoir d'un nouveau Premier ministre. Ils réclament aussi le transfert dans les plus brefs délais du pouvoir du Conseil suprême des forces armées aux civils.

<http://www.leparisien.fr/crise-egypte/affrontements-au-caire-une-contre-revolution-selon-le-premier-ministre-17-12-2011-1773010.php>

Actualité > Le monde arabe se révolte

Affrontements au Caire : une «contre-révolution» selon le Premier ministre

Publié le 17.12.2011, 09h56 | Mise à jour : 10h49

Les affrontements entre forces de l'ordre et manifestants dans le centre du Caire ont fait huit morts et 299 blessés vendredi, selon un bilan diffusé samedi par le ministère de la Santé. Un précédent bilan faisait état de 3 morts et 257 blessés. Les forces de l'ordre ont repris le contrôle samedi tôt dans la matinée des abords du siège du gouvernement, où les violents affrontements se sont poursuivis jusque tard dans la nuit.

«Ceux qui sont à Tahrir ne sont pas les jeunes de la révolution», a affirmé le Premier ministre Kamal el-Ganzouri lors d'une conférence de presse, en allusion à la révolte qui a débouché sur la chute de Hosni Moubarak. «Ce n'est pas une révolution, mais une contre-révolution», a-t-il dit en référence aux accrochages. Le chef du gouvernement a indiqué que 18 personnes avaient été blessées par balles, mais a assuré que ni la police ni l'armée n'avaient ouvert le feu. Il a mis en cause des «éléments infiltrés» qui «ne veulent pas de bien à l'Egypte», sans être plus précis.

«A bas le Conseil militaire», scandent les manifestants

D'importants effectifs de soldats et de policiers ont barré les accès au secteur de la place Tahrir, en déployant notamment des barbelés, à quelques centaines de mètres de la place Tahrir. Après quelques heures de calme, des heurts sporadiques ont toutefois repris dans le courant de la matinée avec des groupes de manifestants jetant des pierres et des cocktails molotov, a constaté un journaliste de l'AFP.

Les affrontements avaient débuté vendredi matin entre les forces de l'ordre et des manifestants qui campaient depuis fin novembre devant le siège du gouvernement pour protester contre la nomination par l'armée d'un Premier ministre, Kamal el-Ganzouri, qui fut déjà chef du gouvernement sous le président déchu Hosni Moubarak. Les manifestants ont scandé des slogans hostiles au Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui dirige le pays, et au maréchal Hussein Tantaoui, chef d'Etat de fait: «Le peuple veut l'exécution du maréchal», «A bas le Conseil militaire», ou «Rentrez dans vos casernes».

Ces heurts sont survenus alors que le pays est engagé depuis le 28 novembre dans des élections législatives, jusqu'à présent largement dominées par les formations islamistes. Ce sont les violences les plus importantes depuis des affrontements entre manifestants anti-armée et forces de l'ordre qui avaient fait 42 morts en novembre dans le même quartier du Caire, quelques jours avant le début du scrutin.

LeParisien.fr

<http://www.20minutes.fr/ledirect/844352/egypte-soldats-chargent-foule-place-tahrir>

Egypte: Les soldats chargent la foule place Tahrir

Mis à jour le 17.12.11 à 11h50

Les soldats égyptiens chargeaient à l'aide de matraques sur la place Tahrir au Caire après des affrontements meurtriers avec des protestataires, indique samedi un témoin de Reuters.

Des soldats anti-émeutes ont tiré des coups de feu en l'air. L'intervention des militaires s'est

déroulée après l'incendie d'édifices situées à proximité du parlement égyptien, selon la même source.

Les soldats ont arrêté des personnes et les ont frappées. Les contestataires, dont certains campaient sur la place Tahrir depuis le mois dernier, ont dû s'enfuir dans les rues environnantes. (

Reuters

<http://www.20minutes.fr/ledirect/844298/egypte-8-morts-303-blesses-caire>

Egypte: 8 morts et 303 blessés au Caire

Mis à jour le 17.12.11 à 10h07

Les affrontements entre des soldats et des protestataires ont fait huit morts au Caire alors que les heurts se poursuivaient pour le deuxième jour d'affilée, rapporte samedi la télévision publique égyptienne.

Selon la même source, les violences ont fait également 303 blessés. Le précédent bilan communiqué vendredi soir par le ministère égyptien de la Santé faisait état de trois morts et de 257 blessés.

Il s'agit des pires violences dans la capitale égyptienne depuis le début des élections législatives fin novembre.

Selon le Dar al Iftah, organe religieux chargé de lancer des fatwas, un de ses membres, le cheikh Emad Effat, a été tué lors des affrontements, rapporte l'agence de presse officielle Mena.

Les affrontements avaient éclaté à proximité du Parlement après la dispersion dans la nuit de jeudi à vendredi d'un sit-in organisé par des militants pro-démocratie.

Reuters

<http://lci.tf1.fr/monde/afrique/la-place-tahrir-s-embrase-a-nouveau-6882304.html>

La place Tahrir s'embrase à nouveau

le 17 décembre 2011 à 18h05 , mis à jour le 17 décembre 2011 à 18h11

Des affrontements se sont poursuivis samedi au Caire pour la 2e journée consécutive entre forces de l'ordre et manifestants hostiles au pouvoir militaire. Au moins 9 personnes sont mortes. Le Premier ministre égyptien évoque un risque de "contre-révolution".

Ce sont les violences les plus graves depuis les affrontements qui avaient fait 42 morts quelques jours avant le premier jour des législatives, le 28 novembre. Selon un bilan du ministère de la Santé égyptien, les accrochages qui ont débuté vendredi devant le siège du gouvernement au Caire est de neuf morts et plus de 350 blessés. Les forces de l'ordre ont repris le contrôle samedi matin des abords du lieu. D'importants effectifs de soldats et de

policiers ont barré les accès à ce secteur, en déployant notamment des barbelés et en érigeant un mur sur une grande avenue, à quelques centaines de mètres de la place Tahrir, haut lieu de la contestation. Des groupes de manifestants jetaient des pierres et des cocktails Molotov, tandis que des hommes en civil leur lançaient des pierres et des bouteilles enflammées depuis des toits d'immeubles.

Les heurts se sont ensuite étendus à d'autres secteurs des abords de la **place Tahrir**, notamment un grand pont sur le Nil, avant de se concentrer à nouveau aux abords du siège du gouvernement où un millier de manifestants environ étaient toujours présents en fin d'après-midi. Sur la **place Tahrir**, rouverte à la circulation, toutes les tentes érigées par les manifestants étaient brûlées. Le Premier ministre a fait état de 18 blessés par balles, mais a assuré que *"ni l'armée ni la police n'ont ouvert le feu"* sur les manifestants. *"Ceux qui sont à Tahrir ne sont pas les jeunes de la révolution"*, a affirmé Kamal el-Ganzouri. *"Ce n'est pas une révolution, mais une contre-révolution"*, a-t-il ajouté en mettant les violences sur le compte d'*"éléments infiltrés"* qui *"ne veulent pas de bien à l'Egypte"*.

Paris dénonce *"l'usage excessif de la force"*

Malgré ces déclarations, onze des trente membres d'un *"conseil consultatif"* mis en place par l'armée pour dialoguer avec les forces politiques ont présenté leur démission pour protester contre l'attitude du pouvoir. *"Nous avons fait des recommandations vendredi, mais nous avons été surpris qu'elles ne soient pas suivies, et qu'il y ait encore des victimes samedi"*, a déclaré le vice-président de ce conseil, Aboul Ela Madi, dirigeant du parti islamiste modéré Wassat.

De son côté, la France a dénoncé samedi *"l'usage excessif de la force contre les manifestants"* en Egypte, selon le ministère des Affaires étrangères. Des milliers de personnes ont par ailleurs assisté, en présence du grand mufti d'Egypte Ali Gomaa, aux obsèques d'un dignitaire religieux, Emat Effat, membre d'une institution officielle d'interprétation de la loi islamique, le Dar al-Ifta, qui faisait partie des neuf tués. Les affrontements ont éclaté entre les forces de l'ordre et des manifestants qui campaient depuis fin novembre devant le siège du gouvernement pour protester contre la nomination par l'armée de Kamal el-Ganzouri, qui fut déjà chef du gouvernement sous Hosni Moubarak.

Succès des partis islamistes aux législatives

Les manifestants réclament également la fin du pouvoir militaire qui s'est mis en place au départ du raïs et s'en prennent en particulier au chef de l'armée et chef de l'Etat de fait, le maréchal Hussein Tantaoui. L'armée est accusée de perpétuer le système répressif hérité de M. Moubarak, et de chercher à maintenir son emprise sur le pouvoir malgré ses promesses de démocratisation. Les élections législatives qui ont commencé le 28 novembre et doivent se poursuivre jusqu'en janvier se sont traduites par une large domination des formations islamistes, au détriment des partis libéraux et des mouvements issus de la révolte anti-Moubarak.

Une première phase du scrutin, dans un tiers du pays, a donné 65% des voix aux partis islamistes dans leur ensemble, dont 36% pour les Frères musulmans et 24% pour les fondamentalistes salafistes. Les indications préliminaires sur le vote dans un deuxième tiers de l'Egypte donnent également ces deux courants largement en tête. Contrastant avec les

affrontements du Caire, les opérations de vote se sont déroulées à ce stade sans incident majeur.
le 17 décembre 2011 à 18:05

<http://www.lefigaro.fr/international/2011/12/17/01003-20111217ARTFIG00261-retour-des-violences-au-caire.php>

Retour des violences au Caire

Par lefigaro.fr Mis à jour le 18/12/2011 à 09:58 | publié le 17/12/2011 à 13:52 Réactions (143)



Des manifestants incendient le rez-de-chaussée d'un bâtiment abritant des services du ministère des transports et des communications.

Les affrontements qui opposent manifestants et forces de l'ordre autour de la place Tahrir ont fait au moins neuf morts en deux jours. Le premier ministre égyptien dénonce une «contre-révolution».

La tension ne retombe pas au Caire. Pour le deuxième jour consécutif, la place Tahrir et ses abords ont été le théâtre ce samedi de violents affrontements entre opposants au pouvoir militaire et forces de l'ordre. Les heurts se sont étendus de la place, d'où s'est élevée un épais nuage de fumée, à un pont sur le Nil à proximité. Les protestataires, qui sont armés de pierres, ont eux-mêmes été la cible d'hommes en civil qui leur jetaient des pierres et des bouteilles enflammées depuis des toits d'immeubles. Place Tahrir, des incendies se sont déclarés dans deux bâtiments ministériels. Les contestataires ont dû s'enfuir dans les rues environnantes. Les soldats égyptiens ont donné la charge à coups de matraques. Des coups de feu en l'air ont également été tirés. Plusieurs interpellations ont eu lieu, au cours desquelles les manifestants ont été frappés. Le premier ministre égyptien Kamal el-Ganzouri annonce 18 blessés par balles ce samedi, mais assure que «ni l'armée ni la police n'ont ouvert le feu» sur les manifestants. Le parquet a ordonné le maintien en détention pour quatre jours de 17 personnes arrêtées.

Le bilan des heurts se révèle très lourd. Les accrochages ont fait neuf morts et 361 blessés, selon le bilan provisoire communiqué par le ministre de la Santé samedi. «Nous avons assisté à des scènes hideuses», a témoigné le correspondant de la chaîne d'information al-Jezira. «Les soldats perchés en haut des bâtiments ont bombardé les manifestants avec toute sorte d'objets: bouteilles, meubles, pierres. Certains ont fait des gestes obscènes aux activistes, un militaire leur a même uriné dessus». Ces violences sont les plus graves depuis celles survenues fin novembre peu avant les législatives. Samedi matin, les forces de l'ordre ont repris le contrôle du secteur, barrant les accès. Cela faisait quinze jours que les contestataires campaient devant le siège du gouvernement, empêchant toute réunion ministérielle.

Paris a dénoncé samedi «l'usage excessif de la force contre les manifestants». «La France est préoccupée par les violents incidents qui ont lieu place Tahrir au Caire», explique le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué, tout en appelant «au calme, au sens des responsabilités et au respect des droits de l'Homme parmi lesquels le droit de manifester, qui doit s'exercer librement et pacifiquement».

Le gouvernement accuse des «éléments infiltrés »

Les affrontements ont débuté jeudi soir après l'expulsion par l'armée de manifestants devant le siège du gouvernement, près de la Place Tahrir. Selon des témoins, les soldats ont frappé des protestataires, traîné des femmes par les cheveux et incendié des tentes. L'origine de cette escalade n'est pas claire. Certains manifestants, interrogés par les médias officiels, affirment que tout a commencé quand un jeune homme a pénétré dans l'enceinte du parlement voisin pour récupérer un ballon de football. Les gardes de l'institution l'auraient roué de coups. D'autres affirment que le jeune homme aurait provoqué les forces de l'ordre en essayant de s'y installer. Al-Jezira évoque une vidéo, montrant le visage couvert de bleus d'un activiste après son interpellation, qui aurait indigné les manifestants.

«Ceux qui sont à Tahrir ne sont pas les jeunes de la révolution», a prévenu le premier ministre, en allusion à la révolte qui a débouché sur la chute du régime Moubarak. «C'est une contre-révolution», a-t-il ajouté en mettant les troubles sur le compte d'«éléments infiltrés» qui «ne veulent pas de bien à l'Egypte». Une fermeté que ne cautionnent pas les principaux acteurs politiques. «Même si le sit-in était illégal, doit-il être dispersé d'une manière aussi sauvage et brutale, qui constitue une plus grande violation de la loi et de l'humanité?» s'est indigné Mohamed ElBaradei, candidat potentiel à la présidentielle, sur twitter. Le parti de la Liberté et de la Justice (PLJ), issu des Frères musulmans, en tête des élections législatives en cours, a également déploré une «agression» et a appelé l'armée à protéger les manifestants.

http://www.elwatan.com/international/l-egypte-sur-un-brasier-18-12-2011-151441_112.php

Une autre journée de violence au Caire

L'Egypte sur un brasier

le 18.12.11 | 01h00 **Réagissez**



L'emblématique place Tahrir au Caire s'est transformée, hier en fin de matinée, en un véritable champ de bataille opposant l'armée aux manifestants.

Le Caire (Egypte). De notre envoyé spécial

Des centaines de personnes ont investi la place dès que le Premier ministre, Kamel El Ganzouri, a annoncé la mort de huit manifestants lors des affrontements de la veille. Craignant une déferlante humaine, les forces armées se sont déployées bloquant avec des blindés tous les accès menant à la place Tahrir non sans violence. Une intervention musclée. Les éléments de la police militaire ont brûlé les tentes implantées au cœur de la place et pourchassé les manifestants dans toutes les rues qui mènent au cœur battant de la révolution. Ceux qui n'avaient pas la chance d'échapper aux mailles des militaires ont subi l'acharnement d'une violence sans pareille des éléments de la police militaire. Des scènes qui rappellent celles du soulèvement du 25 janvier contre Moubarak. Une véritable guérilla urbaine. Les militaires ont installé des barrages au niveau de la rue Abdelmoneim Ryadh du côté du Musée de l'Égypte et du côté du siège de la Ligue arabe pour empêcher les manifestants d'arriver à place Tahrir.

Mais la prise de cet endroit stratégique par les forces de l'ordre n'a pas duré longtemps. Près de trois heures d'échanges de projectiles et de jets de pierres entre la police militaire et les manifestants, ces derniers ont pu repousser les forces de l'ordre vers le boulevard Kasr El Ainy (ouest de la place Tahrir), où se trouve le palais du gouvernement. Les manifestants ont pu reprendre la place Tahrir vers 16h. Et pour la garder, ils ont mis en place un cordon humain au niveau de l'université américaine du Caire. Pendant ce temps, le feu ravageait le prestigieux Groupement scientifique d'Égypte qui conserve des ouvrages d'histoire, d'archéologie et de géographie rares. Une perte inestimable. Les manifestants affirment qu'ils n'ont rien à voir avec cet incident. Il est vrai que dans la confusion générale qui règne «des baltaguias se saisissent de l'occasion pour s'introduire et cibler des édifices publics et faire porter la responsabilité au mouvement de contestation pour le discréditer», a indiqué un animateur du Mouvement du 6 avril. Alors que les affrontements se poursuivaient jusque tard dans la soirée, le gouvernement a annoncé que le bilan des victimes s'est alourdi pour atteindre neuf morts et plus de 300 blessés.

Le Premier ministre a promis la fermeté dans le règlement de ce conflit. Dans une conférence de presse, hier matin, il a accusé la fameuse main cachée «interne et externe qui veut déstabiliser le pays». Il a assuré également que «l'armée n'a pas réprimé les manifestants» et parle de «conspiration contre la révolution».

Il a décidé d'ouvrir une enquête sur les événements pour «punir tous ceux qui sont impliqués dans les troubles». Le discours du Premier ministre a été rejeté par l'opposition. Le chef du parti El Ghad, Ayman Nour, a qualifié l'intervention de Kamel El Ganzouri de «contraire à la réalité».

Le Mouvement du 6 avril, de son côté, a répliqué en accusant le Premier ministre d'avoir mis le feu aux poudres, lorsqu'il avait déclaré qu'il pouvait «déloger les manifestants qui occupent le palais du gouvernement en un quart d'heure».

Le mouvement réclame un débat télévisé avec le Premier ministre. En somme, ces événements ont plongé tout le pays dans l'émoi après la mort de neuf personnes. Pour le chercheur Tawfik Aclimandos, il s'agit «d'un face-à-face entre des activistes, en général gauchistes, plus ultras et plus défavorisés d'un côté et de la police militaire de l'autre qui a dérapé. Le peuple du Caire semble être contre la radicalité de ces manifestants pour le moment, mais cela peut changer». A la question de savoir comment évolue la situation, le chercheur estime que «soit l'armée va mater les manifestants jusqu'à la fin des manifestations, ce qui est peu probable, soit le peuple va rallier les manifestants, mais cela aussi semble improbable pour l'instant. La situation pourrait connaître une tournure plus grave. Mais de toutes les manières, c'est l'armée qui est le grand perdant dans cette affaire».

A l'est de la place Tahrir, plus exactement à la célèbre mosquée d'Al Azhar (Le Caire fatimide), la tristesse et la colère se mêlaient. La cour de la mosquée était noire de monde. Plus de 10 000 personnes sont venues assister à l'enterrement du mufti Imad Aifat, mort la veille, atteint d'une balle lors des affrontements devant le palais du gouvernement.

Des figures religieuses chrétiennes se sont jointes aux imams d'Al Azhar au premier carré des funérailles. Des nombreuses personnalités politiques de confessions musulmane et chrétienne étaient également présentes à l'enterrement. L'activiste George Isshak, le coordinateur du parti laïque copte, Kamel Zakher, étaient aux côtés du président du Parti de la liberté et de la justice (Frères musulmans), Mohamed Morsy, le candidat aux élections législatives, le politologue Amr Choubaki. Tous accusent le Conseil militaire d'être «responsable de ce dérapage meurtrier». «Ce qui se passe est dû à l'absence d'une vision et de l'humanisme dans la gestion des affaires du pays», a estimé Kamel Zakhr.

Sous les cris «A bas le pouvoir de l'armée», «Le peuple veut la chute du maréchal» ou bien «Y a chahidouna nam wa ertah sa nouassel el kifah» (notre martyr repose en paix, nous continuons la lutte», les funérailles se sont transformées en manifestation contre le pouvoir militaire. A l'université Aïn Shams (Le Caire), des milliers d'étudiants et d'enseignants ont investi la rue pour condamner l'assassinat de leur camarade, Alla Abdelhadi, lors des heurts de la place Tahrir.

Le pays est ainsi (re) plongé dans l'angoisse des lendemains incertains. «On en a marre du sang et des larmes. Nous avons tant versé, la terre va nous insulter. Nous avons cru que nous étions définitivement sortis du long tunnel sombre dans lequel nous avaient embarqués Moubarak et son clan corrompu, mais, hélas, la haine et le mépris de la personne humaine sont encore présents dans l'esprit de ceux qui gouvernent.

Où va-t-on. Le pays et notre brave jeunesse méritent autre chose de plus précieux que la mort», a lâché, les larmes aux yeux, une mère qui a perdu son fils lors du soulèvement de janvier passé. «Chaque fois que j'entends des affrontements à El Maydane, je viens implorer les gens pour éviter d'autres victimes», nous confie cette femme.

En somme, «la fête démocratique», que devait célébrer les Egyptiens à l'occasion de la tenue des premières élections législatives démocratique post-Moubarak, s'est transformée en un deuil national. Dix mois après la chute de Moubarak, l'Egypte est encore sur un brasier. Le processus démocratique risque d'être mal négocié.

Le processus électoral ne risque-t-il pas d'être perturbé ? :

L'accélération des événements et le risque d'un basculement dans l'embrasement généralisé suscitent de nombreuses interrogations au sein de la classe politique, notamment chez les Frères musulmans et leur bras politique, le Parti de la liberté et de la justice (PLJ) qui a rempoté les élections législatives lors des deux phases du processus électoral.

Le secrétaire général du PLJ, Mohamed El Baltagui, a déclaré hier que «ce qui se passe en ce moment vise à saborder le processus électoral. Les justifications que donne le pouvoir pour expliquer cette situation sont infondées». Cependant, jusqu'à présent, aucun signe n'indiquait que le processus électoral connaîtrait une perturbation quelconque.

La première phase des élections s'est déroulée dans des conditions plus graves sans que cela n'ait influé sur les opérations de vote. Néanmoins, le pays traverse une sérieuse crise politique. Le Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui a réussi à faire adhérer les

forces politiques à sa démarche en stoppant le processus révolutionnaire en faveur d'un processus réformateur, court le risque d'être isolé.

Le Conseil consultatif, composé de trente personnalités, dont Amr Moussa, qu'il a désigné comme étant «un bras politique», menace de s'auto-dissoudre. Six de ses membres ont déjà démissionné du Conseil et son président invite le Conseil militaire à prendre des mesures urgentes pour mettre un terme «à l'usage de la violence contre les manifestants». Le politologue, Hassan Nafaa, qui est aussi membre du Conseil consultatif, estime que la «balle est dans le camp du CSFA.

Il a encore le temps et la possibilité de rétablir la situation pour mener la période de transition à son terme». D'autres observateurs évoquent «des pressions qui s'exercent sur les militaires au pouvoir après la montée en puissance des islamistes lors des élections dans le but d'agir pour un rééquilibrage des forces politiques en présence». Le temps presse et les prochaines heures vont sans doute être très déterminantes pour l'avenir politique immédiat du pays.

Hacen Ouali

<http://www.leparisien.fr/crise-egypte/le-caire-troisieme-jour-d-affrontements-autour-de-la-place-tahrir-18-12-2011-1773836.php>

Le Caire : troisième jour d'affrontements autour de la place Tahrir

Publié le 18.12.2011, 11h52 | Mise à jour : 14h50

LE CAIRE, SAMEDI. Les affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants se sont poursuivies autour de la place Tahrir. La photo d'une jeune femme voilée trainée par les policiers, a été brandie par les manifestants. | (reuters.)

Les affrontements se sont poursuivis dimanche dans le centre du Caire pour la troisième journée consécutive entre forces de l'ordre et manifestants anti-armée, qui ont fait dix morts et près de 500 blessés.

Les violences, à coups de pierres, se sont déroulés de part et d'autre d'un barrage de barbelés et de tôle installé par les forces de l'ordre sur une rue adjacente à la grande avenue conduisant de la place Tahrir, haut lieu de la contestation, au siège du gouvernement. L'avenue est barrée depuis samedi par un mur en béton afin d'empêcher les manifestants d'approcher du siège du gouvernement, où la confrontation avait débuté vendredi matin. Le parquet a ordonné le maintien en détention pour quatre jours de 17 personnes arrêtées samedi.

Autour de la place Tahrir, les protestataires ont brandi la Une d'un quotidien créé après la chute du président Hosni Moubarak, qui montre la photo d'une manifestante voilée, dont les soldats ont découvert le soutien-gorge et le ventre en la frappant et en la traînant sur la chaussée. Cette photo, ainsi que d'autres montrant des militaires adressant des gestes obscènes aux manifestants ont circulé largement sur les réseaux sociaux.

L'institut d'Egypte en feu, une «catastrophe pour la science»

Le Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui dirige l'Egypte depuis le départ de M. Moubarak en février, a pour sa part publié dans la soirée de samedi sur Facebook et Youtube

des images du saccage d'un bâtiment gouvernemental, avec ce commentaire: «N'est-ce pas notre droit de protéger la propriété du peuple?». Des manifestants ont par ailleurs pénétré dans le bâtiment encore fumant de l'Institut d'Egypte, à l'angle de l'avenue et d'une rue, incendié la veille, pour en extraire des manuscrits anciens brûlés pour certains.

Le ministre de la Culture Chaker Abdel Hamid a qualifié l'incendie du bâtiment de «catastrophe pour la science», et annoncé la «formation d'un comité de spécialistes de la restauration des livres et des manuscrits quand les conditions de sécurité le permettront». «Le bâtiment contenait des manuscrits très importants et des livres rares dont il est difficile de trouver l'équivalent dans le monde», a-t-il déclaré samedi soir à la télévision, faisant état d'efforts associant «des jeunes de la Révolution, du Conseil supérieur de la Culture et des restaurateurs pour sauver ce qui peut l'être». L'établissement a été fondé en 1798 au cours de l'expédition en Egypte de Napoléon Bonaparte afin de faire progresser la recherche scientifique.

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/12/18/egypte-les-affrontements-se-poursuivent-autour-de-la-place-tahrir_1620243_3212.html

Egypte : les affrontements se poursuivent autour de la place Tahrir

LEMONDE.FR | 18.12.11 | 15h39 • Mis à jour le 18.12.11 | 17h06



D'un côté, les manifestants envoient des pierres sur les forces de police.AP/Ahmed Ali

Le Caire, correspondance - Deux jours d'émeutes sanglantes entre manifestants et militaires au Caire ont transformé les alentours du siège du gouvernement en champ de bataille dévasté. La portion de la rue Qasr Al Ayni, qui mène de la place Tahrir au Parlement ne désemplit pas, malgré les assauts répétés de l'armée.

Protégés de casques en plastique, de tabourets ou de plaques de métal, les jeunes révolutionnaires y ont affronté une pluie de briques et de pierres, lancées du haut des immeubles voisins par des militaires et des hommes en civil. Stationnées dans les rues adjacentes, des troupes de la police militaire armées de bâtons, de tasers et de pistolets, ont chargé régulièrement les manifestants, les forçant à refluer vers la place Tahrir, faisant 10 morts et plus de 500 blessés, selon le ministère de la santé.

Selon les révolutionnaires, les affrontements ont été déclenchés par l'arrestation et la torture dans la nuit du jeudi 15 au vendredi 16 décembre, d'un jeune supporter de football participant au sit-in tenu par les manifestants depuis trois semaines devant le cabinet du premier ministre Kamal Al-Ganzouri, pour protester contre le gouvernement nommé par le Conseil militaire.

Les soldats auraient autorisé le jeune homme à venir chercher son ballon égaré à l'intérieur du cabinet. Il en est ressorti en sang, le corps et le visage tuméfiés. La police militaire, qui

soutient quant à elle que l'un de ses soldats a été attaqué par les révolutionnaires, a évacué le sit-in par la force à l'aube du vendredi.

ACHARNEMENT

Parmi les manifestants se trouvent beaucoup d'activistes connus, des fils d'hommes politiques célèbres, des députés déjà élus ou des candidats aux élections en cours, soutenus par des supporters de football "*ultras*". Aux premières lignes, garçons et filles défient l'armée à mains nues, paumes levées vers le ciel, ou avec un arsenal de fortune, répliquant à la violence des militaires avec des cocktails Molotov, des feux d'artifice, ou en renvoyant les pierres.

Beaucoup ont un œil bandé, conséquence des combats de la rue Mohammed Mahmoud qui ont fait plus de 40 morts et un millier de blessés entre le 19 et le 24 novembre, et au cours desquels l'armée a visé délibérément les yeux des protestataires. Leur arsenal est de peu de poids face à la brutalité des soldats. Les activistes arrêtés, hommes et femmes, sont battus sans ménagement, souvent jusqu'à l'évanouissement et traînés par les cheveux au milieu des gravats.



Une jeune femme arrêtée et frappée par l'armée égyptienne, samedi 17 décembre. REUTERS/STRINGER

Les militaires s'acharnent à plusieurs sur les corps inertes. Les sources médicales font état de tirs à balles réelles, soulignant que les hôpitaux de fortune établis aux alentours, sur la place, dans les églises et les mosquées, ont aussi été pris pour cible.

"FILS DE CHIENS ! ASSASSINS ! DESCENDEZ !"

Cette brutalité indigné les activistes : *"Mais qu'est-ce qu'ils veulent ?", s'étrangle Alia Ayman, jeune étudiante de 22 ans, cela fait deux jours qu'ils nous balancent des pierres et qu'ils nous provoquent ! Notre sit-in est pacifique. Nous avons le droit de manifester ! Je ne comprends pas ce qu'ils cherchent"*.

Entre les manifestants massés au début de la rue Qasr Al Ayni, une femme d'une soixantaine d'années se fraie un chemin jusqu'au mur érigé par l'armée samedi après-midi afin de bloquer l'entrée de la rue. Arrivée aux premières lignes, elle lève un bras vengeur vers les silhouettes qui s'agitent sur les toits : *"Fils de chiens ! Assassins ! Descendez !"*. En guise de réponse, un militaire en treillis défait sa braguette et urine du haut du toit en riant. *" Bravo ! bravo ! Très joli !"* répond la femme.

Autour d'elle, les doigts d'honneur se lèvent vers le ciel dans un tonnerre de sifflets et de clameurs. *"A bas le régime militaire ! La révolution continue"*. Une pluie de briques et de pierres leur répond, les forçant à s'éparpiller. Seuls quelques riverains s'aventurent dans

l'artère enfumée à l'horizon de laquelle on aperçoit un ballet de projectiles qui scintillent à travers le rideau humide d'un canon à eau.

Le scepticisme et la méfiance des habitants du quartier venus en reconnaissance vis-à-vis des manifestants est palpable. Un homme d'environ cinquante ans interpelle un jeune révolutionnaire coiffé d'une queue de cheval : *"Tu parles arabe ? Tu es Egyptien ? Désolé mais il paraît qu'il y a des étrangers derrière tout ça. Qu'est-ce que c'est que cette histoire de balle de football ? Tu joues au football à une heure du matin devant le siège du gouvernement toi ?"*

Malgré la propagande du gouvernement et de l'armée qui les présentent comme des *"voyous"*, les révolutionnaires continuent à défier les militaires. Ils ont reçu le soutien de plusieurs hommes politiques, dont certains ont démissionné du Conseil consultatif désigné par l'armée pour l'aider à gérer la transition. Le candidat à la présidentielle Ayman Nour a demandé la démission immédiate du CSFA. Les Frères Musulmans ont condamné la violence contre les manifestants et réclamé une enquête, tout en soulignant l'importance de continuer le processus électoral.

"VOTEZ POUR PERSONNE"



De l'autre, les policiers ripostent de la même façon.AP/Ahmed Ali

Les manifestants font face à l'hostilité de l'écrasante majorité de la population et des médias. Selon un sondage réalisé au début du mois de décembre par l'Institut d'études stratégiques Al-Ahram dans neuf circonscriptions égyptiennes, 88 % des sondés estiment que le conseil militaire assure *"les conditions adéquates à une transition démocratique"*.

"Mais qui sont ces casseurs ?", s'exclamait par exemple Hona Al-Asema, célèbre speakerine de la chaîne privée CBC à une heure de grande écoute, en s'indignant contre l'incendie qui a ravagé la bibliothèque de l'Institut d'Egypte, dont les révolutionnaires ont pourtant tenté de sauver les ouvrages.

Alors que les élections législatives se déroulent dans un climat relativement calme, ces affrontements sont révélateurs de la déception des jeunes révolutionnaires vis-à-vis du processus électoral en cours. Si les émeutes n'ont pour l'instant pas donné lieu à des revendications politiques, se présentant plutôt comme une manifestation de colère spontanée contre l'armée, beaucoup d'activistes estiment que le Conseil militaire doit abandonner

immédiatement toute prérogative politique et que les élections ne déboucheront pas sur l'élection d'un parlement aux couleurs de la révolution.

Rue Mohammed Mahmoud, théâtre de la précédente bataille entre les jeunes et la police, des graffitis rageurs ont recouvert les murs : *"Votez pour Personne : Personne tiendra ses promesses électorales, Personne écouterà vos problèmes, Personne dit la vérité, Tout le monde s'en fiche..."*

Claire Talon

<http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2011/12/20111217103526393990.html>

Troops beat Cairo protesters after clashes

Demonstrators beaten in Tahrir Square in a second day of clashes that have killed 10 people and wounded more than 430.

Last Modified: 18 Dec 2011 00:36

Egyptian soldiers with batons charged into Tahrir Square, beating protesters and burning tents, on the second day of violent clashes and anti-military demonstrations in the capital.

The renewed fighting in Cairo on Saturday came as Egypt's health ministry reported 10 people were killed and 432 others injured since Friday when soldiers stormed an anti-military protest camp outside the parliament building, a short distance from Tahrir.

The soldiers cleared the area as thick black smoke filled the skies following the eruption of a fire in the area around Egypt's upper house of parliament.

Al Jazeera also filmed exclusive footage of what appeared to be a soldier, in a line of charging troops, drawing a pistol and firing shots at a group of retreating protesters.

"[These are] very nasty and such ugly scenes that we have witnessed for ourselves in downtown Cairo," said Al Jazeera's Sherine Tadros.

"This is real violence that we have seen against the protesters, unarmed protesters being beaten by the military police and the soldiers."

Military police openly beat women protesters in the street, slapped elders on the face, and pulled the shirt off of at least one veiled woman as she struggled on the pavement. Witnesses told the AP news agency that soldiers beat and gave electric shocks to men and women dragged into detention, many of them held in the nearby parliament buildings.

Aya Emad, a 24-year-old protester, had a broken nose, her arm in a sling, her other arm bruised. She told AP that troops dragged her by her headscarf and hair into the Cabinet headquarters. She said soldiers kicked her on the ground, an officer used an electrical prod on her and another slapped her on the face.

Our correspondent reported that the situation had calmed down over the last few hours.

"We have a situation where the military police and the military soldiers are securing Tahrir Square themselves. Also on the periphery, they are trying to make sure that no one who wants to get back in gets back in. That seems to be their main objective right now, to get people out and to make sure that the whole area does not become re-occupied, as they put it."

Earlier, Tahrir and streets leading to the nearby parliament and cabinet headquarters looked like war zones. The military set up concrete walls between the square and parliament, but clashes continued.

Flames leaped from the windows of the state geographical society, which protesters pelted with firebombs after military police on the roof rained stones and firebombs down on them. Stones, dirt and shattered glass littered the streets around parliament.

Protesters grabbed helmets, sheets of metal and even satellite dishes to protect themselves from stones from troops above.

'Counter-revolution'

Al Jazeera's Sherine Tadros reports from Cairo

Egypt's prime minister, Kamal el-Ganzouri, addressed the violence in a news conference earlier on Saturday, branding the protesters as counter-revolutionaries, and saying the fighting was an attack on the country's revolution.

"This is not a revolution, but a counter-revolution," he said. "Those who are in Tahrir Square are not the youth of the revolution."

He added that his government would not confront peaceful demonstrations with any force, but he said protesters "threw rocks and destroyed everything they came across".

Al Jazeera's Rawya Rageh, who was at the press conference, said the "prime minister's promises have fallen flat, after the escalation of violence after his message".

Also on Saturday, nine members of a civilian council set up in November to advise the military after anti-army demonstrations resigned in protest of the military action.

The violence highlights tensions in Egypt 10 months after a popular revolt toppled President Hosni Mubarak. The army generals who replaced him have angered some Egyptians by seeming reluctant to give up power.

Skirmishes

The army assault on Saturday followed skirmishes between protesters and troops. A fire destroyed archives in a building next to Tahrir, including historic documents dating back over two centuries.

An official blamed petrol bombs for starting the blaze, the state news agency MENA reported.

An army official said in a statement troops targeted thugs not protesters after shots were fired at soldiers and petrol bombs set the archive building ablaze, MENA reported.

The fighting began on Friday after images were published online of the badly bruised face of an activist, who said he had been detained by military police at a sit-in outside cabinet the previous day and beaten.

The news infuriated protesters, who set cars alight and threw stones at security forces, who then retaliated.

Protesters have been occupying the area in front of the cabinet office for more than two weeks, preventing Ganzouri and his cabinet from meeting there. They are demanding that the country's Supreme Council of the Armed Forces (SCAF) immediately cede authority to a civilian government.

The clashes came as Egypt ended its second round of voting in a long and complicated election process that began on November 28. Voting took place in parts of greater Cairo, Ismailiya and Suez in the east, Aswan in the south and in the Nile Delta regions in the north.

Source:

Al Jazeera and agencies

<http://www.20minutes.fr/article/844916/place-tahrir-feu-sang>

La place Tahrir à feu et à sang

Créé le 19/12/2011 à 05h16 -- Mis à jour le 19/12/2011 à 05h16

égypte Les affrontements au Caire ont fait dix morts et des centaines de blessés depuis vendredi

En Egypte, la contestation contre l'armée continuait hier. Epicentre des affrontements qui ont cours depuis vendredi : la place Tahrir du Caire, où se sont déjà rassemblés pendant des mois les manifestants anti-Moubarak, poussant le président à quitter le pouvoir le 11 février.

La révolution confisquée ?

Mais les récents incidents, qui ont déjà fait dix morts et des centaines de blessés, n'ont rien à voir. Ils marquent les difficultés du pays à opérer sa transition, dix mois après la chute d'Hosni Moubarak. Ils ont aussi éclipsé la tenue du scrutin législatif. Les élections, qui ont débuté le 28 novembre, sont entrées dans leur deuxième phase mercredi et jeudi. Pour l'instant, comme après chaque consultation, les islamistes arrivent en tête. A l'issue de ce processus, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) doit remettre le pouvoir à un président démocratiquement élu avant le mois de juillet. Mais d'aucuns le soupçonnent de tenter de conserver le pouvoir. « Le conseil militaire doit s'en aller », s'exclamait hier un manifestant cité par l'agence Reuters. Prénomé Mohammed, il avait le crâne entouré de bandages après les heurts de la nuit.

L'armée a érigé des barrières dans les rues menant à la place Tahrir. Mais la violence ne se calme pas. D'autant que la télévision a diffusé des images de militaires chargeant les manifestants dans la nuit, ce qui accroît la colère au sein de la population.

« Je m'adresse à l'ensemble des forces et mouvements politiques pour leur dire que le sort de l'Egypte réside entre vos mains, a lancé le Premier ministre intérimaire nommé par l'armée, Kamal al-Ganzouri. Ce qui se passe aujourd'hui dans les rues n'est pas une révolution, mais plutôt une attaque dirigée contre la révolution. »

armelle le goff

<http://www.aljazeera.com/programmes/insidestory/2011/12/2011121972743351825.html>

Has Egypt's revolution been aborted?

As Egypt's army continues to clash with protesters, we debate the status of the promised transition to civilian rule.

Last Modified: 19 Dec 2011 09:33

Egypt's military police have clashed with demonstrators in Cairo in a third day of violence.

"What we're having today is not a revolution; it is an attack against the revolution."

- Kamal el-Ganzouri, Egypt's prime minister

It began on Friday when one of several hundred peaceful protesters, staging a sit-in outside the cabinet building, was reportedly detained and beaten by troops.

Since then the violence has left 10 people dead and 432 others injured. It has also emerged that precious national archives were burnt when the Institute of Egypt was set alight.

The violence has overshadowed the first parliamentary elections since President Hosni Mubarak was ousted in February.

"This is not the first time, every time the military council said 'we meant well, forgive us, this is the last time'. But now, it seems that this is their style of handling things."

- Emad el-Din Hussein, Editor Al-Shorouk newspaper

We look at what all of this means for Egypt's increasingly troubled transition in the wake of the revolution that brought the end of Mubarak's rule almost a year ago.

Is the army losing credibility as Egyptians await the promised switch from military to civilian rule? Are Egyptians becoming more intolerant of a violent transitional period with no security and a deteriorating economy? And who is to blame?

Inside Story discusses with guests: Ahmed el Nashar, an Egyptian political activist; Abdallah Schleifer, a senior fellow and professor emeritus at the Kamal Adham Center for Journalism at the American University in Cairo; and Gamal Abdel Gawad, a political analyst and senior research fellow at Al-Ahram Center for Political and Strategic Studies.

"There's a polarisation going on and it's true a lot of people have come to the conclusion that the revolution did not happen or was aborted or it has not been fulfilled and are pressing on. But on the other hand, what has to be considered is with each swelling of a clash, a significant portion of the population gets turned off."

Abdallah Schleifer, professor emeritus at the American University in Cairo

19/12/11 - 18 H 25 mis à jour le 19/12/11 - 18 H 43

Les Egyptiens sont las des violences de la place Tahrir

Les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont fait au moins 13 morts depuis vendredi 16 décembre et se sont poursuivis lundi 19 décembre au Caire.

(Nasser Nasser / AP)

Jets de pierre contre les soldats, place Tahrir, au Caire, dimanche. Les politologues pensent que l'armée a intérêt à ce que les élections aient lieu.

Alors que les islamistes dominent le scrutin législatif en cours, des rumeurs de dissensions au sein de l'armée circulent. Certains redoutent un coup de force des militaires.

Le visage d'un homme coiffé d'un turban et affichant un large sourire a été peint samedi 17 décembre sur un mur de l'avenue Qasr-El-Aïni, au Caire, lieu des violences entre manifestants et forces de l'ordre depuis la veille. Le cheikh Effat est en train de devenir un nouveau héros de la révolution égyptienne. Dignitaire d'Al-Azhar, l'autorité religieuse de référence en Égypte, il était aussi un membre influent de Dar-El-Ifta, l'institution qui émet les fatwas reconnues par l'État.

Engagé dans le soulèvement de janvier qui avait chassé du pouvoir Hosni Moubarak, ce religieux de 52 ans avait dénoncé les crimes des militaires au pouvoir après le massacre des manifestants coptes à Maspero, le 9 octobre. Vendredi 16 décembre, il avait rejoint le sit-in installé depuis trois semaines devant le conseil des ministres. Lors de l'assaut des militaires pour disperser les manifestants, il a été tué par balles.

Ses funérailles, samedi 17 décembre, se sont transformées en une manifestation de plusieurs milliers de personnes contre le pouvoir militaire. « *Tantawi, tu es un lâche ; Al-Azhar, retourne sur la place !* », criait la foule présente. Plusieurs prêtres coptes étaient présents dans le cortège qui a défilé de la mosquée Al-Azhar jusqu'à la place Tahrir.

« Comment se sentir libre dans un pays où l'on se fait frapper dans la rue par ceux qui sont censés nous protéger ? »

« Ce genre d'événement monte des groupes entiers de la société égyptienne contre le pouvoir militaire, analyse Moaaz Mahmoud, chercheur au Caire pour l'Initiative de réforme arabe, un think tank pro-démocratie. Il y a eu les coptes avec le massacre de Maspero, puis les "ultras" (jeunes supporters de football), et maintenant les azharis, les dignitaires religieux et étudiants d'Al-Azhar. »

Les vidéos de manifestants, hommes et femmes, très durement tabassés par les soldats, sont choquantes. « *L'objet de cette révolution était la liberté. Comment peut-on se sentir libre dans un pays où l'on se fait frapper dans la rue par ceux qui sont censés nous protéger ?* », s'insurge Ramadan, un employé du ministère de la culture.

Beaucoup de militants pro-démocratie se demandent pourquoi l'armée emploie aujourd'hui une telle violence, alors que les élections législatives, largement dominées par les islamistes, sont en cours. Des rumeurs sur un possible « *coup de force* » militaire circulent. « *Ils pourraient prendre prétexte de ces violences pour arrêter les élections et instaurer l'état d'urgence* », avance Sherine Abdallah, du mouvement des Jeunes du 6-Avril. On parle aussi de dissensions à la tête de l'armée, entre des officiers partisans d'une véritable transition démocratique et ceux qui cherchent avant tout à préserver leurs privilèges.

Propagande à plein régime

Mais les politologues sont d'un autre avis : l'armée a intérêt à ce que le processus électoral aille à son terme, plutôt que de se retrouver face à une nouvelle insurrection si elle interrompt le scrutin. Les affrontements en cours seraient le reflet de l'incapacité des forces de l'ordre égyptiennes – armée comme police – à gérer les manifestations et les émeutes. « *Il n'y a pas de plan prémédité des militaires, on est dans l'improvisation la plus totale et c'est pour cela que tout peut dégénérer* », avertit Moaz Mahmoud.

Des disputes et parfois des bagarres éclatent ainsi de plus en plus souvent dans le centre du Caire, entre la minorité qui soutient encore les manifestants de Tahrir et la majorité qui leur est hostile. « *Les jeunes qui attaquent les militaires sont manipulés par les libéraux comme Mohamed El Baradei qui ne veulent pas que les islamistes arrivent au pouvoir et veulent faire annuler les élections* », affirme Tareq, un avocat.

Sur la télévision d'État, la propagande de l'armée, identique à celle de l'ère Moubarak, tourne à plein régime. On y désigne « *une main étrangère* » comme responsable des violences en cours. La plupart des Égyptiens, épuisés par onze mois d'instabilité et terrifiés par la perspective du « *chaos* », considèrent que les soldats utilisent une violence légitime pour maintenir le pays à flot.

NINA HUBINET, au Caire

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2011/12/19/003-egypte-lundi-violences.shtml>

Égypte : les violences se poursuivent à la place Tahrir



Photo: AFP/MOHAMMED ABED

« Tantaoui, garde tes chiens loin de moi », peut-on lire sur la pancarte de ce manifestant, dans une référence à l'attaque dont a été victime la manifestante « au soutien-gorge » bleu.

Les violences meurtrières se sont poursuivies au Caire pour une quatrième journée dans des affrontements opposant les forces de sécurité aux manifestants braqués contre l'armée et son gouvernement.

À l'aube, lundi, des centaines de policiers antiémeutes et de soldats gardant l'entrée du siège du gouvernement égyptien ont dispersé par la force les manifestants rassemblés place Tahrir.

Ils ont utilisé des bâtons et des gaz lacrymogènes, certains allant jusqu'à ouvrir le feu sur la foule. Selon le ministère de la Santé, trois personnes ont été tuées dans ce nouvel épisode de violence, portant à 14 le bilan des victimes tuées depuis vendredi. Quelque 700 autres personnes ont en outre été blessées au cours de la même période.

Les forces gouvernementales se sont finalement retirées derrière des barricades érigées sur les rues menant non seulement au siège du gouvernement, mais aussi au parlement et au ministère de l'Intérieur.

Des dizaines, voire des centaines, de manifestants sont toutefois revenus s'installer place Tahrir, en brandissant des banderoles hostiles au pouvoir militaire, et des photos de la manifestante « au soutien-gorge bleu ».

La femme en question peut être vue sur une vidéo qui a déjà fait le tour du monde. On la voit encerclée par une multitude de policiers antiémeutes qui lui assènent à qui mieux mieux des coups de pied et de bâton. Elle est laissée inconsciente, au milieu de la chaussée, partiellement dénudée.

L'agence officielle Mena souligne que 123 personnes arrêtées lors de ces heurts sont toujours en détention. Elles pourraient être accusées de résistance à l'autorité, de violences contre les forces de sécurité, d'incendie de bâtiments publics et d'atteinte à des propriétés publiques et privées.

Neuf autres prévenus devront être soignés avant d'être entendus, tandis que 53 autres ont été relâchés.

Ces violences sont les plus importantes à survenir dans la capitale depuis les affrontements du mois dernier entre les manifestants et les forces de sécurité. Une quarantaine de personnes avaient alors perdu la vie.

L'ONU et Washington se portent à la défense des Égyptiennes

Déplorant des événements « particulièrement choquants », la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, a estimé que le traitement réservé aux femmes égyptiennes « déshonore l'État et son uniforme, et n'est pas digne d'un grand peuple ».

Les femmes sont « spécialement visées par les forces de l'ordre et par les extrémistes », a-t-elle dit lundi, alors qu'elle dévoilait un plan d'action américain visant à promouvoir le rôle des femmes dans la résolution des conflits. « Les manifestantes ont été battues et soumises à des atteintes horribles. »

Après avoir manifesté et pris des risques comme les hommes pour obtenir le départ de l'ex-dirigeant Hosni Moubarak en février, les femmes ont depuis été exclues du processus politique, a-t-elle en outre souligné.

La haute-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, Navi Pillay, a pour sa part condamné « la répression brutale » des manifestations. « Les images de manifestants, dont des femmes, brutalement frappés et agressés, longtemps après qu'ils n'aient plus montré de résistance, sont profondément choquantes », a-t-elle déclaré par communiqué.

« La violence impitoyable avec laquelle des femmes manifestant pacifiquement ont été frappées est particulièrement choquante et ne peut rester impunie », a-t-elle ajouté.

Amnistie internationale a de son côté condamné « l'usage excessif de la force contre les manifestants » et appelé à cesser la fourniture « de petites armes, munitions et autres équipements répressifs à l'armée et aux forces de sécurité égyptiennes ».

Sous pression, les militaires au pouvoir se défendent

Le Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui dirige l'Égypte depuis la chute du président Hosni Moubarak en février, a par ailleurs affirmé lundi avoir découvert un plan visant à « brûler l'Assemblée du peuple ».

Le général Adel Emara, membre du CSFA, a interrompu une conférence de presse pour dire qu'il avait « reçu un appel téléphonique à l'instant indiquant qu'un plan visant à brûler l'Assemblée du peuple avait été découvert ». Il a ajouté : « Il y a maintenant des foules place Tahrir prêtes à appliquer ce plan. »

Le général Emara soutient que l'armée « n'utilise pas la force contre les protestataires », tout en soutenant que les manifestants de la place Tahrir « cherchent à détruire l'État » et n'ont rien à voir avec « les gens honorables de la révolution du 25 janvier ».

Emara a cependant reconnu que l'incident impliquant la femme au soutien-gorge bleu s'est bel et bien produit. « Oui, cela s'est produit. Mais il faut tenir compte des circonstances » entourant cette affaire, a-t-il ajouté, sans préciser davantage. « Nous enquêtons là-dessus, nous n'avons rien à cacher. »



Photo: La Presse Canadienne /AP/Amr Nabil

Des spécialistes tentent de récupérer des documents qui ont brûlé dans l'incendie de l'Institut d'Égypte, une institution fondée à l'époque où

Napoléon Bonaparte dirigeait la France. Les lieux abritaient quelque 200 000 documents, dont plusieurs d'une valeur historique inestimable.

Au cours des dernières heures, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a déclaré être « alarmé par l'usage excessif de la violence contre les manifestants ». Il demande aux autorités de faire preuve de retenue et de respecter les droits de la personne, dont le droit de manifester pacifiquement.

Des violences en période électorale

La nouvelle flambée de violence a commencé vendredi, lorsque les forces de sécurité ont attaqué des manifestants qui campaient devant le siège du gouvernement pour dénoncer la nomination du premier ministre Kamal el-Ganzouri. Ce dernier a déjà occupé les mêmes fonctions pendant le règne d'Hosni Moubarak.

C'est la deuxième période de violence en Égypte depuis que des hordes de manifestants insatisfaits de la tournure des événements ont réinvesti la place Tahrir, à la fin novembre. Pas moins de 42 personnes ont perdu la vie lors des premiers jours de cette nouvelle occupation.

Les manifestants dénoncent la façon dont le Conseil suprême des forces armées (CSFA) gère le pays depuis la chute d'Hosni Moubarak, et réclament le départ de son chef, le maréchal Hussein Tantaoui.

Ces événements surviennent alors que la deuxième phase des élections législatives s'est déroulée sans heurts la semaine dernière. Le taux de participation a été de 67 %. Une troisième phase de vote, répartie sur quatre jours, doit encore avoir lieu.

La deuxième phase du scrutin a confirmé la force des formations islamistes. Le parti des Frères musulmans a récolté 39 % des voix contre 30 % pour le parti salafiste, Al-Nour. Les deux partis avaient respectivement recueilli 36 % et 24 % des voix lors de la première phase.

<http://www.liberation.fr/monde/01012378421-au-caire-les-emeutes-font-au-moins-dix-morts>

Le 19 décembre à 0h00

Au Caire, les émeutes font au moins dix morts

Égypte . Les heurts violents entre forces de l'ordre et manifestants contestant le pouvoir militaire se sont poursuivis tout le week-end.

Par **GÉRARD THOMAS**

De violents affrontements se sont poursuivis dans le centre du Caire hier, pour la troisième journée consécutive, entre forces de l'ordre et manifestants hostiles à l'armée. Durant le week-end, ces heurts ont fait au moins 10 morts et près de 500 blessés, le bilan le plus lourd depuis des affrontements similaires qui avaient fait 42 morts peu avant les législatives du 28 novembre.

Hier, les bagarres de rue, essentiellement à coups de pierres, se concentraient autour d'un barrage de barbelés et de tôles installé par les forces de l'ordre sur une rue adjacente à la grande avenue conduisant de la place Tahrir, haut lieu de la contestation, au siège du

gouvernement. Depuis samedi, l'accès au bâtiment gouvernemental, où les troubles ont débuté vendredi, est barré aux contestataires par la police.

Manuscrits. Les heurts ont soudainement éclaté entre les forces de l'ordre et les manifestants qui campaient depuis fin novembre devant le siège du gouvernement pour protester contre la nomination au poste de Premier ministre de Kamal el-Ganzouri, ancien chef du gouvernement de Hosni Moubarak. Les protestataires réclament également la fin du pouvoir militaire mis en place depuis la chute de l'ancien président. Ils visent notamment le chef de l'armée et chef de l'Etat de fait, le maréchal Hussein Tantaoui.

Tout autour de la place Tahrir, hier, les protestataires brandissaient la une d'un quotidien créé après la chute de l'ex-président Moubarak qui montrait la photo d'une manifestante voilée dont les soldats découvraient le soutien-gorge et le ventre en la frappant et en la traînant sur la chaussée.

Par ailleurs, des personnes ont pénétré hier dans le bâtiment encore fumant de l'Institut d'Egypte, incendié samedi, pour s'emparer de manuscrits anciens.

Le Premier ministre, Kamal el-Ganzouri, a mis en garde contre un risque de «*contre-révolution*», assurant que «*ni l'armée ni la police n'avaient ouvert le feu*» sur les manifestants.

Scrutin. Les violences du week-end ont occulté la tenue sans incident majeur de la deuxième phase des élections législatives, qui devrait conforter la nette domination des formations islamistes, au détriment des partis libéraux et des mouvements issus de la révolte anti-Moubarak. La première partie du scrutin, qui couvre un tiers du pays, a donné 65% des voix aux partis islamistes, dont 36% pour les Frères musulmans et 24% pour les fondamentalistes salafistes.

http://www.salon.com/2011/12/20/egyptian_troops_charge_protesters_in_pre_dawn_raid/

Tuesday, Dec 20, 2011 9:03 AM 21:39:23 GMT+0100

Egyptian Troops Charge Protesters In Pre-dawn Raid

By Hamza Hendawi, Associated Press

Egyptian book restoration officials surround a vehicle full of burnt and damaged books which were saved from the research center, set up during the three-year occupation of Egypt by France in the late 18th century, in Cairo, Egypt, Monday, Dec. 19, 2011. The building was almost completely gutted by a fire which broke out during the height of the clashes on Saturday, when troops on its roof and on other nearby rooftops hurled rocks down on protesters below. (AP Photo/Amr Nabil) (Credit: AP)

CAIRO (AP) — A field hospital doctor says Egyptian troops and riot police have raided Cairo's Tahrir Square in their latest attempt to evict protesters who want the ruling military to immediately step down.

Ahmed Saad says a 15-year-old protester was in critical condition after suffering a gunshot wound in Tuesday's attack.

It was the second pre-dawn raid in as many days on the city's central square. It comes as Egypt's ruling generals are coming under mounting criticism at home and abroad over the excessive use of force by troops against unarmed protesters, including women, since the latest spate of violence broke out on Friday. Fourteen people have died.

The military took power after an 18-day uprising forced autocratic leader Hosni Mubarak to step down in February.

THIS IS A BREAKING NEWS UPDATE. Check back soon for further information. AP's earlier story is below.

CAIRO (AP) — Egypt's ruling military sought to discredit the pro-democracy movement Monday, portraying a detained protester as a woman of questionable morals, accusing a prominent publisher of incitement and alleging the media is trying to sabotage the country.

<http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2011/12/20111219114141785291.html>

Egyptian army continues crackdown on protests

Death toll rises to 12 as clashes between protesters and army enter fifth day, drawing UN and US condemnation.

Last Modified: 20 Dec 2011 05:32

Egyptian security forces have fought opponents of army rule in Cairo for a fifth day, drawing condemnation from both the United Nations and the United States, as the number of civilians killed in the clashes since Friday rose to 12.

Hundreds have been wounded and scores detained in the wake of the clashes.

Police and soldiers using batons, water cannons and tear gas drove stone-throwing protesters out of Cairo's Tahrir Square, hub of the uprising that ousted Hosni Mubarak in February, over night.

The violence appeared likely to continue, after Egypt's ruling military council claimed on Monday it had uncovered a plot to burn down parliament.

General Adel Emara, a member of the ruling military council, interrupted a live news conference to say he had received a call about a "plot to burn parliament and there are now large crowds in Tahrir Square ready to implement the plan".

Emara was addressing the clashes during the televised news conference on Saturday, and he defended the military's use of force against the protesters, saying the army had a duty to protect the nation's installations.

Probe under way

"What are we supposed to do when protesters break the law?" Emara asked. "Should we invite people from abroad to govern our nation?"

He said an investigation into the clashes and the media's coverage of them was under way. "The media is helping sabotage the state. This is certain."

Al Jazeera's Sherine Tadros, reporting from the capital, Cairo, said the news conference was one of the most defensive given by a member of the ruling military council.

"Essentially the picture that's being painted is one where the army - and by extension the country - is under attack by these counter-revolutionaries who are trying to attack soldiers and buildings ... and have no real ideology or aim behind what they are doing," she said.

Earlier, protesters said they had seized four soldiers who had been part of the attacking force in the early hours of Monday.

"We quickly got the four into vehicles and drove them away from the square, otherwise they would have been beaten to a pulp by angry protesters who experienced the army's vicious attacks," said Sayyid Abu Ella, speaking by telephone from Tahrir.

Late on Sunday, demonstrators had hurled petrol bombs at lines of security forces and chanted "Down with Tantawi", a reference to Field Marshal Mohamed Hussein Tantawi, who heads the army council and was Mubarak's defence minister for two decades.

Wael Abbas, an Egyptian journalist and human rights activist in Cairo, told Al Jazeera that while it was relatively calm on the streets by midday on Monday, at dawn there had been shooting, more arrests, and more deaths.

"They were using a water cannon all night with strange chemicals – it smelled a little bit like cheese and then it smelled like gasoline – and there were Molotov cocktails and stone-throwing," he said, until the army moved in at dawn.

Responding to the military's stance that the latest protesters were "counterrevolutionary", Abbas responded: "We know that the military council are remnants of Mubarak's regime."

"They used to steal our money, now they are taking our lives ... that's the definition of counterrevolutionary, in my opinion," he said.

'Deeply concerned'

The violence has drawn condemnation from Ban Ki-moon, the UN secretary-general, who "is highly alarmed by the excessive use of force ... by the security forces against protesters".

Ban called for the "transitional authorities to act with restraint and uphold human rights, including the right to peaceful protest", according to a statement from his office.

The US secretary of state also weighed in, saying she was "deeply concerned about the continuing reports of violence".

"I urge Egyptian security forces to respect and protect the universal rights of all Egyptians, including the rights to peaceful free expression and assembly," said Hillary Clinton.

The violence broke out just after the second stage of a six-week election for Egypt's new parliament that starts the slow countdown to the army's return to barracks. The military has pledged to hand power to an elected president by July.

An army source said 164 people had been detained while the state news agency, MENA, said the public prosecutor had detained 123 people accused of resisting the authorities, throwing rocks at the army and police, and setting fire to government buildings.

The prosecutor had released 53 others.

<http://www.infobae.com/notas/622940-Continuan-los-disturbios-en-Egipto-y-hay-cuatro-nuevos-muertos.html>

20-12-11 | MUNDO

Continúan los disturbios en Egipto y hay cuatro nuevos muertos

Por quinto día consecutivo, **fuerzas de seguridad y manifestantes volvieron a enfrentarse en la plaza Tahrir, en el centro de El Cairo**. Los egipcios exigen el llamado a elecciones inmediatas y la dimisión de la Junta Militar, en el poder desde el derrocamiento del dictador **Mubarak**



Nuevos enfrentamientos surgieron por quinto día consecutivo en el centro de El Cairo entre las fuerzas de seguridad y los manifestantes, que tomaron la plaza Tahrir y la cerraron hoy al tráfico, **causando la muerte de 4 personas, ascendiendo el total a 16 fallecidos desde que volvieran las protestas**.

Los choques, que surgieron cuando los dos grupos intentaban controlar la plaza esta mañana, dejó además 32 heridos, informó el Ministerio de Sanidad.

El Consejo Supremo de las Fuerzas Armadas de Egipto responsabilizó hoy a los manifestantes de la violencia que dejó 16 civiles muertos desde el inicio de los enfrentamientos el viernes, y alegó que **el Ejército se vio obligado a intervenir para proteger la propiedad pública**.

El edificio que alberga el parlamento y las oficinas del gobierno está a sólo unos metros de la plaza. La policía levantó muros de hormigón para evitar que los manifestantes alcancen edificios cercanos.

Por su parte, una treintena de líderes y representantes de partidos de varias tendencias, desde liberales a islamistas, se reunieron en el barrio cairota de Zamalek para analizar los choques en Egipto

El precandidato presidencial Ayman Nur y miembros del grupo conservador Hermanos Musulmanes, de la coalición de los jóvenes revolucionarios o de los islamistas moderados del partido Wasat fueron algunos de los que participaron en el encuentro.

Al término de la reunión, los asistentes afirmaron en un comunicado que **la Junta Militar es la “única responsable de las violaciones de los derechos humanos” cometidas contra los civiles** y señalaron que los soldados fracasaron “en administrar la etapa transitoria que atraviesa Egipto” y exigieron que se libere a los manifestantes pacíficos y se detenga a los “verdaderos acusados e implicados en provocar este caos”.

http://www.portalangop.co.ao/motix/fr_fr/noticias/africa/2011/11/51/tue-Caire-les-forces-ordre-verrouillent-secteur-des-affrontements,cdbce9c6-f359-4b61-9c60-4a6792ed74ee.html

20/12/11 08:00

Egypte

Un tué au Caire, les forces de l'ordre verrouillent le secteur des affrontements

LE CAIRE - Une personne a été tuée lundi matin dans le centre du Caire, a-t-on appris de source officielle, alors que les forces de l'ordre ont barré avec un mur en béton la rue où s'étaient concentrés la veille les affrontements avec les manifestants anti-armée.

"Le nombre de tués depuis le début des heurts est monté à 11, dont un ce jour", a affirmé Adel Adaoui, adjoint du ministre de la Santé, cité par l'agence officielle Mena, faisant état de 201 blessés pour la journée de dimanche. Le dernier bilan officiel, dimanche soir, s'élevait à 10 tués et près de 500 blessés en trois jours.

Des heurts ont à nouveau eu lieu lundi à l'aube lorsque les forces de sécurité ont tenté d'évacuer les manifestants de la place Tahrir, haut lieu de la contestation, mais le calme était revenu dans la matinée, a constaté un photographe de l'AFP. Des manifestants ont montré une chemise blanche ensanglantée, la présentant comme celle du manifestant tué lundi.

Sur la place Tahrir, quelques dizaines de personnes observaient toujours un sit-in, brandissant des banderoles hostiles au pouvoir militaire et des photos qui ont indigné les protestataires d'une manifestante voilée, dont les soldats avaient découvert le soutien-gorge et le ventre en la frappant et en la traînant sur la chaussée.

Un mur de béton a été dressé dans la rue où s'étaient déroulés à coups de pierres et autres projectiles les heurts de dimanche, une voie perpendiculaire à la grande avenue conduisant de la place Tahrir au siège du gouvernement, selon la même source. L'avenue est barrée depuis samedi par un mur en béton afin d'empêcher les manifestants d'approcher du siège du gouvernement, où la confrontation avait débuté vendredi matin.

Plus de 180 personnes ont été arrêtées par les forces armées dont des femmes et des mineurs, pour implication présumée dans les heurts et pour incendie de bâtiments, selon le parquet. Le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon a accusé les forces de sécurité égyptiennes d'usage "excessif" de la violence à l'encontre des manifestants.

<http://www.montrealgazette.com/news/Fourth+clashes+Cairo/5884859/story.html>

Fourth day of clashes in Cairo

Death toll up to 12; Army says it uncovered plot to torch parliament
AFP December 20, 2011

Egyptian security forces clashed for a fourth straight day on Monday with protesters demanding an end to military rule as the death toll rose to 12, despite strong international criticism of the violence.

Two people were killed in dawn fighting in Cairo's administrative heart as security forces swooped to remove the protesters, health ministry sources said. The clashes quickly subsided before several hundred people turned out in Tahrir Square - the epicentre of protests that toppled Hosni Mubarak - for the funeral of a protester killed in the violence. But the Supreme Council of the Armed Forces that took power in February denied it had given orders to use force against protesters and said a plot had been uncovered to burn down parliament.

SCAF Gen. Adel Emara, interrupting a live news conference, said he had "received a call now to say that a plot was uncovered today to burn parliament and there are now large crowds in Tahrir Square ready to implement the plan."

AFP reporters in Tahrir said there were no signs of tension there or on the square's outskirts, where a historical building containing national archives was destroyed and protesters were trying to save any surviving documents. Emara said the army "does not use force against protesters" but qualified those in Tahrir as "people seeking to destroy the state ... not the honourable people of the January 25 revolution." But Emara did admit troops had beaten a veiled woman after having ripped her clothes to reveal her bra, sparking nationwide outrage.

In the picture and YouTube footage of the incident, the woman is sprawled on the ground, helmeted troops towering over her. One is seen kicking her, and later she appears unconscious, her stomach bared and her bra showing.

"Yes, this happened. But you have to look at the circumstances around (the incident)," Emara told reporters. "We are investigating it, we have nothing to hide," he said.

The comments came as rights groups and dissidents slammed retired army general Abdelmoneim Kato - an adviser to the military - for saying some in Tahrir were "street kids who deserve to be thrown into Hitler's incinerators."

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/12/20/egypte-cinquieme-jour-d-affrontements-et-nouvelle-charge-des-forces-de-l-ordre_1620662_3212.html

Egypte : cinquième jour d'affrontements et nouvelle charge des forces de l'ordre

LEMONDE.FR avec Reuters | 20.12.11 | 09h59 • Mis à jour le 20.12.11 | 20h01

Pour la cinquième journée d'affilée, la police et l'armée égyptiennes ont tiré des coups de feu et fait usage de gaz lacrymogène et de matraques, mardi 20 décembre, contre des manifestants hostiles au pouvoir militaire. Au moins quatre personnes ont été blessées. Les forces de l'ordre tentaient une nouvelle fois de déloger les protestataires de la place Tahrir, au Caire.

D'intenses fusillades ont résonné tandis que les forces de sécurité chargeaient la centaine de manifestants qui refusaient de quitter les lieux, ont déclaré des activistes et un journaliste de

Reuters. *"Des centaines de membres de la sûreté de l'Etat et de l'armée ont pénétré sur la place et ont commencé à tirer sans relâche. Ils ont poursuivi des manifestants et brûlé tout ce qui était sur leur passage, y compris du matériel médical et des couvertures"*, a témoigné Ismaïl, un manifestant, au téléphone.

Des violences que *"regrette profondément"* le Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui dirige la pays. Surtout celles dont sont victimes les femmes : *"Le Conseil suprême des forces armées exprime aux femmes d'Egypte ses profonds regrets pour les atteintes qui se sont produites lors des affrontements récents au cours des manifestations devant le Parlement et le siège du gouvernement"*, a affirmé le CSFA dans un communiqué. Et de promettre *"toutes les mesures légales pour que les responsables de ces atteintes rendent des comptes"*.

CONFRONTATION AVEC LE PEUPLE



Une jeune femme arrêtée et frappée par l'armée égyptienne, samedi 17 décembre. REUTERS/STRINGER

Les images d'une femme à terre brutalisée par les forces de l'ordre et traînée au sol au point de faire apparaître ses sous-vêtements ont en effet choqué de nombreux Egyptiens. Le quotidien indépendant *Tahrir*, fondé après la chute du président Hosni Moubarak en février, fustigeait en une *"les forces qui attendent à l'honneur"*, avec une photo d'un soldat tenant une femme par les cheveux tandis qu'un autre brandissait une matraque au-dessus d'elle. La veille, un quotidien avait montré en une la photo d'une manifestante voilée, dont les soldats découvraient le soutien-gorge et le ventre en la frappant et en la traînant sur la chaussée.

L'armée, elle, se défend. *"Depuis le début de la révolution, des forces malveillantes tentent d'entraîner l'Egypte dans le chaos et placent l'armée dans une situation de confrontation avec le peuple"*, a déclaré le général Adel Emara, assurant qu'il s'agissait d'un incident isolé et que l'armée n'avait pas donné l'ordre d'évacuer la place Tahrir par la force. *Ce qui est en train de se passer n'a rien à voir avec la révolution et sa jeunesse pure, qui n'a jamais souhaité mettre à terre ce pays."*

MORT EN DÉTENTION

Les protestataires avaient tenté de briser un mur de briques érigé pour bloquer l'accès au Parlement, situé non loin de la place Tahrir. De sources médicales, on estime que treize personnes sont mortes et des centaines d'autres ont été blessées depuis le début de ces nouveaux affrontements, vendredi. Les manifestants affirment que ce bilan va s'alourdir avec la dernière intervention des forces de l'ordre.

Des personnalités politiques et des membres du Parlement ont tenté de se rendre sur la place mardi mais ils ont fait demi-tour en raison des fusillades, a ajouté le manifestant joint par téléphone. Une source militaire a fait état de 164 arrestations. Une source au sein des services de sécurité a déclaré qu'un jeune homme de 26 ans était mort en détention sans que l'on connaisse la cause de son décès.

Dix mois après le renversement de Hosni Moubarak, une partie de la population soupçonne l'armée de profiter de son rôle à la tête du processus de transition pour tenter de conserver le pouvoir. D'autres savent gré aux militaires de chercher à maintenir le calme et l'ordre afin de permettre le bon déroulement des élections, qui se déroulent par phases depuis fin novembre.

Les dernières violences sur la place Tahrir ont provoqué l'incendie de la bibliothèque de l'Institut d'Egypte, fondé il y a plus de deux siècles. *"Que ressentez-vous lorsque vous voyez l'Egypte et son histoire brûler sous vos yeux ?"* s'est indigné le général à la retraite Abdel Moneim Kato, conseiller de l'armée, dans le journal *Al-Chorouk*, dénonçant des *"vagabonds qui mériteraient de brûler dans les fours crématoires de Hitler"*.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20111220.OBS7171/nouveaux-affrontements-au-caire.html>

Nouveaux affrontements au Caire

Créé le 20-12-2011 à 11h22 - Mis à jour à 16h24

Par Le Nouvel Observateur avec AFP

Quatre personnes ont été blessées tôt ce matin, puis le calme est revenu dans la capitale égyptienne.



STR/AP/SIPA

Dans le centre du Caire, mardi 20 décembre peu avant le lever du jour, de nouveaux affrontements ont opposé forces de l'ordre et manifestants hostiles au pouvoir militaire, selon des sources officielles et des témoins. Un responsable du ministère de la Santé a annoncé à la télévision d'Etat un bilan de quatre blessés.

Un coordinateur des secours des manifestants, Mohamed Moustapha, a également affirmé que quatre personnes avaient été tuées.

"Ces jours-ci, les affrontements se produisent entre 3h30 et 5h du matin" (1h30 et 3h GMT), a-t-il indiqué.

Les affrontements, localisés sur la place Tahrir, ont mis face à face police anti-émeute et protestataires, avec jets de pierres et tirs par balles, selon des témoins.

Un médecin d'un hôpital de campagne installé pour les manifestants a déclaré avoir vu un enfant de 14 ans touché par balle à la poitrine.

Douze morts en cinq jours

Le calme était revenu en milieu de matinée sur la place, haut lieu de la contestation, et dans les rues avoisinantes, où se déroulent les violences qui ont fait au moins 12 morts et des centaines de blessés en cinq jours.

Des jeunes brandissaient des cartouches vides, selon eux tirées sur les manifestants, à un croisement proche entre une avenue et une rue où se sont concentrés les affrontements lundi, de part et d'autre d'un mur de blocs de pierre érigé par les forces de sécurité.

Les affrontements avaient éclaté vendredi entre les forces de l'ordre et des manifestants qui campaient depuis fin novembre devant le siège du gouvernement pour protester contre la nomination par l'armée comme Premier ministre de Kamal el-Ganzouri, qui avait déjà occupé ce poste sous le président déchu Hosni Moubarak.

Les manifestants réclament également la fin du pouvoir militaire, visant en particulier le chef de l'armée et chef d'Etat de fait, le maréchal Hussein Tantaoui.

<http://www.nydailynews.com/news/world/10-000-women-march-cairo-protest-behavior-egyptian-soldiers-article-1.994664>

10,000 women march through Cairo to protest behavior of Egyptian soldiers

Soldiers dragged women by the hair and stomped on them

Tuesday, December 20, 2011, 10:51 PM



Amr Nabil/AP

An Egyptian woman raises a copy of newspaper fronted by a picture showing half-naked woman protester beaten by army soldiers.



Khaled Desouki/AFP/Getty Images

10,000 women march through central Cairo.

CAIRO - Around 10,000 women marched through central Cairo demanding Egypt's ruling military step down Tuesday in an unprecedented show of outrage over soldiers who dragged women by the hair and stomped on them, and stripped one half-naked in the street during a fierce crackdown on activists the past week.

The dramatic protest, which grew as the women marched from Tahrir Square through downtown, was fueled by the widely circulated images of abuses of women. Many of the marchers touted the photo of the young woman whose clothes were partially pulled off by troops, baring her down to her blue bra, as she struggled on the ground.

"Tantawi stripped your women naked, come join us," the crowd chanted to passers-by, referring to Field Marshal Hussein Tantawi, the head of the military council that has ruled Egypt since the Feb. 11 fall of Hosni Mubarak. "The daughters of Egypt are a red line," they chanted.

Even before the protest was over, the military council issued an unusually strong statement of regret for what it called "violations" against women - a quick turnaround after days of dismissing the significance of the abuse.

The council expressed "deep regret to the great women of Egypt" and affirmed "its respect and total appreciation" for women and their right to protest and take part in political life. It promised it was taking measures to punish those responsible for violations.

The statement suggested the military's fear that attacks on women could wreck its prestige at home and abroad, which has already been heavily eroded by its fierce, five-day-old crackdown on pro-democracy protesters demanding it surrender power. The ruling generals

have campaigned to keep the public on its side in the confrontation, depicting the activists as hooligans and themselves as the honorable protectors of the nation, above reproach.

In unusually harsh words, U.S. Secretary of State Hillary Rodham Clinton on Monday accused the Egyptian security forces and extremists of specifically targeting women.

"This systematic degradation of Egyptian women dishonors the revolution, disgraces the state and its uniform, and is not worthy of a great people," she said.

In a possibly significant hint of new flexibility, the council also said in its statement Tuesday that it was prepared to discuss any initiatives to help the security of the country. In recent days, a number of political factions have pressed the military to hand over power by February, rather than June, when it promised to hold presidential elections.

http://www.google.com/hostednews/epa/article/ALeqM5jzycPHj7-Asq-Xfvxkb88Onn_fYQ?docId=1680249

El primer ministro egipcio admite un problema de seguridad al retractarse

Por Agencia EFE – 22/12/2011

El Cairo, 22 dic (EFE).- El primer ministro egipcio, Kamal Ganzuri, reconoció hoy que su país tiene un problema de seguridad y se retractó de sus declaraciones del pasado sábado en las que afirmó que había "terceros" implicados en los disturbios de los últimos días.

"No voy a decir que exista una tercera parte" implicada en los altercados, dijo Ganzuri sin explicar los motivos de su cambio de postura, en una rueda de prensa en la que revisó la situación de Egipto durante sus dos primeras semanas al frente del Gobierno interino.

De esta forma Ganzuri se retractaba de la afirmación que hizo el pasado día 17, un día después del comienzo de los disturbios, cuando aseguró que había "gente", que no eran los jóvenes revolucionarios, que quería que se repitieran altercados similares a los ocurridos en los últimos meses, sin aclarar de quién se trataba.

En la rueda de prensa de hoy, Ganzuri opinó que el problema de Egipto es "el caos de seguridad", lo que, a su juicio, impide que donantes internacionales asistan al país que necesita de inversores y de ayuda económica, debido a la situación de sus finanzas.

Aquí Ganzuri tampoco aclaró el origen de ese caos, ni comentó la actuación de las fuerzas del orden durante los últimos días, que han sido muy criticadas por los manifestantes y organizaciones internacionales por la violencia empleada para reprimir las protestas.

Para resolver la inestabilidad, el jefe del Ejecutivo interino reiteró su llamamiento al diálogo.

"Afrontamos un problema que requiere de nosotros sentarnos a dialogar", agregó.

Por ello, Gazuri pidió que, antes de debatir sobre el juicio a los que mataron a manifestantes, es necesario dar prioridad al diálogo entre todas la partes para erradicar la violencia y devolver la estabilidad a la calle.

"Llamo a los revolucionarios al diálogo para aislar a la minoría que busca el choque con las fuerzas del orden", sentenció.

Al menos catorce personas murieron y casi mil resultaron heridas en los enfrentamientos registrados entre los pasados días 16 y 20 de diciembre, en el centro de la capital, en las inmediaciones de la sede del Consejo de Ministros y del Parlamento, próximas a Tahrir.

Además, Ganzuri hizo un repaso de las finanzas egipcias y recordó que tras la Revolución del 25 de Enero, varios países propusieron prestar ayuda a Egipto como EEUU que se comprometió a mandar 2.250 millones de dólares.

Sin embargo, hasta ahora el Gobierno egipcio solo ha recibido un total de 1.000 millones de dólares de ayuda por parte de los países árabes, según Ganzuri.

"Quien ayudan a Egipto está ayudando al pueblo y no a la autoridad", subrayó el primer ministro.

http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5iS_s-Zr4aFfqWaHvDdhK_vSCL5Zg?docId=CNG.29e7f4946ced8c08509fd1aac6a48237.4a1

Egipto levantará parcialmente el estado de sitio

Por Christophe de Roquefeuil (AFP) – 24/01/2012

EL CAIRO — Egipto levantará el miércoles, primer aniversario del alzamiento contra Hosni Mubarak, el estado de sitio vigente desde hace más de 30 años, salvo en los casos de "violencia", indicó este martes el mariscal Husein Tantawi, al frente del consejo militar que dirige el país.

Tantawi, al frente del Consejo Superior de las Fuerzas Armadas, anunció en la televisión "el final del estado de sitio en todo en el país, con excepción de los casos de lucha contra los delitos violentos".

La medida entrará en vigor el miércoles, día en que numerosos movimientos llamaron a reactivar las protestas en la calle contra los militares que gobiernan Egipto desde la renuncia de Mubarak el 11 de febrero de 2011.

El mariscal Tantawi, jefe de Estado de facto, no fue preciso sobre lo que entendía exactamente por "lucha contra los delitos violentos".

El estado de sitio rige desde el asesinato del predecesor de Mubarak, Anuar al Sadat, en 1981, y autoriza restricciones de las libertades públicas y juicios ante tribunales de excepción. El año pasado, el Consejo Superior de las Fuerzas Armadas amplió su campo de aplicación para incluir, entre otras cosas, las huelgas.

El levantamiento del estado de sitio era reclamado con insistencia por numerosos partidos, los movimientos que iniciaron la revuelta el año pasado y algunas capitales occidentales, entre ellas Washington.

Una de las principales organizaciones egipcias de defensa de los derechos humanos acogió el levantamiento parcial del estado de sitio con circunspección, destacando que "la violencia" ha sido invocada desde hace tiempo para justificar todo tipo de detenciones fuera del marco legal ordinario.

"Esa definición vaga será instrumentalizada, tal y como lo fue en la época de Mubarak. Permite a la policía detener y mantener en detención a cualquier persona sospechosa de ser violenta", declaró a la AFP Hosam Bahgat, de la Iniciativa Egipcia para los Derechos de la Persona.

En un intento por mejorar su imagen dañada por la usura del poder y las acusaciones de perpetuar el anterior régimen, el ejército anunció numerosas celebraciones oficiales y desfiles militares para este 25 de enero, decretado "día de la revolución".

El Consejo llamó a "preservar el espíritu del 25 de enero, que unificó al pueblo egipcio, hombres y mujeres, jóvenes y viejos, musulmanes y cristianos".

Los jóvenes que iniciaron la revuelta han llamado a reactivar el movimiento, al considerar que la revolución contra Mubarak ha sido confiscada por los militares que dirigen el país desde la partida del ex presidente hace casi un año.

Concretamente, piden la salida rápida del mariscal Tantawi y demás generales en el poder, sin esperar como estos quieren la elección presidencial prevista antes de final de junio y sin que intervengan en la redacción de la futura Constitución.

"El miércoles tenemos que salir a las calles, no para celebrar una revolución que no ha alcanzado sus objetivos, sino para manifestar pacíficamente nuestra determinación de cumplir los objetivos de la revolución", escribió el escritor y militante pro demócrata Alaa al Aswani en el diario independiente Al Masri al Yum. Estados Unidos celebró este martes la decisión de Egipto y estimó que se trata de un "paso importante hacia la normalización de la vida política" egipcia.

Sin embargo, la portavoz del Departamento de Estado, Victoria Nuland, aseguró que Washington espera "aclaraciones" sobre el anuncio del mariscal Husein Tantawi de que el estado de sitio seguiría aplicándose en "los casos de lucha contra los delitos violentos".

"En primer lugar, felicitamos al pueblo egipcio, que pedía (el levantamiento del estado de sitio) desde hace mucho tiempo y que perseveró en sus esfuerzos para obtenerlo, al igual que otros objetivos de su revolución pacífica", dijo Nuland.

<http://www.almomento.net/news/129/ARTICLE/104816/2012-01-24.html>

Tue, 24 Jan 2012 16:42:00

Junta Militar egipcia decreta fin del Estado Emergencia

La medida llega a falta de un día para que se cumpla el primer aniversario de la Revolución del 25 de Enero

La medida se aplicará en todas las provincias con la excepción de aquellas en las que se registren disturbios.

Egipto levantará a partir del próximo miércoles, día en el que se cumple el primer aniversario de la marcha de Hosni Mubarak, la ley de emergencia, que ha estado en vigor en el país durante más de treinta años.

Así lo ha anunciado a la nación a través de un mensaje televisado el jefe de la cúpula militar y máxima autoridad del país, Husein Tantawi, respondiendo así a una petición repetida hasta la saciedad por las organizaciones de defensa de los derechos humanos así como por los múltiples partidos políticos que han aflorado en la nueva etapa que vive el país.

La medida se aplicará en todas las provincias con la excepción de aquellas en las que se registren disturbios.

Tantawi, al mando de Egipto desde la renuncia de Mubarak, ha recordado también a los mártires y a los heridos en las protestas y afirmó que la cúpula castrense comparte las ideas de la revolución.

"El pueblo y las Fuerzas Armadas tenían el mismo objetivo, que es que Egipto se convierta en un país democrático y la nueva Asamblea del Pueblo (Cámara Baja del Parlamento) es el primer paso en este camino", ha subrayado.

En su alocución, ha afirmado que esa cámara, que quedó inaugurada el lunes, "es fruto de la revolución", ya que es la primera elegida por "la voluntad libre de los egipcios mediante elecciones transparentes".

"Confío en que la Asamblea del Pueblo será un foro libre para la democracia y una fortaleza constitucional que represente al pueblo. Este Parlamento allanará el camino para más reformas", ha agregado.

Tantawi también ha agradecido la alta participación en las recientes elecciones legislativas, en las que arrasaron los partidos islamistas, y la labor desempeñada por los distintos gobiernos que han dirigido el país en la etapa de transición.

Décadas de represión

Esta ley fue impuesta tras el asesinato del presidente egipcio Anwar al Sadat, el 6 de octubre de 1981, durante una parada militar con ocasión del aniversario de la guerra árabe-israelí de 1973.

Nadie va a celebrar nada mañana

Mubarak mantuvo esa norma para suspender las libertades de prensa y asociación, ampliar los poderes de los órganos de seguridad y anular los derechos civiles y políticos con la excusa de la lucha contra el terrorismo.

La medida llega a falta de un día para que se cumpla el primer aniversario de la Revolución del 25 de Enero, y con un Egipto que se debate entre aquellos que quieren celebrar sus logros y los que saldrán mañana a la plaza caiota de Tahrir al considerar que no se han cumplido las demandas del pueblo.

El portavoz del Movimiento de Jóvenes del 6 de Abril Mahmud Afifi será uno de los muchos egipcios descontentos con la deriva de la transición, gestionada por la Junta Militar, que mañana acudirá a la emblemática plaza del centro de El Cairo.

"Nadie va a celebrar nada mañana, toda la gente va a salir a continuar la revolución", ha asegurado Afifi, miembro de uno de los grupos instigadores de las protestas que acabaron con treinta años de régimen de Hosni Mubarak en febrero pasado.

Para la jornada del miércoles hay convocadas marchas que saldrán de distintos puntos del país, aunque las principales se desarrollarán en El Cairo y en Alejandría, en la costa mediterránea.

Sentimientos encontrados

Afifi ha explicado que "los egipcios saldrán para continuar con la revolución y conseguir que se cumplan sus demandas. La reivindicación principal es el traspaso del poder; la Junta Militar tiene que transferirlo inmediatamente para poder concentrarnos en el futuro".

Los jóvenes tenían grandes expectativas de que la revolución cambiara las vidas de los ciudadanos, donde en el intervalo de un año los militares han pasado de ser vistos por ellos como héroes nacionales a ser los villanos de la película.

A ello ha contribuido la represión militar de los disturbios de los últimos meses y los juicios castrenses a civiles, cuyo número se ha disparado tras el triunfo de la revolución.

Tampoco ayuda mucho la situación económica con una población empobrecida; el descenso del turismo, una de las principales fuentes de ingreso, de un 30% durante el 2011, y la desbandada de los inversores extranjeros ante el clima de inestabilidad política.

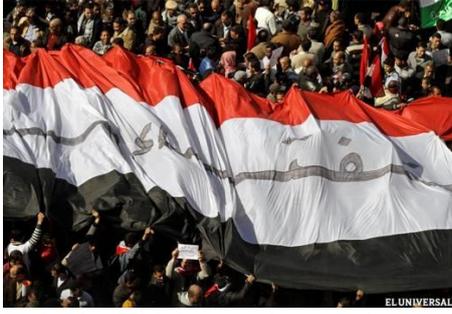
Evidentemente, los dirigentes castrenses hacen un balance diferente de la transición y consideran que están sirviendo a la patria.

Mañana "la gente estará muy feliz por el aniversario y lo celebrará porque los militares la han apoyado desde el principio", opinó el teniente general retirado Mohamed Kadry Said, analista especializado en asuntos de las Fuerzas Armadas.

<http://tiempolibre.eluniversal.com/internacional/revuelta-arabe/120125/disturbios-en-el-cairo-durante-el-primer-aniversario-de-la-revolucion>

Disturbios en El Cairo durante el primer aniversario de la revolución

El altercado comenzó cuando grupos islámicos sugirieron que la ocasión se convirtiera en una celebración, mientras los oponentes al actual régimen militar insistieron en su demanda de que la revuelta contra Mubarak no se ha completado debidamente.



Egipcios celebran primer aniversario en la Plaza Tahrir (Reuters)

EL UNIVERSAL

miércoles 25 de enero de 2012 08:21 AM

El Cairo.- Miembros de la Hermandad Musulmana y manifestantes antimilitares se enzarzaron en una disputa en la plaza Tahrir, en El Cairo, y en Alejandría, sobre la forma de celebrar el primer aniversario de los levantamientos que acabaron con la dimisión del expresidente Hosni Mubarak.

El altercado comenzó cuando grupos islámicos sugirieron que la ocasión se convirtiera en una celebración, mientras los oponentes al actual régimen militar insistieron en su demanda de que la revuelta contra Mubarak no se ha completado debidamente, informó DPA.

Miles de egipcios se reunieron desde la noche del martes en la plaza Tahrir de El Cairo para celebrar el primer aniversario de la "Revolución del 25 de enero".

Los congregados levantaron tribunas y tiendas de campaña en el lugar donde comenzaron hace un año las protestas masivas contra el entonces presidente Hosni Mubarak. El ejército y las fuerzas de seguridad no se acercaron hoy a la plaza.

Todos quieren celebrar, aunque al parecer no con el mismo objetivo. Algunos aseguraban que quieren recordar y honrar a los "mártires de la revolución", mientras otros grupos mostraron pancartas contra la cúpula militar: "Abajo con el dominio militar".

Y es que la presión es creciente para que los militares aceleren la transición del poder a una administración civil y procesen a los responsables de la muerte de al menos 846 manifestantes durante la revuelta.

El líder del Consejo Supremo de las Fuerzas Armadas asumió el poder en el país tras la dimisión de Mubarak, estableció un gobierno de transición y fijó la hoja de ruta para el periodo de transición.

Además, el lunes comenzó a sesionar el nuevo parlamento salido de las urnas tras las elecciones celebradas entre noviembre y enero, en la que las fuerzas islámicas moderadas y radicales ocupan más de dos tercios de los escaños.

A partir de hoy quedó sin vigor el estado de excepción vigente desde 1981, salvo en casos de vandalismo, según anunció el martes por televisión el presidente de la cúpula militar, el mariscal de campo Mohammed Hussein Tantawi.

La defensa del exministro acusa a los guardias de la Universidad Americana de las matanzas en Egipto

Por Agencia EFE – 26/01/2012

El Cairo, 26 ene (EFE).- La defensa del exministro del Interior egipcio Habib al Adli, que está siendo juzgado por la matanza de manifestantes junto al expresidente Hosni Mubarak, acusó hoy a los guardias de seguridad de la Universidad Americana de El Cairo (AUC) de haber matado a revolucionarios.

Según la agencia estatal de noticias Mena, el juicio se reanudó esta mañana en la Academia de Policía de la capital con una sesión dedicada a escuchar los argumentos de los abogados defensores de Al Adli.

Los letrados acusaron, además, a "elementos extranjeros" de estar detrás de la muerte de manifestantes y de oficiales y efectivos de la Policía durante la revolución que estalló el 25 de enero del 2011 y terminó el 11 de febrero de ese mismo año con la renuncia de Mubarak.

A ese respeto, los defensores del exministro del Interior aseguraron que varios oficiales de la Policía afirmaron en sus testimonios que durante las protestas hubo vehículos con matrículas diplomáticas que se utilizaron para disparar contra ellos.

Asimismo, aseguraron que las fuerzas de seguridad detuvieron durante la revolución a un catari y un palestino que llevaban armas, y pidieron la investigación de este asunto.

De este modo, los abogados negaron todas las acusaciones que apuntan a que efectivos de la Policía dispararan contra los manifestantes durante las protestas.

Al Adli, seis de sus ayudantes, Mubarak y los dos hijos de éste, Alaa y Gamal, son juzgados por su supuesta implicación en la muerte de manifestantes en la Revolución del 25 de Enero, cuyo primer aniversario se conmemoró ayer con una concentración de decenas de miles en la plaza cairota de Tahrir.

Egipcios planean una sentada hasta la renuncia del Ejército

26 de Enero de 2012 • 08:49hs

EL CAIRO (Reuters) - Jóvenes egipcios acampaban el jueves en la plaza Tahrir de El Cairo y dijeron que no se moverán de ahí hasta que las fuerzas armadas entreguen el poder a los civiles, un día después de que una manifestación masiva marcó un año desde el levantamiento que derrocó a Hosni Mubarak.

Decenas de miles de egipcios llenaron la plaza y las calles de otras ciudades el 25 de enero, en el aniversario del día en que comenzó la revuelta. Aunque pacífica, la manifestación dejó al descubierto divisiones en la nación más poblada del mundo árabe.

Las multitudes de Tahrir estaban divididas entre jóvenes que exigen que el Ejército entregue el control a los civiles en forma inmediata e islamistas que celebran una transformación

política que les dio la mayoría parlamentaria en las primeras elecciones libres tras décadas de represión.

Las acampadas han provocado violencia en el pasado cuando la policía y el Ejército trataron de dispersar a los manifestantes, pero el jueves el ambiente era pacífico.

Una gran cantidad de jóvenes ocupó la plaza rodeados por decenas de carpas. Comerciantes vendían bebidas calientes y algunos activistas alimentaban fogatas para mantenerse abrigados del frío matinal.

"El consejo militar comete los mismos abusos cometidos por Mubarak. No siento ningún cambio. El consejo militar está liderando una contrarrevolución. Vamos a protestar hasta que el consejo militar se vaya", dijo el estudiante Samer Qabil, de 23 años.

El consejo de las fuerzas armadas tomó el mando del país cuando Mubarak fue derrocado y ahora es dirigido por el mariscal Mohamed Husein Tantawi, que fue ministro de Defensa de Mubarak durante dos décadas y que insiste en que entregará el poder a los civiles tras una elección presidencial en junio.

Sin embargo, muchos activistas temen que Tantawi quiera mantener el poder tras bambalinas. Aunque las tropas fueron recibidas con júbilo cuando se les ordenó salir a las calles durante las revueltas, desde entonces han provocado la ira de muchos por su represión de manifestaciones que exigen que vuelvan a sus cuarteles.

"Habrá una acampada hasta que se vayan", aseguró Alaa Abdel Fatah, bloguero y activista detenido después de que choques fuera de las oficinas de medios estatales terminaran con la vida de 25 manifestantes en octubre.

En Alejandría, la segunda mayor ciudad de Egipto, cerca de 100 manifestantes también levantaron carpas cerca de los cuarteles de la policía.

Mubarak, de 83 años, está siendo juzgado y esta semana comenzó a funcionar un nuevo Parlamento dominado por sus adversarios islamistas.

<http://www.google.com/hostednews/epa/article/ALeqM5iwa3MXxhmbb09GHOYmd3UvtZtjUw?docId=1702427>

Los acampados de Tahrir intentan mantener vivas las demandas a la Junta Militar

Por Agencia EFE – 26/01/2012

El Cairo, 26 ene (EFE).- Cientos de egipcios continuaron acampados hoy en la plaza cairota de Tahrir para mantener vivas sus demandas y aprovechar el empuje que el primer aniversario de la revolución ha dado a sus protestas contra la Junta Militar.

Decenas de jaimas y tiendas de campaña inundaban el centro de la plaza y sus alrededores, al igual que los puestos de comida y té instalados para hacer más llevadera la mañana de los manifestantes, no así la de los conductores que se vieron afectados por un gran atasco.

En una de las carpas del Movimiento 6 de Abril, Mohamed Hamza, de 32 años, señaló a Efe que por la noche no se registraron incidentes ni la presencia de las fuerzas de seguridad en el lugar, que optaron por reforzar la seguridad de edificios gubernamentales del centro de El Cairo como los ministerios de Información y de Interior.

"Se respira libertad", destacó este informático que, con ojos cansados, explicó cómo se ha ido turnando con otros amigos para seguir en la plaza sin descuidar sus obligaciones en el trabajo.

Pese a las advertencias que se han propagado ante la posibilidad de altercados, grupos como la Coalición de Jóvenes de la Revolución, que engloba a ocho partidos y nueve movimientos políticos, manifestaron su intención de quedarse en Tahrir para pedir un cambio real y justicia social.

Junto a la basura generada en la víspera, numerosos toldos y alfombras fueron extendidos para acomodar a los egipcios con sed de debate.

En círculos más o menos grandes, los asistentes que habían pernoctado o se habían incorporado más tarde compartían las impresiones de la víspera, en la que decenas de miles de personas salieron a las calles para conmemorar la revolución que llevó a la caída del presidente Hosni Mubarak.

Entre ellos estaban varios simpatizantes del grupo islamista Hermanos Musulmanes, que se mostraron de acuerdo en que la revolución continúe, puesto que consideraron que el periodo de transición política está incompleto.

"La Junta Militar no lo está haciendo mal", argumentó Gabr Abu Talb, quien enumeró algunos de sus logros como el hecho de haber marginado de la política a los "fulul" o remanentes del anterior régimen, o de haber ido "cumpliendo" con las exigencias del pueblo.

La oposición al poder militar fue, no obstante, una de las consignas que más se oyeron ayer en la plaza, mientras en todo momento reinaba el espíritu festivo de la concentración.

También hoy estuvieron presentes algunos de los heridos durante las protestas del último año y familiares de víctimas como Mena Hasan, una mujer que perdió a sus dos hijos el 25 de enero de 2011.

"Murieron por disparos de la policía. Solo pido Justicia", subrayó a Efe Hasan.

A pocos metros, un grupo de jóvenes comentaba en tono distendido los últimos acontecimientos políticos.

"Ellos no han dormido", indicó May Hamed apuntando a sus compañeros, al tiempo que justificaba su propia ausencia durante la noche porque su padre es militar y solo le deja asistir a Tahrir de día para evitar cualquier tipo de acoso por parte de los hombres.

A juicio de esos jóvenes, a la revolución le falta una voz que la represente, ahora que se ha desvanecido la esperanza de que el exnoble Mohamed el Baradei sea el próximo presidente de Egipto tras haber retirado recientemente su candidatura.

Si a ras del suelo se escuchaban estas y otras opiniones divergentes, en lo alto de los escenarios los jóvenes seguían coreando lemas como "Abajo, el mariscal (Tantaui)", en alusión al jefe de la Junta Militar actualmente en el poder, o el ya tradicional "pan, libertad y dignidad".

Precisamente, varios grupos revolucionarios han convocado una protesta para mañana bautizada como "El Viernes de la Dignidad", para pedir la marcha inmediata del Consejo Supremo de las Fuerzas Armadas, que ayer confirmó que lo hará el próximo 30 de junio.

Entonces, está previsto que los militares regresen a sus cuarteles para dedicarse solo a "defender la tierra, el cielo y el mar de Egipto" y dejar el país en manos del nuevo presidente.

Por Belén Delgado

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-orient/egypte-les-islamistes-empechent-des-manifestants-d-atteindre-le-parlement_1077749.html

Egypte: les islamistes empêchent des manifestants d'atteindre le Parlement

Par L'EXPRESS.fr, publié le 31/01/2012 à 20:33, mis à jour le 01/02/2012 à 11:33

Affrontements entre manifestants anti-gouvernement et partisans des Frères musulmans le 31 janvier 2012 au Caire.

afp.com/Khaled Desouki

Les contestataires avaient appelé à une marche depuis la place Tahrir pour contester la mainmise de l'armée sur le pouvoir et presser la nouvelle Assemblée de réaliser les objectifs de la révolution.

Des partisans des Frères musulmans, qui dominent l'Assemblée, ont empêché mardi plusieurs centaines de manifestants réclamant le départ des militaires au pouvoir de parvenir au siège du Parlement.

Des militants avaient appelé à une marche depuis la place Tahrir, épice de la révolte qui a chassé du pouvoir le président Hosni Moubarak le 11 février 2011, jusqu'au siège du Parlement, pour presser la nouvelle Assemblée de réaliser les objectifs de la révolution: fin des procès de civils devant des tribunaux militaires, refonte du ministère de l'Intérieur, respect des libertés et de la justice sociale.

Alors qu'ils commençaient leur marche en direction du Parlement jouxtant la place Tahrir, les manifestants ont été bloqués par des militants des Frères musulmans. "Nous ne tenons là comme des boucliers humains car si les manifestants vont plus loin, ils s'affronteront avec la police. Ils veulent entrer à l'Assemblée, que voulez-vous que je fasse", a déclaré un membre de la confrérie Hamdy Abdelsamad.

Poussée de contestation contre le pouvoir militaire

Derrière lui, les manifestants scandaient des slogans contre le Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui dirige le pays depuis le départ de l'ancien président, mais aussi contre la confrérie. "Badie, tu es en train de vendre la révolution", ont scandé les manifestants, en référence au guide suprême de la Confrérie, Mohammad Badie.

Les Frères musulmans ont, au travers de leur formation politique, le Parti de la liberté et de la justice (PLJ), raflé 47% des sièges aux premières élections législatives depuis la chute du président Moubarak. L'ensemble des formations islamistes détient les trois quarts des sièges de l'Assemblée, dont la séance inaugurale s'est tenue le 23 janvier.

Après plusieurs heures, les manifestants ont renoncé à leur projet de parvenir à l'Assemblée et sont retournées manifester non loin, devant le siège de la télévision. Ces derniers jours, la

commémoration du premier anniversaire de la révolte anti-Moubarak lancée le 25 janvier 2011 s'est accompagnée d'une poussée de contestation contre le pouvoir militaire.

L'armée a promis de céder la place une fois un président démocratiquement élu, avant la fin juin, mais beaucoup l'accusent de perpétuer la politique répressive de l'ancien régime et de chercher à préserver les privilèges de l'institution militaire.

<http://juralib.noblogs.org/2012/02/01/revolution-egyptienne-les-freres-musulmans-travaillent/>

[Révolution égyptienne] Le peuple veut la chute des Frères musulmans

Posted on 1 février 2012 by juralib

Égypte : Première défaite pour les Frères musulmans !

Hier, mardi 31 janvier, une grosse manif était annoncée au Caire, des marches devaient partir de différents quartiers (Shoubra au Nord, Maspero-Tahrir dans le centre...) pour se rejoindre devant le Parlement, pour mettre la pression sur les député-es nouvellement élu-es pour faire appliquer le programme de la révolution : transfert des pouvoirs des militaires aux civils, procès des personnes impliquées dans la répression, reconnaissance des droits des « martyres », pas d'élections présidentielles ni de nouvelle constitution sous régime militaire.

Depuis quelques jours déjà, les Frères musulmans, sortis en grands vainqueurs (plus de 40% des voix) des élections législatives, commençaient à cristalliser une certaine tension contre eux, devant leur attitude gestionnaire et contre-révolutionnaire (voir post précédent).

À partir de 15h30, une petite foule commence à se rassembler à Maspero, on s'échauffe en entonnant des premiers slogans contre le régime militaire. Peu avant 16h, les manifestant-es sont rejoint-es par une première marche en provenance du campement voisin de la place Tahrir. On part alors en cortège, un drapeau égyptien de plus de 2 mètres de haut ouvrant la marche, suivi d'une banderole de plusieurs mètres explicitant la liste des revendications des manifestant-es. Le cortège est dynamique et bruyant, et grossit à vue d'œil. Après avoir emprunté la corniche, il se dirige vers la place Tahrir, où les quelques personnes restées sur place le rejoignent. Puis, étonnement, direction le quartier de Garden City, droit sur... l'ambassade américaine !! Là-même où, il y a quelques mois, une manifestation avait failli finir en affrontement contre des militaires armés !! mais aujourd'hui, curieusement, aucun militaire ne montre le bout de son nez, et les gen-tes passent devant l'ambassade sans même sembler s'en rendre compte. Un peu plus loin, quelques unités de police sont stationnées, mais un cordon de manifestant-es s'établit aussitôt pour empêcher toute confrontation physique : le but de la journée est clairement d'arriver devant le parlement, en évitant les affrontements avec les forces de l'ordre. On franchit ainsi dans le calme plusieurs barrages de police, jusqu'à arriver à proximité du Parlement. Là, la manifestation a considérablement grossi, et le cortège compte plusieurs milliers de personnes. Juste avant de tourner dans la rue Falaky, qui donne sur le Parlement, on voit un mec sur une civière arriver dans l'autre sens : quelque chose ne va pas. La police a-t-elle ouvert le feu ?? Rapidement, l'information circule : les Frères musulmans empêchent les manifestant-es d'accéder au Parlement !!



Et en effet, quelques mètres plus loin, c'est à un affrontement bloc contre bloc que l'on va assister pendant des heures : quelques centaines de Frères musulmans bloquent la rue par laquelle arrivent des milliers de manifestant-es !! Ça pousse dans un sens, dans un autre, ça avance, ça recule, les insultes les plus crues sont lancées des deux côtés, les chaussures et les bouteilles d'eau volent, plusieurs personnes font des malaises et doivent être portées à bout de bras au-dessus de la foule compacte pour être évacuées.

Ce que ni Moubarak, ni l'armée, ni les intégristes de tous bords n'avaient réussi, les Frères l'ont fait : couper la population égyptienne en deux ! il n'est plus du tout question de faire « une seule main » alors, bien au contraire !

Pendant 2 heures, le rapport de force se maintient : si les manifestant-es sont beaucoup plus nombreux, l'étréoussse de la rue ne leur permet pas d'arriver à forcer le barrage des Frères ! Au bout d'un moment, des personnes commencent vraiment à se battre, alors que la ligne de front se brouille, la tension monte des 2 côtés, et l'on a du mal à voir comment tout ça va se finir...

Et puis d'un coup, sans qu'on sache pourquoi, les Frères musulmans abandonnent, et fuient ! Ont-ils compris que le rapport de force n'était pas en leur faveur ? ont-ils voulu éviter de véritables affrontements physiques ? avaient-ils l'ordre de ne barrer le passage que jusqu'à une certaine heure ? était-ce l'heure de la prière ? nul ne le sait, en tout cas, en quelques minutes, les manifestant-es envahissent les rues environnantes, alors que les Frères sont bel bien partis sans demander leur reste !

Dans la foule, l'énervement est palpable et partagé par tout le monde, jeunes, vieux, hommes, femmes, barbus et porteuses de niqab... tou-tes sont vraiment en colère contre ces Frères qui, une fois au pouvoir, se mettent aussi vite et de manière aussi flagrante du côté de la contre-révolution !!

Le soir, la télévision égyptienne annoncera 71 blessés dans cet affrontement, mais au-delà de ça, c'est la victoire symbolique des révolutionnaires sur les Frères musulmans, pourtant plébiscités lors des élections qu'il faut retenir !

Ce que ceux-ci ne semblent pas avoir compris, c'est que la plupart des gens ont voté pour eux, pour qu'ils fassent appliquer les revendications de la Révolution, mais ne leur ont pas donné un blanc-seing et n'adhèrent pas forcément à l'ensemble de leur programme !

Aujourd'hui, une partie de la population égyptienne a montré que, quelles que soient les personnes au pouvoir, elle ne se laissera pas voler sa révolution, et continuera de se battre pour « du pain, la liberté, et la justice sociale » !

Indymedia Paris, 1er février 2012.